

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

## COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

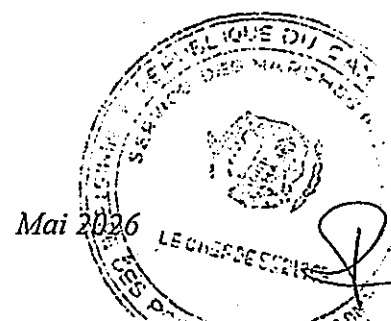
### DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT  
N°00018/AONR/MPT/CIPM/2026 DU 08 MAI 2026  
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ARCHITECTURE EN VUE  
DE CONCEVOIR, STRUCTURER ET FORMALISER UN MODELE DE  
GOUVERNANCE, INSTITUTIONNEL ET D'EXPLOITATION DURABLE  
DE LA PLATEFORME NATIONALE CAMAGRO.

FINANCEMENT :

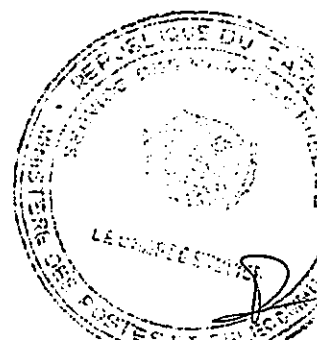
BIP, Exercice 2026

IMPUTATION BUDGETAIRE : 60 451 0 32000001 361319 « Etudes en vue de la mise en œuvre d'un portail Agropastoral au Cameroun (CAMAGRO) ».



## SOMMAIRE

<u>Pièce n° 0</u>	Lettre d'invitation à soumissionner	3
<u>Pièce n° 1</u>	Avis d'Appel d'Offres (AAO)	5
<u>Pièce n° 2</u>	Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO)	14
<u>Pièce n° 3</u>	Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)	38
<u>Pièce n° 4</u>	Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	49
<u>Pièce n° 5</u>	Termes de Références	66
<u>Pièce n° 6</u>	Proposition technique - Tableaux types	71
<u>Pièce n° 7</u>	Proposition financière- Tableaux types	80
<u>Pièce n° 8</u>	Modèle de marché	88
<u>Pièce n° 9</u>	Modèles ou formulaires des documents types à utiliser par les soumissionnaires	93
<u>Pièce n° 10</u>	Charte d'intégrité	103
<u>Pièce n° 11</u>	Déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales	106
<u>Pièce n° 12</u>	Visa de maturité ou Justificatifs des études préalables	108
<u>Pièce n° 13</u>	Liste des établissements bancaires et organismes financiers de premier rang agréés par le Ministre des finances, autorisés à émettre les cautions dans le cadre des marchés publics	110
<u>Pièce n°14</u>	Procédure de soumission en ligne	112
<u>Pièce n°15</u>	Grille d'évaluation	114



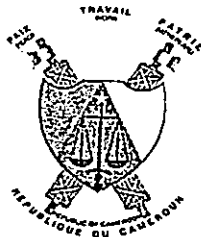


Mai 2026

3

MINPOSTEL

PIECE N° 0 : LETTRE D'INVITATION A SOUMISSIONNER ;



N° \_\_\_\_\_/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA

Yaoundé, le

Le Ministre  
à  
Monsieur .....  
BP Yaoundé

**Objet : Invitation à soumissionner. -**

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur de vous informer que votre Cabinet a été préqualifié dans le cadre de l'Appel d'Offres National Restreint relatif au recrutement d'un cabinet ou bureau d'études en vue de concevoir, structurer et formaliser un modèle de gouvernance, institutionnel et d'exploitation durable de la plateforme nationale CAMAGRO.

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement dans les services du MINPOSTEL ou téléchargé gratuitement sur le site web de l'ARMP (<http://www.armp.cm>) ou sur la plateforme COLEPS (<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>).

Un jeu complet Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public, d'une somme non remboursable de cinquante mille (50.000) Francs CFA.

Toute soumission doit être accompagnée d'une caution timbrée au taux en vigueur ou chèque banque ou chèque certifié d'un montant neuf cent mille (900.000) Francs CFA, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC.

Les plis seront ouverts en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaitent assister à l'ouverture des plis.

La présente lettre d'invitation est adressée aux candidats inscrits sur la liste restreinte ci-après :

N°	Noms des entreprises	Adresses
1	POLYGONE SARL	BP: 33872 Yaoundé
2	MICRO SARL	BP: ..... Yaoundé
3	Groupement DAREDAD Limitless & Team Information system	BP: ..... Yaoundé

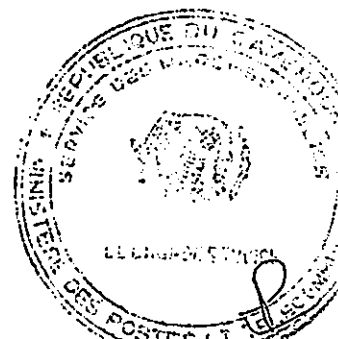
Les candidats de la liste restreinte ne peuvent pas s'associer en groupement.

Je vous saurais gré de bien vouloir nous faire savoir dans un délai maximum de sept (07) jours, à compter de la réception de la présente invitation à soumissionner, que vous avez opté de soumissionner.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération distinguée. /-

**Ampliations :**

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Chrono/Archives ;
- Affichage (pour information).-



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



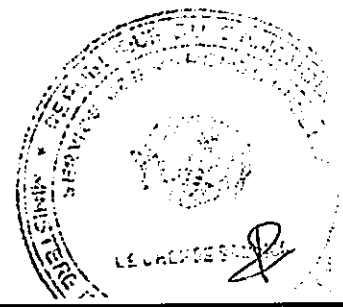
REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

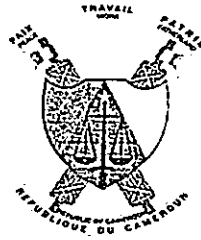
MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

**PIECE N°1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT  
(AONR)**





0000018  
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT N° 0000018/AONO/MPT/CIPM/2026 DU 08 MAI 2026  
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU BUREAU D'ETUDES EN VUE  
DE CONCEVOIR, STRUCTURER ET FORMALISER UN MODELE DE  
GOUVERNANCE, INSTITUTIONNEL ET D'EXPLOITATION DURABLE DE LA  
PLATEFORME NATIONALE CAMAGRO.

**1. Objet de l'Appel d'Offres**

Le Ministre des Postes et Télécommunications lance un Appel d'Offres National restreint pour le recrutement d'un Cabinet ou bureau d'études en vue de concevoir, structurer et formaliser un modèle de gouvernance, institutionnel et d'exploitation durable de la plateforme nationale CAMAGRO.

**2. Consistance des prestations**

La mission confiée au consultant ou au bureau d'études portera sur l'ensemble des activités nécessaires à la conception, à la structuration et à la formalisation d'un modèle de gouvernance, institutionnel et d'exploitation durable de la plateforme nationale CAMAGRO. À ce titre, la mission s'articulera autour des composantes suivantes, qui devront être conduites de manière intégrée et cohérente.

**2.1 Diagnostic de la situation existante**

Le consultant devra procéder à un diagnostic approfondi de l'état actuel de la plateforme CAMAGRO, couvrant notamment :

- l'analyse du cadre institutionnel et organisationnel existant ;
- l'évaluation des dispositifs de gouvernance antérieurs ou en vigueur ;
- l'analyse du cadre juridique et réglementaire applicable à la plateforme ;
- l'audit fonctionnel et technique de la plateforme existante ;
- l'identification des forces, faiblesses, opportunités et risques (analyse FFOM) liés à la gouvernance et à l'exploitation de CAMAGRO.

Ce diagnostic devra permettre d'identifier les insuffisances, les contraintes et les leviers d'amélioration nécessaires à la relance durable de la plateforme.

**2.2 Analyse et cartographie des parties prenantes**

Le consultant devra :

- identifier et cartographier l'ensemble des parties prenantes institutionnelles, techniques, économiques et sociales concernées par la gouvernance et l'exploitation de CAMAGRO ;
- analyser les rôles, responsabilités, intérêts et niveaux d'influence des acteurs publics, privés et des partenaires techniques et financiers ;
- évaluer les mécanismes actuels et potentiels de coordination interinstitutionnelle et de partenariat public-privé.

Cette analyse devra servir de base à la conception d'un modèle de gouvernance inclusif et opérationnel.

### 2.3 Élaboration du modèle de gouvernance de la plateforme CAMAGRO

Sur la base des analyses précédentes, le consultant devra concevoir et proposer un modèle de gouvernance multi-acteurs, comprenant notamment :

- la définition des organes de pilotage, de gestion, de suivi et de redevabilité ;
- la clarification des rôles et responsabilités du MINPOSTEL, des ministères sectoriels concernés, des structures techniques et des partenaires privés ;
- les mécanismes de coordination, de prise de décision, d'arbitrage et de reporting ;
- les modalités de participation et d'implication des acteurs privés et des utilisateurs institutionnels.

Le modèle proposé devra garantir la transparence, l'efficacité, la redevabilité et la durabilité de la plateforme.

### 2.4 Définition du cadre institutionnel et juridique

Le consultant devra définir un cadre institutionnel et juridique formalisé permettant la mise en œuvre effective du modèle de gouvernance retenu, incluant notamment :

- la proposition d'une architecture institutionnelle claire pour la gestion de CAMAGRO ;
- l'élaboration ou l'actualisation des projets d'instruments juridiques et organisationnels nécessaires (convention-cadre, chartes de gouvernance, accords de partenariat, etc.) ;
- l'alignement du cadre proposé avec la réglementation nationale en vigueur et les engagements régionaux et internationaux applicables.

### 2.5 Définition du modèle d'exploitation et de durabilité

Le consultant devra élaborer un modèle d'exploitation déléguée de la plateforme CAMAGRO, intégrant notamment :

- les modalités d'exploitation technique et fonctionnelle de la plateforme ;
- les mécanismes de suivi de la performance à travers des indicateurs clés de performance (KPI) et des engagements de qualité de service (SLA) ;
- les dispositifs de sécurité, de protection des données et de continuité de service ;
- les principes du modèle économique et financier garantissant la durabilité de l'exploitation.

## **3. Participation et origine**

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux cabinets préqualifiés à l'issue de l'Appel à Manifestation d'Intérêt n°000001/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2026 du 28 janvier 2026, à savoir :

- MICRO SARL BP: Yaoundé;
- POLYGONE SARL BP: 33872 Yaoundé;
- Groupement DAREDAD Limitless & Team Information system BP: Yaoundé.

## **4. Financement**

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le BIP, de l'exercice 2026, à la ligne 60 451 0 32000001 361319 « Etudes en vue de la mise en œuvre d'un portail Agropastoral au Cameroun (CAMAGRO)».

## **5. Coût prévisionnel**

Le coût prévisionnel de la prestation est de quarante-cinq millions (45.000.000) FCFA.

## **6. Délais d'exécution**

Le délai maximum d'exécution des prestations prévu par le Maître d'Ouvrage est de trois (03) mois.

## **7. Mode de soumission**

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne exclusivement.

## 8. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales (Service des Marchés Publics (porte 162, téléphone 222.23.36.41) dès publication du présent avis. La version électronique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée en ligne sur le site [www.armp.cm](http://www.armp.cm) ou la plateforme COLEPS disponible aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent Avis.

## 9. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, sis au 1<sup>er</sup> étage de l'immeuble abritant les services centraux du Ministère des Postes et Télécommunications (porte 162, Tél. 222.23.36.41), dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50.000) FCFA, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit sur le site [www.armp.cm](http://www.armp.cm) et sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

## 10. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives une caution de soumission timbrée au taux en vigueur ou chèque banque ou chèque certifié d'un montant de neuf cent mille (900.000) FCFA, valable pendant trente (30) jours au-delà de la durée de validité des offres, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC.

Les originaux de la caution de soumission et du récépissé de consignation délivré par la CDEC, devront être jointe à la copie de sauvegarde.

## 11. Remise des offres

*Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.*

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS. Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra faire l'objet d'une soumission en ligne au plus tard le 09 JUIN 2026 à 14 heures précises, heure locale, à l'adresse [www.marchespublics.cm](http://www.marchespublics.cm). Dans les mêmes délais, une copie de sauvegarde dudit dossier et une copie de l'offre avec la mention claire et lisible « *Offre témoin* », enregistrées sur clés USB ou CD/DVD et sous plis scellés seront déposées au Ministère des Postes et Télécommunications, Direction des Affaires Générales (Service des marchés publics 1<sup>er</sup> étage, porte 162), avec la mention :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT  
N° ...../AONO/MPT/CIPM/2026 DU .....  
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET OU BUREAU D'ETUDES EN VUE DE  
CONCEVOIR, STRUCTURER ET FORMALISER UN MODELE DE GOUVERNANCE,  
INSTITUTIONNEL ET D'EXPLOITATION DURABLE DE LA PLATEFORME  
NATIONALE CAMAGRO.

*« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».*

Les documents constituant l'Offre seront répartis en trois volumes :

- Volume 1 contenant les pièces administratives ;
- Volume 2 contenant l'Offre Technique ;
- Volume 3 contenant l'Offre Financière.

Les différentes pièces de chaque Offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

**NB** : Les modalités pour soumissionner en ligne, assorties des étapes y relatives sont jointes en annexe.

## 12. Recevabilité des offres

Sous peine de rejet, les pièces administratives devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre non conformément aux prescriptions du présent Avis et Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable, notamment pour défaut de caution de soumission conforme.

## 13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en deux (02) temps.

L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques se fera dans un premier temps et aura lieu le 19 JUILLET 2026 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINPOSTEL dans la salle de réunions de la Commission, sise au 3<sup>ème</sup> étage de l'immeuble siège de la CAMPOST (porte 308).

L'ouverture des offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note minimale requise se fera dans un second temps.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

## 14. Principaux critères d'évaluation

### 14.1. Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative, 48 h après l'ouverture des plis ;
- Absence de la caution de soumission timbrée au taux en vigueur ou chèque banque ou chèque certifié, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
- Absence de l'attestation de capacité financière ;
- Document falsifié ou fausse déclaration ;
- Offre technique comportant le montant de la proposition financière ;
- Offre financière incomplète (absence d'un des tableaux types de la proposition financière);
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière,
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations marchés au cours des trois dernières années ;
- Absence de l'offre financière témoin;
- Non-respect du profil du Chef de mission à savoir;
  - . Diplôme : Ingénieur informaticien (BAC +5 ou master) ;
  - . Nombre d'années d'expérience : Quinze (15) ans ;
  - . Conduite d'au moins trois (03) projets dans la gestion de projets dans le domaine de la conduite de projets de systèmes d'information et de plateformes numériques ; analyse et conception des SI et/ou en gestion de projet ; conception, développement, déploiement et sécurisation des applications/logiciels/progiciels) ; gouvernance numérique et plateformes publiques

- . Certifications : Titulaire d'au moins deux certifications parmi les certifications suivantes : Project Management Professional (PMP), ISO2700X, CEH, CISA ou NSE ou CMMI et gestion des projets en cours de validité.
- Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes.
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales
- CCAP et TDR paraphés sur chaque pages et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé» ;
- Note technique inférieure à 75/100 points.

#### 14.2. Critères essentiels

- Référence / Expérience du soumissionnaire dans les réalisations similaires.....30 points ;
- Qualifications et compétences du personnel clé pour la mission..... 50 points ;
- Méthodologie, compréhension de la mission et plan de travail .....20 points ;

#### 15. Méthode de sélection du consultant

Le consultant sera choisi par la méthode de sélection du mieux disant, conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

#### 16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 120 *jours* à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

#### 17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Division des Projets, des Etudes et de la Prospective (DPEP), Porte 302, Tél : 222 22 35 50.

**NB** : Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 677 08 39 60 725 / 696 03 53 85./-

#### Ampliations:

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Affichage (pour information) ;
- Service des marchés Publics (pour archivage)



*Mme Libom Li Likong*  
*née Mendomo Minette*



**RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS**  
**000000018/AONO/MPT/CIPM/2026 OF 0.8.MAI 2026**  
**FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM OR CONSULTING FIRM TO DESIGN,  
STRUCTURE AND FORMALISE A MODEL FOR THE GOVERNANCE,  
INSTITUTIONAL FRAMEWORK AND SUSTAINABLE OPERATION OF THE  
CAMAGRO NATIONAL PLATFORM.**

### 1. Purpose

The Minister of Posts and Telecommunications hereby launches a restricted national call for tenders for the recruitment of a firm or consulting firm to design, structure and formalise a governance, institutional and sustainable operational model for the CAMAGRO national platform.

### 2. Description of services

The mission entrusted to the consultant or research firm will cover all activities necessary for the design, structuring and formalisation of a sustainable institutional and operational governance model for the CAMAGRO national platform.

As such, the mission will focus on the following components, which must be carried out in an integrated and consistent manner.

#### 2.1 Diagnosis of the existing situation

The consultant shall carry out an in-depth diagnosis of the current state of the CAMAGRO platform, covering in particular:

- analysis of the existing institutional and organisational framework;
- evaluation of previous or current governance mechanisms;
- analysis of the legal and regulatory framework applicable to the platform;
- functional and technical audit of the existing platform;
- identification of strengths, weaknesses, opportunities and risks (SWOT analysis) related to the governance and operation of CAMAGRO.

This assessment should identify the shortcomings, constraints and levers for improvement necessary for the sustainable relaunch of the platform.

#### 2.2 Analysis and mapping of stakeholders

The consultant will:

- Identify and map all institutional, technical, economic and social stakeholders involved in the governance and operation of CAMAGRO.
- Analyse the roles, responsibilities, interests and levels of influence of public and private actors and technical and financial partners.
- Assess current and potential mechanisms for inter-institutional coordination and public-private partnerships.

This analysis will serve as the basis for the design of an inclusive and operational governance model.

#### 2.3 Development of the CAMAGRO platform governance model

Based on the above analyses, the consultant will design and propose a multi-stakeholder governance model, including in particular:

- the definition of steering, management, monitoring and accountability bodies;
- clarification of the roles and responsibilities of MINPOSTEL, the relevant sectoral ministries, technical structures and private partners;
- mechanisms for coordination, decision-making, arbitration and reporting;
- arrangements for the participation and involvement of private actors and institutional users.

The proposed model should ensure the transparency, efficiency, accountability and sustainability of the platform.

#### 2.4 Definition of the institutional and legal framework

The consultant should define a formalised institutional and legal framework enabling the effective implementation of the chosen governance model, including in particular:

- the proposal of a clear institutional architecture for the management of CAMAGRO;
- the development or updating of the necessary legal and organisational instruments (framework agreement, governance charters, partnership agreements, etc.);
- the alignment of the proposed framework with current national regulations and applicable regional and international commitments.

#### 2.5 Definition of the operating and sustainability model

The consultant will be required to develop a delegated operating model for the CAMAGRO platform, including in particular:

- the technical and functional operating procedures for the platform;
- performance monitoring mechanisms using key performance indicators (KPIs) and service level agreements (SLAs);
- security, data protection and service continuity measures;
- the principles of the economic and financial model guaranteeing the sustainability of operations.

### **3. Participation and origin**

Participation in this Invitation to Tender is restricted to firms short listed at the end of the Call for Expression of Interest No. 000001/AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2026 of 28 January 2026, namely :

- MICRO SARL P.O. Box: Yaoundé;
- POLYGONE SARL P.O. Box: 33872 Yaounde
- Groupement DAREDAD Limitless & Team Information system P.O. Box: Yaoundé.

### **4. Financing**

The services covered under this call for tenders are funded by the PIB for the 2026 financial year, under budget head No. 60 451 0 32000001 361319: 'Studies for the implementation of an Agropastoral portal in Cameroon (CAMAGRO)'.

### **5. Estimated cost**

The estimated cost of the service stands at CFA forty five million (45,000,000) francs.

### **6. Delivery period**

The maximum time limit for the performance of services provided by the Contracting Authority shall be (03) three months.

### **7. Submission method**

The submission method chosen for this consultation is exclusively on-line.

### **8. Consultation of Tender documents**

Tender documents may be consulted during working hours at the Department of General Affairs (contracts service, 1st floor of the Ministry of Posts and Telecommunications Room 162 Tel.

242 23 36 41), upon the publication of this announcement. The electronic version of the Tender Documents can be consulted online at [www.armp.cm](http://www.armp.cm) or on the COLEPS platform available at <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm> as soon as this notice is published.

#### 9. Acquisition of tender file

The complete set of bidding documents may be obtained at the Department of General affairs, Contracts service, located at 1<sup>st</sup> floor of Ministry of Posts and Telecommunications building, (Room 162, Tel. 242.23.36.41) upon the publication of this tender against the payment of a non-refundable sum of CFA fifty thousand (50,000) francs into the public treasury.

It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by downloading it free of charge on the [www.armp.cm](http://www.armp.cm) web site and from the COLEPS platform available at the above addresses. However, online submission is subject to payment of the tender documents purchase fee.

#### 10. Temporary Security

Each tenderer must attach to his administrative documents a bid bond stamped at the current rate or a bank cheque or certified cheque for the amount of nine hundred thousand (900,000) FCFA, valid for thirty (30) days beyond the period of validity of the tenders, accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC.

The originals of the tender bond and the receipt of deposit issued by the CDEC must be attached to the backup copy.

#### 11. Submission of bids

*Each tender file must be written in French or English.*

The tender must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform. Each tender, written in French or English, must be submitted online by no later than on ~~1.9.2026~~ 1.9.2026 at 2 p.m. prompt local time on [www.marchespublics.cm](http://www.marchespublics.cm) Within the same time limit, a backup copy of the said file and a copy of the tender, clearly and legibly labelled '*Sample tender*', recorded on USB keys or CD/DVD and in a sealed envelope, shall be deposited at the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of General Affairs (Public Contracts Service, 1<sup>st</sup> floor, room 162), labelled :

RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS  
No...../AONO/MPT/CIPM/2026 OF .....  
FOR THE RECRUITMENT OF A FIRM OR CONSULTING FIRM TO DESIGN,  
STRUCTURE AND FORMALISE A MODEL FOR THE GOVERNANCE,  
INSTITUTIONAL FRAMEWORK AND SUSTAINABLE OPERATION OF THE  
CAMAGRO NATIONAL PLATFORM.  
*"To be opened only during the bid-opening session".*

The documents making up the Tender will be divided into three volumes:

- Volume 1 containing the administrative documents;
- Volume 2 containing the Technical Offer;
- Volume 3 containing the Financial Offer.

The various documents in each Tender will be numbered in the order of the Tender Documents and separated by identically coloured dividers.

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

**NB** : The terms and conditions for submitting online, along side the relevant steps, are included in the appendix.

## 12. Acceptability of bids

To avoid the rejection of bids, the administrative documents must imperatively be submitted in originals or true copies certified by an issuing or administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulation. They must not be more than (3) months old prior to the original submission date of the bids or be produced after the signature date of this invitation to tenders.

Any tender not complying with the tender file shall be rejected, especially in the absence of an appropriate bid bond.

## 13. Opening of bids

The opening of the bids shall be made in (02) two phases.

The opening of Administrative and Technical documents will first be done and will take place on ~~1.9 June 2026~~ **1.9 JUN 2026** at 2 pm by the Internal Tender Boards of MINPOSTEL in the meeting room at the CAMPOST headquarters building, 3<sup>rd</sup> floor, ( room 308).

The opening of the financial documents of bidders who have obtained the minimum required score will be done next.

Only the bidders can attend the public bidding ceremony or be represented by one person of their choice duly authorised and even in the case of a joint venture.

## 14. Main assessment criteria

### 14.1. Eliminary criteria

- Absence or non-compliance of one administrative document, 48 hours after the bids opening;
- Absence of the bid bond stamped at the current rate or bank cheque or certified cheque accompanied by the deposit receipt issued by the CDEC when the bids were opened;
- Absence of financial capacity;
- Forged document or false declaration;
- Technical bids including the amount of the financial proposal;
- Incomplete financial bid (absence of one of the tables of the financial proposal);
- Lack of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of a solemn declaration that it has not abandoned any contractual services over the last three years;
- Absence of the sample financial offer;
- Non-compliance with the profile of the Head of Mission, i.e;
  - . Diploma : Computer engineer, (GCE A/L +5) or equivalent diploma
  - . Number of years of experience: Fifteen (15) years;
  - . Must have carried out at least three (03) projects in project management in the field of innovation or entrepreneurship; IS analysis and design and/or project management; design, development, deployment and security of applications/software);
  - . Certifications: Holder of at least two of the following certifications: Project Management Professional (PMP), ISO2700X, CEH, CISA or NSE or current CMMI and project management.
- Non-compliance with the tender file format for online submissions;
- Absence of the dated and signed integrity charter;
- Absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses.
- The Special Conditions of Contract (SCC) and the Terms of Reference (TOR) initialled on each page and signed on the last page with the words "read and approved"

- Technical score lower than 75/100 marks.

#### 14.2. Main criteria

- Reference / Experience of the tenderer in similar projects.....30 points ;
- Qualifications and skills of the key staff members for the mission..... 50 points;
- Methodology, understanding of the mission and work plan .....20 points;

#### 15. Selection method of consultant

The consultant will be selected according to the lowest responsible bidder selection method, in accordance with the procedures described in this tender file.

#### 16. Validity period of bids

Bidders are bound to their bids for a period of 120 *days with* effect from the deadline set for the submission of bids.

#### 17. Additional information

Additional information may be obtained during working hours from the Ministry of Posts and Telecommunications, Department of Projects, Research and Prospects (DPEP), room 302, Tel.: 222 22 35 50

**NB:** In the case of any bribery attempt or bad practices, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: 677 08 39 60 725 / 696 03 53 85./-

#### Copies to:

- MINMAP;
- ARMP (for publication and archiving);
- CIPM President (for information);
- Billboard (for information);
- Contracts service (for archiving).



*[Handwritten signature]*  
Mme Lilian Li Likong  
née Mendoza Minette

REPULIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

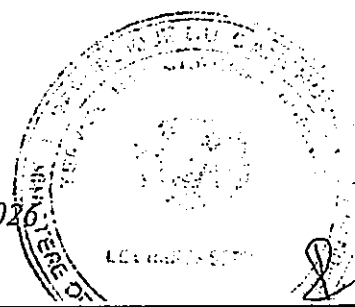
GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

PIECE N°2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)



<b>A. GENERALITES</b> .....	
Article 1.	Objet de la consultation .....
Article 2.	Financement .....
Article 3.	Principes éthiques Fraude et corruption .....
Article 4.	Candidats admis à concourir .....
Article 5.	Documents établissant la qualification du Soumissionnaire .....
<b>B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES</b> .....	
Article 6.	Contenu du Dossier d'Appel d'Offres .....
Article 7.	Eclaircissements apportés au dossier d'appel d'offres et recours .....
Article 8.	Modifications apportées au DAO .....
<b>C. PREPARATION DES OFFRES</b> .....	
Article 9.	Frais de soumission .....
Article 10.	Langue de l'offre .....
Article 11.	Documents constituant l'offre .....
Article 12.	Montant de l'offre .....
Article 13.	Monnaies de soumission et de règlement .....
Article 14.	Validité des offres .....
Article 15.	Cautionnement de soumission .....
Article 16.	Réunion préparatoire à l'établissement des offres .....
Article 17.	Forme, format et signature de l'offre .....
<b>D. DEPOT DES OFFRES</b> .....	
Article 18.	Cachetage et marquage des offres .....
Article 19.	Date et heure limites de dépôt des offres et mode de soumission.....
Article 20.	Offres hors délai .....
Article 21.	Modification, substitution et retrait des offres .....
<b>E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES</b> .....	
Article 22.	Ouverture des plis et recours .....
Article 23.	Caractère confidentiel de la procédure .....
Article 24.	Eclaircissements sur les offres en phase d'analyse .....
Article 25.	Détermination de la conformité des offres .....
Article 26.	Evaluation des propositions et recours .....
Article 27.	Correction des erreurs .....
Article 28.	Négociations .....
Article 29.	Attribution .....
Article 30.	Infructuosité ou annulation d'une procédure .....
Article 31.	Notification de l'attribution du marché .....
Article 32.	Publication des résultats d'attribution et recours .....
Article 33.	Signature du marché .....
Article 34.	Cautionnement définitif .....



# REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES

## A. GENERALITES

### Article 1 : Objet de la consultation

1.1). Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué sélectionne un Prestataire parmi les candidats dont les noms figurent sur la liste restreinte, conformément à la méthode de sélection spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

1.2). Les Candidats présélectionnés ou relevant de la catégorie (à préciser) sont invités à soumettre un dossier administratif, une proposition technique et une proposition financière pour la prestation des services nécessaires à l'exécution de la mission désignée dans les Termes de Référence. La proposition servira de base aux négociations du contrat et, à terme, au contrat signé avec le Candidat retenu.

1.3). La mission sera accomplie conformément au calendrier indiqué dans les Termes de Référence et rappelé dans le RPAO. Lorsque la mission comporte plusieurs phases, la performance du Prestataire durant une phase donnée devra donner satisfaction au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué avant que la phase suivante ne débute.

1.4). Les Candidats doivent s'informer des conditions locales et en tenir compte dans l'établissement de leur proposition. Pour obtenir des informations de première main sur la mission et les conditions locales, il est recommandé aux Candidats, avant de soumettre une proposition, d'assister à la conférence préparatoire aux propositions, si le RPAO en prévoit une. Mais participer à ce genre de réunion n'est pas obligatoire. Les candidats ou leurs représentants doivent contacter les responsables mentionnés dans le RPAO pour organiser une visite ou obtenir des renseignements complémentaires sur la conférence préparatoire. Les Candidats ou leurs représentants doivent faire en sorte que ces responsables soient avisés de leur visite en temps voulu pour pouvoir prendre les dispositions appropriées.

1.5). Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fournit les informations spécifiées dans les Termes de Référence, aide le Prestataire à obtenir les licences et permis nécessaires à la prestation des services, et fournit en temps opportun les données et rapports afférents aux projets pertinents.

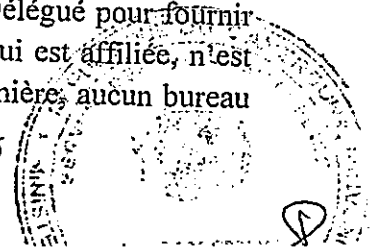
1.6). Veuillez noter que :

- i. Les coûts de l'établissement de la proposition et de la négociation du contrat, y compris de la visite au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, ne sont pas considérés comme des coûts directs de la mission et ne sont donc pas remboursables ; et que
- ii. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'est nullement tenu d'accepter l'une quelconque des propositions qui auront été soumises.

1.6.1 Les Prestataires fournissent des conseils professionnels objectifs et impartiaux. En toutes circonstances ils défendent avant tout les intérêts du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure, et qu'ils évitent scrupuleusement toute possibilité de conflit avec d'autres activités ou avec les intérêts de leur société. Les prestataires ne doivent pas être engagés pour des missions qui seraient incompatibles avec leurs obligations présentes ou passées envers d'autres Maîtres d'Ouvrages ou Maîtres d'Ouvrages Délégués, ou qui risqueraient de les mettre dans l'impossibilité d'exécuter leur tâche au mieux des intérêts du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué.

1.6.2 Sans préjudice du caractère général de cette règle, les Prestataires ne sont pas engagés dans les circonstances stipulées ci-après :

- a. Aucune entreprise engagée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour fournir des biens ou réaliser des prestations pour un projet, ni aucune entreprise qui lui est affiliée, n'est admise à fournir des services de conseil pour le même projet. De la même manière, aucun bureau



d'études engagé pour fournir des services de conseil en vue de la préparation ou de l'exécution d'un projet, ni aucune entreprise qui lui est affiliée, n'est admis ultérieurement à fournir des biens, réaliser des prestations, ou assurer des services liés à sa mission initiale pour le même projet (à moins qu'il ne s'agisse d'une continuation de cette mission);

b. Ni les prestataires, ni aucune des entreprises qui leur sont affiliées ne peuvent être engagés pour une mission qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec une autre de leurs missions.

1.6.3 Comme indiqué à l'alinéa (a) de la clause ci-dessus, des Prestataires peuvent être engagés pour assurer des activités en aval lorsqu'il est essentiel d'assurer une certaine continuité, auquel cas le RPAO doit faire état de cette possibilité et les critères utilisés dans la sélection du prestataire doivent prendre en compte la probabilité d'une reconduction. Il appartiendra exclusivement au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de décider de faire exécuter ou non des activités en aval et, dans l'affirmative, de déterminer quel Prestataire sera engagé à cette fin.

## Article 2 Financement

La source de financement des prestations-objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

## Article 3-Principes éthiques, Fraude et corruption

3.1. Les agents relevant du service public, les soumissionnaires et les titulaires de marché, ainsi que toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la chaîne de passation, d'exécution, de contrôle et de régulation des marchés, sont soumis aux dispositions des lois et règlements interdisant les actes de corruption, les manœuvres frauduleuses, les pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, les conflits d'intérêts, les délits d'initiés et les complicités.

A cet égard, les soumissionnaires souscrivent la charte d'intégrité dont le modèle est joint en annexe du présent Dossier d'Appel d'Offres (pièce 10).

3.2- Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué exige des soumissionnaires et de ses cocontractants, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces marchés. En vertu de ce principe, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué :

a. Définit aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :

i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte directement ou indirectement un quelconque avantage en vue d'influencer indûment l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ;

ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;

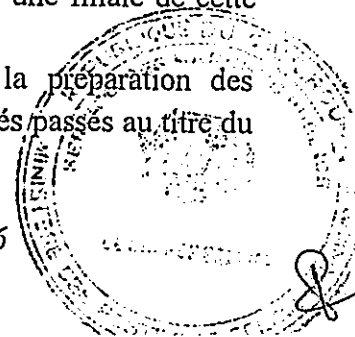
iii. "Pratiques collusoires" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué en ait connaissance ou non) qui s'entendent dans le but de maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;

iv. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre de manière directe ou indirecte afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

v. « Conflit d'intérêt » Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt dans les conditions ci-après :

- Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise)

qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou



- Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous- traitants dans plus d'une offre.
- Le Maître d'Ouvrage ou le Maîtres d'Ouvrage Délégué possède des intérêts financiers dans sa géographie du capital de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ;

vi. La complicité s'entend de :

- L'omission ou la négligence d'effectuer les contrôles ou de donner les avis techniques prescrits ;
- L'abstention volontaire de porter à la connaissance du Maître d'ouvrage ou de l'autorité compétente, les irrégularités constatées lors de la réalisation de ses missions.

vii. Se livre à des « pratiques obstructives » quiconque commet des actes vint à la destruction, à la falsification, l'altération ou la dissimulation des preuves sur lesquelles se fonde enquête ou toutes fausses déclarations faites aux enquêteurs ou bien toute menaces, harcèlement ou intimidation) l'encontre d'une personne aux fins de l'empêcher de révéler des informations relatives à une enquête, ou bien de poursuivre celle-ci.

b. toute proposition d'attribution est rejetée s'il est prouvé que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption, de conflit d'intérêt ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives pour l'attribution de ce marché.

3.3- Les candidats communiquent les renseignements sur les commissions et primes éventuellement réglées ou devant être réglées à des agents en rapport avec la présente proposition, et l'exécution du contrat s'il est attribué au candidat, comme demandé sur le formulaire de proposition financière (lettre de soumission).

3.4- Les candidats ne doivent pas avoir été déclarés exclus de toutes attributions de contrats pour corruption ou manœuvres frauduleuses.

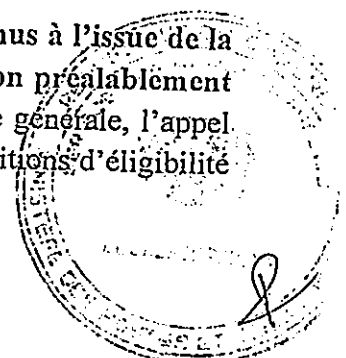
3.5- L'Autorité chargée des Marchés Publics, peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire ou cocontractant de l'Administration reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de complicité, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans l'offre, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

3.6- Lorsque le Candidat propose un agent public, dans sa proposition technique, cet agent s'engage à fournir une attestation écrite de son ministère ou employeur attestant du fait qu'il bénéficie d'une disponibilité et qu'il est autorisé à travailler à temps complet en dehors de son poste officiel antérieur. Le Candidat présentera cet engagement au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué dans le cadre de sa Proposition technique.

3.7. L'Autorité chargée des Marchés Publics, peut prendre à l'encontre des acteurs publics reconnus coupables de violation des dispositions du Code des Marchés Publics, une décision d'interdiction d'intervenir dans la passation et le suivi de l'exécution des Marchés Publics pendant une période n'excédant pas deux (2) ans

#### Article 4- Candidats admis à concourir

4.1). En dehors de l'appel d'offres restreint qui s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification et/ou ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelé dans le RPAO, en règle. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les soumissionnaires, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité ci-après :



a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement le cas échéant ; b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt dans les conditions ci-après :

- i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;
- ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous- traitants dans plus d'une offre.
- iii Le Maître d'Ouvrage ou le Maîtres d'Ouvrage Délégué participe au capital du soumissionnaire de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ; iv est affilié à un groupe ou entité que le Maitre d'Ouvrage ou le Maitre d'Ouvrage Délégué a recruté ou envisage de recruter pour participer au contrôle.

c. Une personne morale de droit public (entreprise publique ou Etablissement Public camerounaise) si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial ou de la comptabilité privée et (iii) n'est pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des marchés publics.

d. Les organisations de la société civile et les Etablissements publics à condition que les prix proposés soient concurrentiels, c'est-à-dire, qu'ils aient été déterminés(i) en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects concourant à la formation du prix de la prestation objet du contrat et(ii) qu'ils n'ont pas bénéficié, dans la détermination de ce prix, des avantages découlant des ressources qui leurs sont attribuées au titre de leurs missions de service public.

4. 2). L'appel d'offres est ouvert/ou restreint selon les spécifications du RPAO à tous les candidats qui remplissent les conditions ci-après :

- a). ne pas être en état de liquidation judiciaire ou en faillite;
- b). ne pas être frappé de l'une des interdictions ou déchéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international;
- c). souscrire aux déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur.

4.3. Pour soumissionner par voie électronique via COLEPS, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.

4.4. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification et/ou à ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelée dans le RPAO.

#### Article 5-Documents établissant la qualification du Soumissionnaire

5. 1). Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre:

- a). produire un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le soumissionnaire;
- b). Fournir les documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire selon la liste prévue au RPAO et comprenant notamment, toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de préqualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une préqualification) qui leur sont demandées dans le RPAO.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant:



i. La production de l'extrait des bilans certifiés faisant ressortir le chiffre d'affaires et les résultats ; ii. Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières; iii. Les marchés exécutés ; iv. la liste du personnel clé; vi. La disponibilité du matériel indispensable ;

vii Le Certificat de catégorisation pour les prestataires de BTP, le cas échéant.

5.2). Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes:

a). L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'Article 5.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement;

b). L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement;

c). La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme;

d). Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à

vis du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué pour l'exécution du marché;

e). En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un compte unique. En cas de groupement conjoint, les tâches de chaque membre doivent être précisées et chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans son propre compte.

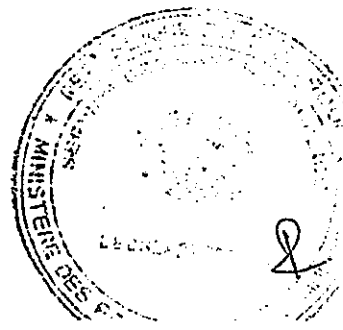
5.3). Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux Termes de Référence et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

## **B. DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

### **Article 6-Contenu du Dossier d'Appel d'Offres**

6.1). Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les prestations faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entreprises et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 8 du RGAO, il comprend aussi les principaux documents énumérés ci-après:

- Pièce n°0 : La lettre d'invitation à soumissionner (en cas d'Appels d'Offres Restreints);
- Pièce n°1 : L'Avis d'Appel d'Offres rédigé en français et en anglais (AAO);
- Pièce n°2 : Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;
- Pièce n°3 : Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO);
- Pièce n°4 : Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- Pièce n°5 : Les Termes de Référence (TDR);
- Pièce n°6 : Les Tableaux-Types (Proposition technique);
- Pièce n°7 : Les Tableaux-Types (Proposition financière) ;
- Pièce n°8 : Le modèle de marché ;
- Pièce n° 9 : Les Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires notamment :
  - a. Le Modèle de Déclaration d'intention de soumissionner;
  - b. Le Modèle de cautionnement de soumission ;
  - c. Le Modèle de cautionnement définitif ;
  - d. Le Modèle de cautionnement d'avance de démarrage ;
  - e. Les Modèles de fiches de présentation du matériel;
  - f. Le modèle de cadre d'accord de groupement;
- Pièce n°10 : charte d'intégrité;
- Pièce n°11 : Engagement social et Environnemental;



- Pièce n° 12 : visa de maturité ou les justificatifs des études préalables à remplir par le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué d'Ouvrage Délégué, la disponibilité de financement ou l'inscription budgétaire.;
- Pièce n° 13 : La liste des institutions financières ou organismes agréés par le ministre en charge des finances et habilités à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, à insérer par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

6.2). Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

#### Article 7-Eclaircissements apportés au dossier d'appel d'offres et recours

7.1) Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué indiquée dans le RPAO ou via COLEPS. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit ou par courrier électronique ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué dans le DAO à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.

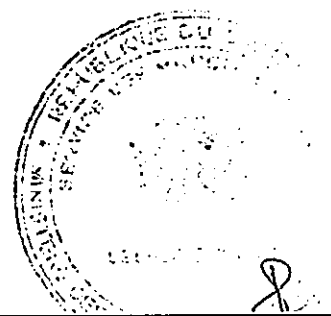
7.2) Une copie de la réponse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

7.3) Tout soumissionnaire qui s'estime lésé peut introduire une requête auprès l'Autorité Contractante. En cas d'appel d'offres restreint, le recours doit :

- i) à la phase de pré-qualification, porter sur des demandes de réexamen des conditions de sollicitation, de pré-qualification ou sur des demandes de réexamen des décisions ou actes pris par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué lors de la procédure de pré-qualification.
- ii) Les candidats disposent de cinq (05) jours ouvrables avant la date de dépôt des candidatures et cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats de la pré-qualification pour introduire leur recours l'Autorité Contractante, avec copie à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.
- iii) Ce recours n'est pas suspensif.

7.4) Lorsque l'appel d'offres est la procédure retenue, le recours doit être adressé, entre la publication de l'Avis d'appel d'offres et l'ouverture des plis :

- i) à l'Autorité Contractante, avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;
- ii) il doit parvenir à l'Autorité Contractante, au plus tard quatorze (14) jours ouvrables avant la date d'ouverture des offres ;
- iii) l'Autorité Contractante, dispose de cinq (05) jours ouvrables pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;
- iv) en cas de désaccord entre le requérant et l'Autorité Contractante, le recours est porté par le requérant au Comité chargé de l'examen des recours.
- v) ce recours n'est pas suspensif.



## Article 8- Modifications apportées au DAO

8.1) Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d’un soumissionnaire modifier le Dossier d’Appel d’Offres en publiant un additif.

8.2) Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d’Appel d’Offres conformément aux dispositions de l’article 6 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d’Appel d’Offres ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d’Ouvrage dans le DAO

8.3) Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l’additif dans la préparation de leurs offres, le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l’article 19 du RGAO.

## C. PREPARATION DES OFFRES

### Article 9-Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. Le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué n’est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l’issue de la procédure d’appel d’offres.

### Article 10-Langue de l’offre

L’offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et le Maître d’Ouvrage ou le Maître d’Ouvrage Délégué seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction précise en français ou en anglais fait par un traducteur agréé ; auquel cas et aux fins d’interprétation de l’offre, la traduction fera foi.

### Article 11-Documents constituant l’offre

11.1) L’offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes:

#### a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend notamment :

a.1. Tous les documents attestant que le soumissionnaire:

- a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur;
- s’est acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit;
- n’est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite;
- n’est pas frappé de l’une des interdictions ou d’échéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu’international.

a.2. Le cautionnement de soumission établi conformément aux dispositions de l’article 15 du RGAO ;

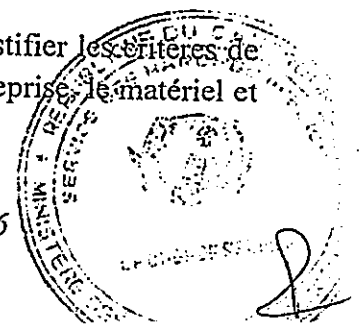
a.3. L’acte écrit donnant pouvoir au signataire de l’offre d’engager la Société conformément aux dispositions de l’article 5 du RGAO

#### b. Volume 2 : Proposition technique

Elle comprend notamment :

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l’article 5 du RGAO, notamment les références de l’entreprise, le matériel et la liste du personnel. b.2. Méthodologie



Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des prestations et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (Collecte des données, déploiement des experts, planning, sous-traitance, le cas échéant, etc.).

b.3. Les preuves d'acceptation des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées, renseignées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir:

- i. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP); ii. Les termes de références (TDR).

b.4. Commentaires CCAP et TDR (facultatifs)

11.2) Les soumissionnaires formuleront un commentaire sur les choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

11.3) Lors de l'établissement de la Proposition technique, les Candidats sont censés examiner les documents constituant le présent Dossier de Consultation en détail. L'insuffisance patente des renseignements fournis peut entraîner le rejet d'une proposition.

11.4) En établissant la Proposition technique, les Candidats doivent prêter particulièrement attention aux considérations suivantes :

i. Le Candidat qui estime ne pas posséder toutes les compétences nécessaires à la mission peut se procurer en s'associant avec un ou plusieurs Candidat(s) individuel(s) et/ou d'autres Candidats sous forme de groupement d'entreprises ou de sous-traitance, en tant que de besoin. Les Candidats ne peuvent s'associer avec les autres Candidats sollicités en vue de cette mission qu'avec l'approbation du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, comme indiqué dans le RPAO. Les candidats sont encouragés à rechercher la participation de candidats nationaux en concluant des actes de coentreprise (actes notariés) avec eux ou en leur sous-traitant une partie de la mission ;

ii. Pour les missions reposant sur le temps de travail, l'estimation du temps de travail du personnel est fournie dans le RPAO. Cependant, la proposition doit se fonder sur l'estimation du temps de travail du personnel qui est faite par le Candidat ;

iii. Il est souhaitable que le personnel spécialisé proposé soit composé en majorité de salariés permanents du Candidat ou entretienne avec lui, de longue date une relation de travail stable ;

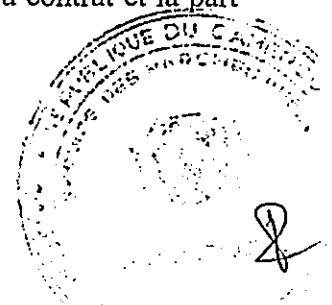
iv. Le personnel spécialisé proposé doit posséder au minimum l'expérience indiquée dans le RPAO, qu'il aura de préférence acquise dans des conditions de travail analogues à celles du pays où doit se dérouler la mission ;

v. Il ne peut être proposé un choix de personnel spécialisé, et il n'est autorisé de soumettre qu'un curriculum vitae (CV) par poste.

11.5) Les rapports que doivent produire les Candidats dans le cadre de la présente mission doivent être rédigés dans la (les) langue(s) stipulée(s) dans le RPAO. Il est souhaitable que le personnel du Candidat ait une bonne connaissance pratique des langues française et anglaise ;

11.6) La Proposition technique fournit les informations suivantes à l'aide des Tableaux joints (Pièce 4) :

i. Une brève description du Candidat et un aperçu de son expérience récente dans le cadre de missions similaires (Tableau 4B). Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le candidat ;



- ii. Toutes les observations ou suggestions éventuelles sur les Termes de référence et les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué (Tableau 4C) ;
- iii. Un descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission (Tableau 4D) ;
- iv. La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau 4E) ;
- v. Des curricula vitae récemment signés par le personnel spécialisé proposé et le représentant du Candidat habilité à soumettre la proposition (Tableau 4F). Parmi les informations clés doivent figurer, pour chacun, le nombre d'années d'expérience du Candidat et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de diverses missions au cours des dix (10) dernières années ;
- vi. Les estimations des apports de personnel (cadres et personnel d'appui, temps) nécessaire à l'accomplissement de la mission, justifiées par des diagrammes à barres indiquant le temps de travail prévu pour chaque cadre de l'équipe (Tableaux 4E et 4G) ; vii. Une description détaillée de la méthode, de la dotation en personnel et du suivi envisagés pour la formation, si le RPAO spécifie que celle-ci constitue un élément majeur de la mission ; viii. Toute autre information demandée dans le RPAO.

11.7) La Proposition technique ne doit comporter aucune information financière.

**c) Volume 3 : Proposition financière**

11.8- Elle comprend les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir:

- c.1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle ou le formulaire type joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée;
- c.2. Les tableaux des coûts unitaires du personnel, des frais remboursables et des frais divers ;
- c.3. Le détail quantitatif estimatif dûment rempli;
- c.4. Les ventilations des coûts et des rémunérations par activité;
- c.5. L'échéancier prévisionnel de paiements, le cas échéant.

11.9 Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 15.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Cautionnement de Soumission.

11.10- Les soumissionnaires indiqueront les rabais consentis dans leurs offres. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un lot. Ils préciseront les conditions d'application de ce rabais.

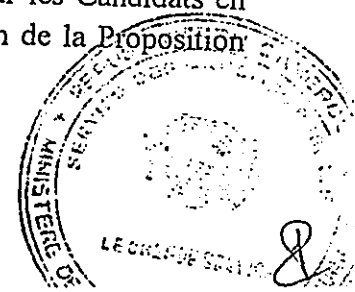
11.11- La Proposition financière doit être établie au moyen des Tableaux types (Pièce 5). Elle énumère tous les coûts afférents à la mission. Si besoin est, toutes les charges peuvent être ventilées par activité.

11.12- La Proposition financière doit présenter séparément les impôts, droits (y compris cotisations de sécurité sociale), taxes et autres charges fiscales applicables en vertu de la législation en vigueur sur les candidats, les sous-traitants et leur personnel (autre que les ressortissants ou résidents permanents du Cameroun), sauf indication contraire dans le RPAO.

11.13- Il est supposé que les activités et intrants décrits dans la Proposition technique pour lesquels aucun coût n'est mentionné sont inclus dans le coût des autres activités et intrants.

11.14- Les candidats libelleront les prix de leurs services dans la (les) monnaie(s) spécifiée(s) dans le RPAO.

11.15- Les commissions et primes, éventuellement réglées ou devant être réglées par les Candidats en rapport avec la mission ou la prestation, sont précisées dans la lettre de soumission de la Proposition financière (Section 5.A).



11.16-Le RPAO indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à compter de la date de soumission. Pendant cette période, les candidats doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fait tout son possible pour mener à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les Candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation.

#### Article 12- Montant de l'offre

12.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des prestations décrites conformément à l'article 1.1 du RGAO, sur la base du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés découlant des coûts unitaires et de la ventilation des coûts par activité tels que présentés par le soumissionnaire.

12.2 Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

12.3. Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts, taxes et assurances payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.

12.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Etant entendu que tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

12.5. Les soumissionnaires indiqueront les rabais consentis dans leurs offres. Par ailleurs, ils préciseront les conditions d'application de ce rabais.

12.6 Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N° 7 du DAO.

#### Article 13- Monnaies de soumission et de règlement

13.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

13.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

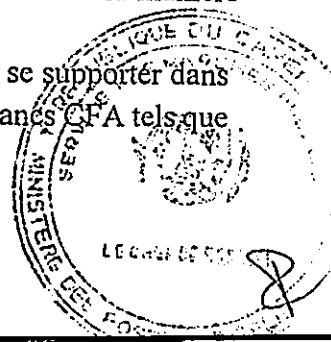
Le montant de la soumission, les coûts unitaires et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante:

a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des prestations, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.

b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

13.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère. Le soumissionnaire libellera les coûts unitaires et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante:

a. Les coûts des charges nécessaires aux prestations que le Soumissionnaire compte se supporter dans le pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés en francs CFA tels que spécifié au RPAO et dénommée "monnaie nationale".



b Les coûts des charges nécessaires aux prestations que le Soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

13.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les coûts unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

13.5. Durant l'exécution des prestations, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et l'entreprise de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

#### **Article 14- Validité des offres**

14.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres pour compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, en application de l'article 19 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte, au dépouillement, sera considérée par la Commission de passation des marchés comme non conforme, sauf si le délai de validité du cautionnement de soumission est conforme. Dans ce cas, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé au soumissionnaire pour en produire une nouvelle lettre de soumission en phase avec le cautionnement de soumission.

14.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité du cautionnement de soumission prévu à l'article 15 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre son cautionnement de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

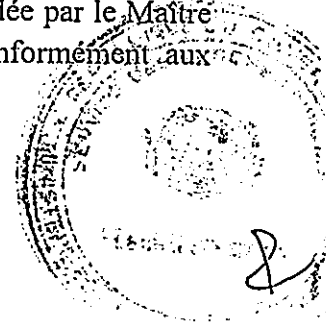
14.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adressera au(x) soumissionnaire(s).

La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

#### **Article 15-Cautionnement de soumission**

15.1. En application de l'article 11 du RGAO, le soumissionnaire fournira un cautionnement de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

15.2. Le cautionnement de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres; d'autres modèles peuvent être autorisés, par le Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué. Le Cautionnement de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 14.2 du RGAO.



15.3. Toute offre non accompagnée d'un Cautionnement de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme incomplète. Le Cautionnement de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établi au nom du mandataire soumettant l'offre.

15.4. Les offres des soumissionnaires non retenus (à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics) seront restituées dans un délai de quinze (15) jours ouvrables dès publication des résultats de l'attribution. Les offres non retirées dans ce délai peuvent être détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

15.5. Les cautionnements de soumission des soumissionnaires non retenus sont restitués dès publication des résultats d'attribution.

15.6. Le cautionnement de soumission de l'attributaire du Marché sera libéré dès que ce dernier aura fourni le cautionnement définitif requis.

15.7. Le cautionnement de soumission peut être saisi:

a. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité;

b. Si, le soumissionnaire retenu:

i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 32 du RGAO ;

ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 33 du RGAO ;

iii. Refuse de recevoir notification du marché.

#### Article 16-Réunion préparatoire à l'établissement des offres

a) A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra au lieu et date indiqués dans le RPAO.

b). La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

c). Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il est possible que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'Article 2.3 ci-dessus.

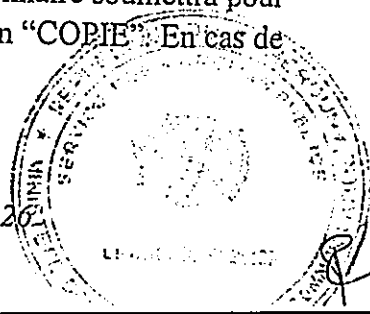
d). Le procès-verbal de la réunion auquel est joint la feuille de présence, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés aux dispositions de l'article 6 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 8 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

e). Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

#### Article 17-Forme, format et signature de l'offre

Pour la soumission hors ligne,

17.1. Le Soumissionnaire préparera un original de chaque volume constitutif de l'offre décrit à l'Article 11 du RGAO, portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra pour chaque volume le nombre d'exemplaires requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.



17.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies y compris sous la forme scannée sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'article 6.1 (a) ou 6.2(c) du RGAO, selon le cas. *Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.*

17.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge,

#### **Pour la soumission en ligne**

17.4 L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.

17.5. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s'agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices.

17.6 Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l'usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant les opérateurs susceptibles d'être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.

17.7. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d'une signature électronique à travers l'usage du certificat.

### **D. DEPOT DES OFFRES**

#### **Article 18-Cachetage et marquage des offres**

18.1. Les candidats doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPAO, dans une enveloppe portant la mention "DOSSIER ADMINISTRATIF ", l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention " PROPOSITION TECHNIQUE ", et l'original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention

" PROPOSITION FINANCIERE " et l'avertissement " NE PAS OUVRIR EN MEME TEMPS QUE LA PROPOSITION TECHNIQUE". Les Candidats placent ensuite ces trois enveloppes séparées et scellées dans une même enveloppe cachetée, laquelle porte l'adresse du lieu de dépôt des soumissions et les renseignements indiqués dans le RPAO, ainsi que la mention " A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT"

Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du RPAO et séparées par un intercalaire de couleur.

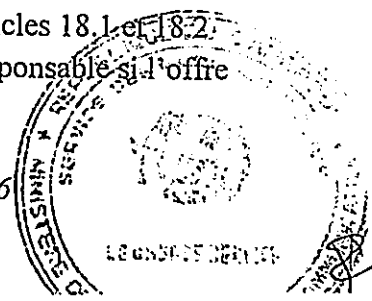
18.2. Les enveloppes intérieures et extérieures:

a. Seront adressées au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres;

b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

18.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des articles 20 et 21 du RGAO.

18.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 18.1 et 18.2 susvisés, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.



18.5 Dans le cadre de la soumission en ligne, l'offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes administratif, technique et financier.

Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière).

Parallèlement à l'envoi électronique, les soumissionnaires doivent faire parvenir à l'Autorité Contractante ou au MO/MOD dans les mêmes délais impartis, une copie de sauvegarde de leur offre sur support physique électronique (CD, DVD, Clé USB...). Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'Autorité Contractante ou le MO/MOD. Ce pli, fermé, doit porter la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, ainsi que les références de la consultation.

18.6 Les éléments constitutifs de l'Offre en ligne ou hors ligne du soumissionnaire doivent être les mêmes pour une consultation donnée.

## Article 19-Date et heure limites de dépôt des offres et mode de soumission

### 19. 1-Date, heure limites de dépôt des offres

- a. Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué par l'entremise de leur structure interne de gestion administrative des marchés publics à l'adresse spécifiée à l'article 18.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.
- b. La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de COLEPS ou de tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage font foi.
- c. Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est l'heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.
- d. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 8 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et des Soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.
- e. 19.3 Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception ainsi que les références de la consultation.

### 19.2 : Mode de soumission

Trois modes de soumissions sont possibles :

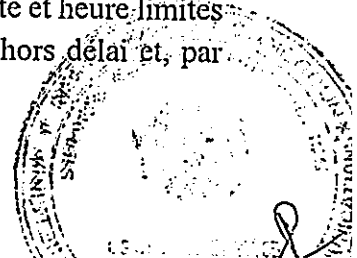
- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
- En ligne ou hors ligne (on/offline). Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation.

Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPAO.

**NB** : Au moment de la soumission en ligne, les plis des soumissionnaires sont automatiquement chiffrés ou cryptés c'est-à-dire que leur contenu est rendu illisible.

### Article 20-Offres hors délai

Toute offre parvenue au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué après les date et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 19 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, irrecevable.



## Article 21-Modification, substitution et retrait des offres

### Pour les soumissions hors ligne,

- 21.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposé, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 17.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».
- 21.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 18 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie ou e-mail, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.
- 21.3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 21.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.
- 21.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation du cautionnement de soumission conformément aux dispositions de l'article 14 du RGAO.

### Pour les soumissions en ligne,

- 21.5 Plusieurs offres peuvent valablement être transmises par un même soumissionnaire avant la date et l'heure limite de réception des offres. Dans ce cas, seule la dernière arrivée et sa copie de sauvegarde correspondante le cas échéant, sera prise en compte lors de l'évaluation, les autres copies de sauvegarde éventuelles devant être retournées sans être ouvertes.
- 21.6 La modification, le remplacement ou le retrait de la copie de sauvegarde se fait conformément aux dispositions de l'article 22 alinéas 3 à 4.

## *E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES*

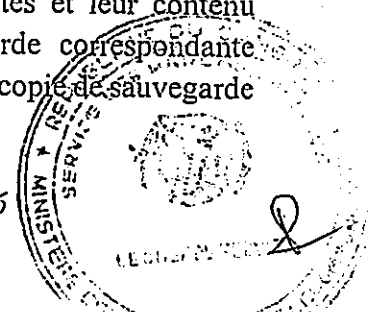
### Article 22- Ouverture des plis et recours

22.1) Préalablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la Commission de passation des Marchés.

21. 2-L'ouverture de tous les plis se fait en deux temps en présence des représentants des soumissionnaires concernés ou de leurs représentants dûment mandatés, aux date, heure et adresse indiquées dans le RPAO. Les soumissionnaires ou leurs représentants qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

21.3- Dans un premier temps, les dossiers administratifs et les offres techniques sont ouverts l'un après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix par la Commission de Passation des Marchés. La Proposition financière reste scellée et cachetée et est confiée au Président de la Commission de Passation des Marchés compétente qui la conserve jusqu'à la séance d'ouverture des propositions financières.

21.4- S'agissant des enveloppes marquées « Retrait » elles seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde



ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix.

Ensuite, les enveloppes marquées « Offre ou la copie de sauvegarde de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres ou la copie de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

22.5-Il est établi, séance tenante en même temps que le procès-verbal d'ouverture des plis, une fiche de dépouillement signée qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse le cas échéant. Toutefois les informations relatives à ladite composition demeurent internes à la commission.

Parallèlement au procès-verbal d'ouverture des plis, une fiche de dépouillement signée par tous les membres de la commission à laquelle est annexée une feuille de présence signée par tous les participants est remise à chaque soumissionnaire qui en fait la demande.

22. 6-Dans un second temps, seules les offres financières des soumissionnaires ayant atteint la note technique minimale requise sont ouvertes en présence des soumissionnaires concernés.

22.7-A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le président de la commission de passation de marchés certifie une copie de chaque offre des soumissionnaires qui seront mises immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, peuvent ne pas être soumises à évaluation.

22.8- En cas de recours, il doit être adressé au Comité d'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, au président de la commission de passation des marchés concerné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

22. 9-Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre dûment signée par le requérant. Ce recours qui n'est pas suspensif ne peut porter que sur le déroulement de cette étape, notamment le respect des procédures et la régularité des pièces vérifiées.

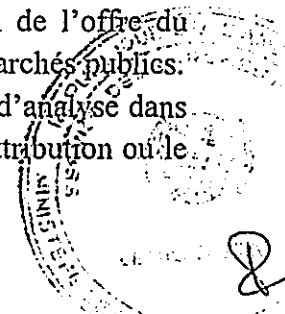
22. 10-Le cas échéant, l'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

22.11. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques

### **Article 23- Caractère confidentiel de la procédure**

23.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

23.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres, la Commission de Passation des Marchés dans la proposition d'attribution ou le



Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

23.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 23.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

#### Article 24- Eclaircissements sur les offres en phase d'analyse

24.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, sur proposition de la sous-commission d'analyse, demander aux soumissionnaires, aux administrations ou organismes compétents de donner des éclaircissements sur les offres. La demande d'éclaircissements et la réponse sont formulées par écrit ou via COLEPS ou tout autre moyen de communication indiqué par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission en vue de la rendre plus compétitive n'est recherché, offert ou autorisé.

La demande d'éclaircissement doit avoir pour but notamment de retrouver une information contenue dans l'offre; de vérifier l'exactitude des informations fournies par un candidat, le cas échéant, auprès des administrations émettrices; de demander à un soumissionnaire de confirmer la correction d'erreur de calcul ou d'omission découverte; d'apporter des précisions sur les aspects techniques non compris par la sous-commission d'analyse ou sur le contenu du sous-détail des prix, ou de justifier les prix des offres jugées anormalement basses.

24.2. Le délai de réponse accordé aux demandes d'éclaircissement ne saurait excéder sept (07) jours ouvrables.

24.3 Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

#### Article 25- Détermination de la conformité des offres

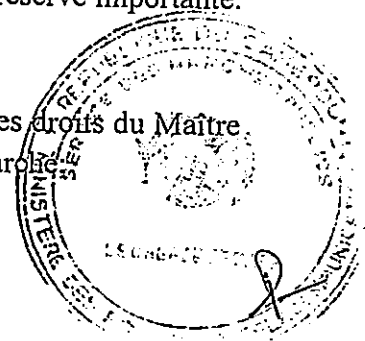
25.1. La Sous-commission d'analyse au préalable procédera à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires et à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

25.2. La Sous-commission d'analyse déterminera ensuite si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques. A ce titre, la Sous-commission d'Analyse :

- examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPAO et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle ;
- évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 11.1.b du RGAO afin de s'assurer que toutes les stipulations de la note méthodologique portant sur une analyse des prestations et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser, sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

25.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui:

- i. Affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des prestations;
- ii. Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou ses obligations au titre du Marché.



iii. Est telle que son acceptation ou sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

25.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

25.5. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

## Article 26- Evaluation des propositions et recours

### 26.1). Evaluation des propositions techniques

a). La Sous-commission d'analyse mise en place par la Commission de Passation des Marchés évalue les propositions techniques sur la base de leur conformité aux termes de référence, à l'aide des critères d'évaluation, des sous- *critères [en règle générale, pas plus de trois par critère]* et du système de points spécifiés dans le RPAO. Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique (St). Une proposition est rejetée à ce stade si elle ne satisfait pas à des aspects importants des termes de référence, ou n'atteint pas le score technique minimum spécifié dans le RPAO.

b). A l'issue de l'évaluation de la qualité technique, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué avise les candidats dont les propositions n'ont pas obtenu la note de qualification minimum, que leurs offres n'ont pas été retenues ; leurs propositions financières leur seront donc restituées sur demande, sans avoir été ouvertes à l'issue du processus de sélection. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans le même temps, avise les Candidats qui ont obtenu la note de qualification minimale requise, et leur indique la date, l'heure et le lieu d'ouverture des propositions financières. Cette notification peut être adressée par courrier recommandé, télécopie ou courrier électronique.

### 26.2). Evaluation des offres financières

a). La Sous-commission d'analyse établit si les Propositions financières sont complètes (c'est-à-dire si tous les éléments de la Proposition technique correspondante ont été chiffrés ; corrige toute erreur de calcul, et convertit les prix exprimés en diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offres est payable en francs CFA. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique

Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO

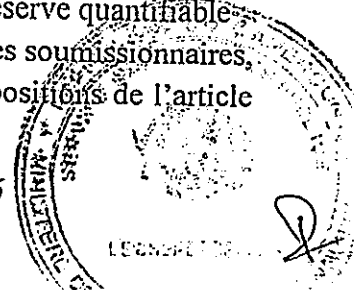
b). Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions des articles 25 et 26 du RGAO seront évaluées et comparées par la Sous- commission d'analyse.

c). En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit:

i. En corrigeant toute erreur de calcul ou de report éventuelle; ii. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;

iii. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (i) et (ii) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 13 du RGAO ; iv. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable

v. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ; vi. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article



- 11.8 du RGAO et du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots.
- d). L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.
  - e). Sur proposition de la sous-commission d'analyse, le Président de la Commission de Passation de marchés peut demander aux soumissionnaires ou aux administrations et organismes compétents des éclaircissements sur les offres.
  - f) Dans le cas où une offre est jugée anormalement basse, une Commission de Passation des Marchés peut proposer au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, de ne pas attribuer le marché au soumissionnaire concerné.
  - g) Au cas où les justificatifs ne fournis pas le candidat sont jugés inacceptables, l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, examinent les justificatifs, et soumet ces conclusions au maître d'ouvrage ou au maître d'ouvrage délégué dans un délai de sept (7) jours ouvrables à compte de sa saisine par le maître d'ouvrage ou maître d'ouvrage délégué.
  - h). L'évaluation est faite sans tenir compte des impôts, droits, taxes et autres charges fiscales tels que définis au paragraphe 3.7.

### 26.3). Sélection de l'attributaire

La sélection se fait selon le rapport qualité-coût. A cet effet, la proposition financière conforme la moins élevée (Fm) reçoit un score financier (Sf) de 100 points. Les scores financiers (Sf) des autres Propositions financières sont calculés comme indiqué dans le RPAO. Les propositions sont classées en fonction de leurs Scores technique (St) et financier (Sf) combinés après introduction de la pondération (T étant le poids attribué à la Proposition technique et P le poids accordé à la Proposition financière ; soit  $T + P$  étant égal à 100, comme indiqué dans le RPAO. Le Candidat ayant obtenu le score technique et financier combiné le plus élevé est proposé à l'attribution ou invité à la négociation par le maître d'ouvrage le cas échéant.

### 26.4). Recours en phase attribution

Les soumissionnaires non qualifiés à l'issue de l'analyse des offres techniques peuvent introduire un recours auprès du Comité chargé de l'examen des recours, avec copie au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, au Président de la Commission de Passation des Marchés concernée et à l'Autorité chargée des marchés publics.

Le recours doit intervenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après la séance d'ouverture des offres financières.

### Article 27 : Correction des erreurs

27.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
- c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, c'est le montant indiqué dans le Sous-détail qui sera considéré. En l'absence de Sous-détail des prix, c'est celui indiqué en lettres qui prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.



27.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

27.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée le mieux-disant, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

#### **Article 28- Négociations**

28.1. Les négociations auront lieu à l'adresse indiquée dans le RPAO, entre le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et le candidat dont la proposition est retenue, l'objectif étant de parvenir à un accord satisfaisant sur tous les points et de signer un contrat.

En aucun cas des négociations ne peuvent être conduites avec plus d'un candidat à la fois, ni porter sur les prix unitaires. Ces négociations sont sanctionnées par un procès-verbal signé par les deux parties. Les négociations avec les candidats ne doivent pas avoir pour effet, de modifier substantiellement l'étendue, la nature, la consistance et la qualité des prestations. En tout état de cause, l'incidence financière des modifications sur l'offre ne saurait excéder quinze pour cent (15%) de l'offre.

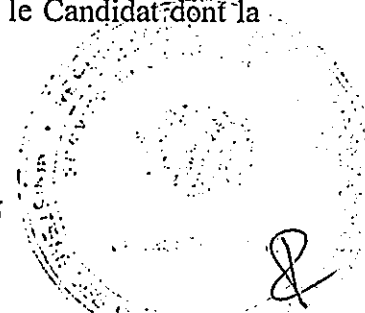
28.2. Les négociations comportent une discussion de la Proposition technique, de la méthodologie proposée (plan de travail), de la dotation en personnel et de toute suggestion faite par le Candidat pour améliorer les Termes de référence. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et/ou le Maître d'Ouvrage et le candidat mettent ensuite au point les termes de référence finaux, la dotation en personnel, et les diagrammes à barres indiquant les activités, le personnel utilisé, et le temps passé sur le terrain et au siège, le temps de travail en mois, les aspects logistiques et les conditions d'établissement des rapports. Le plan de travail et les termes de référence finaux qui ont été convenus sont ensuite intégrés à la « description des services », qui fait partie du contrat. Il faut veiller tout particulièrement à obtenir du candidat retenu le maximum qu'il puisse offrir dans les limites du budget disponible, et à définir clairement les informations que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué doit fournir pour assurer la bonne exécution de la mission.

28.3. Les négociations financières visent notamment à préciser (le cas échéant) les obligations fiscales du Candidat en République du Cameroun, et la manière dont elles sont prises en compte dans le contrat ; elles intègrent aussi les modifications techniques convenues au coût des services.

**En tout état de cause l'incidence financière des modifications sur l'offre ne saurait excéder quinze pour cent 15% de l'offre.**

28.4. Ayant fondé son choix du Candidat, entre autres, sur une évaluation du personnel spécialisé proposé, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué entend négocier le contrat sur la base des experts dont le nom figure dans la proposition. Préalablement à la négociation du contrat, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué exige l'assurance que ces experts soient effectivement disponibles. Elle ne prend en considération aucun remplacement de ce personnel durant les négociations, à moins que les deux parties ne conviennent que ce remplacement a été rendu inévitable par un trop grand retard du processus de sélection, ou que ces remplacements sont indispensables à la réalisation des objectifs de la mission. Si tel n'est pas le cas, et s'il est établi que le Candidat a proposé une personne clé sans s'être assuré de sa disponibilité, ce candidat peut être disqualifié.

28.5 Toute négociation engagée quelle que soit l'issue doit être sanctionnée par un procès-verbal signé des deux parties dont copie est transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics. Si les négociations échouent, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué invite le Candidat dont la proposition a été classée en deuxième position à des négociations.



## **F. ATTRIBUTION**

### **Article 29- Attribution**

29.1 Une fois les négociations menées à bien, ou dès réception de la proposition d'attribution finale, de la commission de marchés compétente (sauf cas de suspension de la procédure), le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la mieux-disante par combinaison des critères techniques, financier ou esthétiques en incluant le cas échéant les rabais proposés.

29.2 Si, selon les dispositions de l'Article 11.10 du RGAO, l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la mieux-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot.

Si l'AO porte sur plusieurs lots, l'attribution se fera selon la prescription du RPAO (vérifier ou intégrer, issue du RGAO travaux).

29.3 Dans tous les cas, toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature.

### **Article 30- Infructuosité ou annulation d'une procédure**

30.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler un Appel d'Offres ou de déclarer un appel d'offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Toutefois, lorsque les offres ont déjà été ouvertes, l'annulation est subordonnée à l'accord de l'Autorité chargée des Marchés Publics.

30.2 Le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué notifie la décision d'annulation ou celle déclarant l'appel d'offres infructueux, au Président de la Commission de Passation des Marchés, avec copie à l'organe chargé de la régulation des marchés publics.

30.3 En cas d'allotissement, les dispositions prévues aux alinéas ci-dessus sont applicables à chacun des lots.

### **Article 31- Notification de l'attribution du marché**

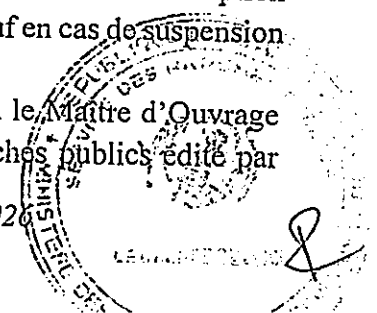
31.1 Toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature.

31.2. Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifiera à l'attributaire du marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué paiera au cocontractant de l'administration au titre de l'exécution des prestations et le délai d'exécution.

### **Article 32- Publication des résultats d'attribution et recours**

32.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature de la décision d'attribution et la publication des résultats à compter de la date de réception de la proposition d'attribution finale de la Commission des Marchés compétente, sauf en cas de suspension de la procédure.

32.2. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par



l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans COLEPS ou toute autre publication habilitée.

32.3. Dès publication des résultats portant attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adresse à chaque soumissionnaire qui en fait la demande, un extrait du rapport d'analyse le concernant.

32.4 Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics si celle-ci n'a pas été collectée séance tenante.

32.5 En cas de recours, il doit être adressé au Comité chargé de l'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué et au Président de la commission de passation des marchés concernée, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et à l'Autorité chargée des marchés publics. Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

32.6 Ce recours peut donner lieu à la suspension de la procédure à l'appréciation de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

### Article 33- Signature du marché

33.1. Après publication des résultats, le projet de marché est souscrit par l'attributaire et soumis à la signature du maître d'ouvrage ou du maître d'ouvrage délégué.

Pour les marchés de gré à gré, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés concernée pour examen et adoption et le cas échéant à la Commission centrale de contrôle des marchés compétente pour avis.

33.2 L'attributaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de sa réception pour souscrire le marché ou la lettre-commande. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite et accord préalable de l'Autorité chargée des marchés publics. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

33.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché : la signature du marché :

- à compter de la date de réception du projet de marché issu de l'appel d'offres ou demande de cotation, souscrit par l'attributaire et avis de la Commission centrale de contrôle des Marchés compétente le cas échéant ;

- à compter de la date de réception du projet de marché de gré à gré souscrit par l'attributaire après avis de la commission interne de passation et de la Commission Centrale de Contrôle des Marchés compétente, le cas échéant.

33.4. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la date de sa signature.

### Article 34- Cautionnement définitif

La retenue de garantie ou le cautionnement de bonne exécution n'est pas exigé pour les marchés de services non quantifiables et les prestations intellectuelles



REPULIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

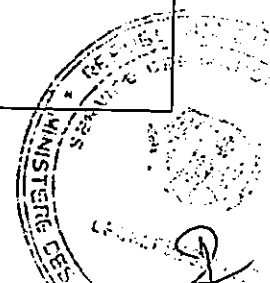
**PIECE N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES  
(RPAO)**



# REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

En cas de divergence, les dispositions du RPAO prévaudront sur le RGAO.

Clauses du RGAO	Données particulières
1.1	<p><b><u>Généralités</u></b>  <b><u>Nom du Maître d'Ouvrage bénéficiaire des prestations :</u></b>                      Ministre des Postes et Télécommunications  <b>Références de l'Avis d'Appel d'Offres National Restreint :</b>                      n°00018/AONR/MPT/CIPM/2026 du 8 mai 2026 pour le recrutement d'un cabinet ou bureau d'études en vue de concevoir, structurer et formaliser un modèle de gouvernance, institutionnel et d'exploitation durable de la plateforme nationale CAMAGRO.</p>
1.2	<p><b><u>Définition des prestations</u></b>  <b><u>Nom de la mission :</u></b> Concevoir, structurer et formaliser un modelé de gouvernance, institutionnel et d'exploitation durable de la plateforme nationale CAMAGRO.  <b><u>Objectif poursuivi :</u></b> De manière générale, le projet vise à relancer le projet et de faire de CAMAGRO une plateforme numérique de référence pour les acteurs du secteur agropastoral au Cameroun.                      De manière spécifique, la relance du projet CAMAGRO poursuit les objectifs spécifiques suivant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réactiver et moderniser le portail <a href="http://www.camagro.cm">www.camagro.cm</a>;</li> <li>• Offrir des services numériques à forte valeur ajoutée (annuaire, informations de marché, météo agricole, alertes SMS/USSD, e-commerce) ;</li> <li>• Garantir une gouvernance institutionnelle claire et un modèle opérationnel durable ;</li> <li>• Promouvoir l'inclusion numérique des producteurs, en particulier dans les zones rurales à faible connectivité.</li> </ul> <p>Mode de sélection : Mode de sélection : qualité – coût Mieux disant</p>
1.3	<p>Le délai prévisionnel d'exécution des prestations est de : trois (3) mois</p>
1.4	<p><b><u>Définition des prestations</u></b>  <b><u>Description de la mission</u></b>                      La mission confiée au consultant ou au bureau d'études portera sur l'ensemble des activités nécessaires à la conception, à la structuration et à la formalisation d'un modèle de gouvernance, institutionnel et d'exploitation durable de la plateforme nationale CAMAGRO. À ce titre, la mission s'articulera autour des composantes suivantes, qui devront être conduites de manière intégrée et cohérente.</p> <p><b><u>2.1 Diagnostic de la situation existante</u></b>                      Le consultant devra procéder à un diagnostic approfondi de l'état actuel de la plateforme CAMAGRO, couvrant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'analyse du cadre institutionnel et organisationnel existant ;</li> <li>• l'évaluation des dispositifs de gouvernance antérieurs ou en vigueur ;</li> <li>• l'analyse du cadre juridique et réglementaire applicable à la plateforme ;</li> <li>• l'audit fonctionnel et technique de la plateforme existante ;</li> <li>• l'identification des forces, faiblesses, opportunités et risques (analyse FFOM) liés à la gouvernance et à l'exploitation de CAMAGRO.</li> </ul> <p>Ce diagnostic devra permettre d'identifier les insuffisances, les contraintes et les leviers d'amélioration nécessaires à la relance durable de la plateforme.</p> <p><b><u>2.2 Analyse et cartographie des parties prenantes</u></b>                      Le consultant devra :</p>



- identifier et cartographier l'ensemble des parties prenantes institutionnelles, techniques, économiques et sociales concernées par la gouvernance et l'exploitation de CAMAGRO ;
- analyser les rôles, responsabilités, intérêts et niveaux d'influence des acteurs publics, privés et des partenaires techniques et financiers ;
- évaluer les mécanismes actuels et potentiels de coordination interinstitutionnelle et de partenariat public-privé.

Cette analyse devra servir de base à la conception d'un modèle de gouvernance inclusif et opérationnel.

### 2.3 Élaboration du modèle de gouvernance de la plateforme CAMAGRO

Sur la base des analyses précédentes, le consultant devra concevoir et proposer un modèle de gouvernance multi-acteurs, comprenant notamment :

- la définition des organes de pilotage, de gestion, de suivi et de redevabilité ;
- la clarification des rôles et responsabilités du MINPOSTEL, des ministères sectoriels concernés, des structures techniques et des partenaires privés ;
- les mécanismes de coordination, de prise de décision, d'arbitrage et de reporting ;
- les modalités de participation et d'implication des acteurs privés et des utilisateurs institutionnels.

Le modèle proposé devra garantir la transparence, l'efficacité, la redevabilité et la durabilité de la plateforme.

### 2.4 Définition du cadre institutionnel et juridique

Le consultant devra définir un cadre institutionnel et juridique formalisé permettant la mise en œuvre effective du modèle de gouvernance retenu, incluant notamment :

- la proposition d'une architecture institutionnelle claire pour la gestion de CAMAGRO ;
- l'élaboration ou l'actualisation des projets d'instruments juridiques et organisationnels nécessaires (convention-cadre, chartes de gouvernance, accords de partenariat, etc.) ;
- l'alignement du cadre proposé avec la réglementation nationale en vigueur et les engagements régionaux et internationaux applicables.

### 2.5 Définition du modèle d'exploitation et de durabilité

Le consultant devra élaborer un modèle d'exploitation déléguée de la plateforme CAMAGRO, intégrant notamment :

- les modalités d'exploitation technique et fonctionnelle de la plateforme ;
- les mécanismes de suivi de la performance à travers des indicateurs clés de performance (KPI) et des engagements de qualité de service (SLA) ;
- les dispositifs de sécurité, de protection des données et de continuité de service ;
- les principes du modèle économique et financier garantissant la durabilité de l'exploitation.

La mission comporte plusieurs phases : Non

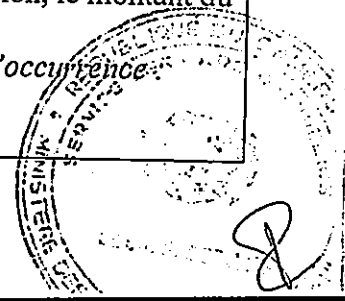
Nom(s), adresse(s), et numéro(s) de téléphone du/des responsable(s) du Maître d'Ouvrage :

- le Ministre des Postes et Télécommunications ;

Le Directeur de la Réglementation des Postes et Télécommunications (DRPT), Porte 410 Tél : 22232200/222224527.

1.5	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fournit les informations suivantes : RAS
1.6	Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué envisage la nécessité d'assurer une certaine continuité pour les activités en aval : Non
2	Source de financement Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BIP de l'exercice 2026, à la ligne N° 60 451 0 3200001 361319 « Etudes en vue de la mise en œuvre d'un portail.

	Agropastoral au Cameroun (CAMAGRO)».
4.2	L'appel d'offres est restreint
4.3	Sont admis à participer à la présente consultation, les candidats figurant sur la liste ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>- MICRO SARL BP: Yaoundé;</li> <li>- POLYGONE SARL BP: 33872 Yaoundé;</li> <li>- Groupement DAREDAD Limitless &amp; Team Information system BP: Yaoundé.</li> </ul>
7.1	Des éclaircissements peuvent être demandés <u>14 jours</u> avant la date d'ouverture des offres. Les demandes d'éclaircissement doivent être expédiées à l'adresse suivante : Ministère des Postes et Télécommunications, Direction de la Réglementation des Postes et Télécommunications (DRPT), Porte 410 Tél : 222232200/222224527.
10	La langue de soumission est : « <i>Anglais</i> », ou « <i>Français</i> » Les propositions doivent être soumises dans la (les) langue(s) suivante(s) : Français ou Anglais.
11.1	<p>Le soumissionnaire devra produire une offre regroupée en trois volumes et présentée comme suit:</p> <p><b>11.1- Volume I : Pièces administratives</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. La déclaration d'intention de soumissionner datée, timbrée et signée (suivant modèle joint) ;</li> <li>b. L'accord de groupement notarié et pouvoir de signature, le cas échéant;</li> <li>c. L'attestation d'identification unique ;</li> <li>d. La copie certifiée conforme du registre de commerce ;</li> <li>e. L'attestation de non faillite (originale ou copie certifiée par le greffe du tribunal de 1<sup>re</sup> instance).</li> <li>f. L'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère des Finances;</li> <li>g. La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'un montant de cinquante mille (50 000) FCFA ;</li> <li>h. La caution de soumission timbrée au taux en vigueur ou chèque banque ou chèque certifié d'un montant de neuf cent mille (900 000) FCFA et d'une validité de 04 mois accompagnée du récépissé de consignation délivré par la CDEC ;</li> <li>i. L'attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP et portant les références de l'AONR;</li> <li>j. L'attestation de soumission signée par la Caisse Nationale de prévoyance sociale portant les références de l'AONR et certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite structure datant de moins de trois mois ;</li> <li>k. L'attestation de conformité fiscale datant de moins de trois mois ;</li> <li>l. L'attestation de catégorisation le cas échéant.</li> </ul> <p><b>NB :</b> Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres.</p> <p><b>11.2- Volume 2 : Offre technique</b></p> <p>Le dossier technique contiendra les pièces ci-après visées au point 11-b du RGAO:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1. Une lettre de soumission de la Proposition technique (Tableau 6A) ;</li> <li>2. Une brève description du Candidat et un aperçu de son expérience récente dans cadre de missions similaires (Tableau 6B). Pour chacune d'entre elles, ce résumé doit notamment indiquer les caractéristiques du personnel proposé, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le Candidat ;</li> </ul> <p><i>Les références devront être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Copies des premières et dernières pages du contrat ;</li> <li>- PV de réception.</li> </ul>



3. Toutes observations ou suggestions éventuelles sur les Termes de Références ou les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué (Tableau 6C) ;
4. Un descriptif de la méthodologie ou du plan de travail proposés pour accomplir la mission (tableau 6B).
5. La composition de l'équipe proposée, par spécialité, ainsi que les tâches qui sont confiées à chacun de ses membres et leur calendrier (Tableau 6E)

**NB :** Joindre, pour le personnel proposé, une copie du diplôme et les justificatifs de l'expérience, à savoir :

- copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ;
- attestation de disponibilité signée et datée de l'expert;
- les certifications (le cas échéant);
- Curriculum vitae signé et daté de l'expert;

**NB :** Toutes les pièces citées ci-dessus devront être conformes, signées et datées de moins de trois mois pour compter de la date limite originelle de dépôt des offres.

6. Des curricula vitae récemment signés par le personnel spécialisé proposé et le représentant du Candidat habilité à soumettre la proposition (Tableau 6F). Parmi les informations clés doivent figurer, pour chacun, le nombre d'années d'expérience du candidat et l'étendue des responsabilités exercées dans le cadre de diverses missions au cours des dix (10) dernières années. Par ailleurs, les copies certifiées conformes des derniers diplômes doivent être contenues dans le dossier technique.
7. Les estimations des apports en personnel (cadre et personnel d'appui, temps nécessaire à l'accomplissement de la mission) justifiées par des diagrammes à barre indiquant le temps de travail prévu pour chaque cadre de l'équipe (Tableaux 6E et 6G) ;
8. Une attestation de non abandon de prestations au cours des trois dernières années ;
9. Une attestation de capacité financière ;
10. la charte d'intégrité ;
11. L'engagement au respect des clauses sociales et environnementales
12. Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées et signées avec la mention lue et approuvée, des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, ci-après :
  - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
  - Les Termes de Référence.
13. les Matériels à mobiliser (Ordinateur portable, Photocopieur, Scanner, Imprimante et Connexion internet, pick up)

Une liste de petits matériels nécessaires à l'installation des équipements ou exécution des services quantifiables, le cas échéant et à préciser.

**NB :** la justification de cette liste se traduit par la production des copies certifiées des cartes grises pour les matériels roulants certifiées par les services émetteurs compétents et la ou les factures d'achat pour les autres certifiés par une autorité compétente et ressortant le numéro de contribuable du vendeur. Si le matériel est à louer, ces justificatifs devront être accompagnés d'un engagement de location de matériel signé des deux parties.

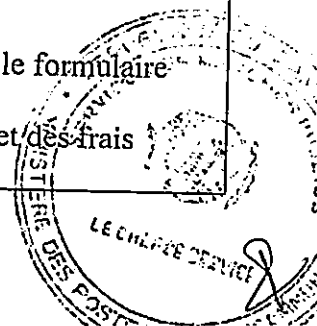
14. Toute autre information demandée dans le RPAO.

**La Proposition technique ne doit comporter aucune information financière.  
Toute offre non conforme aux prescriptions du DAO sera rejetée**

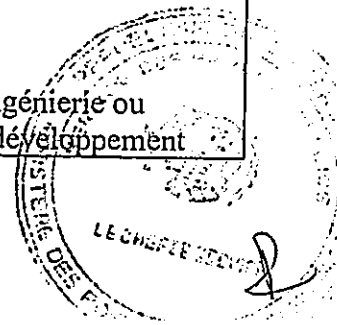
### 11.3. Volume 3 : offre financière

La proposition financière contiendra :

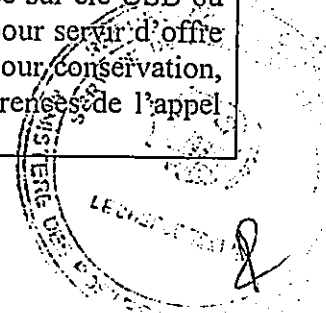
1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle ou le formulaire type joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. Les tableaux des coûts unitaires du personnel, des frais remboursables et des frais divers signée et datée ;



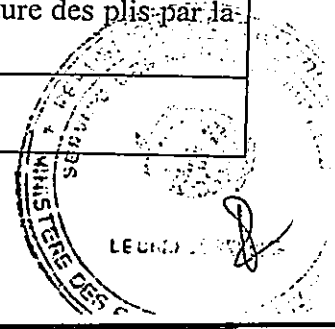
	<p>3. Le bordereau des prix unitaires signé et daté;</p> <p>4. Le détail estimatif dûment rempli, signé et daté ;</p> <p>5. Les ventilations des coûts et des rémunérations par activité, signées et datées ;</p> <p>6. Le sous détail des prix signées et datées ;</p> <p>7. L'échéancier prévisionnel de paiements, le cas échéant.</p> <p>Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres.</p> <p><i>N.B : Les différentes parties d'un même dossier doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.</i></p>
11.4	i. Deux consultants figurant sur la liste restreinte peuvent s'associer : Non
	ii. Le nombre de mois de travail du personnel spécialisé nécessaire à la mission ou prestation est estimé à trois (03) mois.
11.6	<p>Le personnel clé doit posséder au minimum l'expérience suivante : _____</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Chef de mission : Expert senior en gouvernance numérique et plateformes publiques</b> Être titulaire d'un diplôme d'Ingénieur informaticien (BAC +5 ou équivalent), expert en gouvernance numérique et systèmes d'information. Justifier d'au moins quinze (15) ans d'expérience dans la conduite de projets de systèmes d'information et de plateformes numériques, incluant des dimensions institutionnelles et organisationnelles. Avoir participé, à la réalisation d'au moins trois (03) projets portant sur la mise en place, la gouvernance ou l'exploitation de plateformes numériques à grande échelle, en qualité de chef de mission.</li> <li>• <b>Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique</b> Être titulaire d'un diplôme Bac+5 au minimum ou domaine équivalent en droit public, droit du numérique, administration publique, gouvernance. Justifier d'au moins dix (10) ans d'expérience professionnelle dans la conception et la mise en œuvre de cadres institutionnels, juridiques ou de modèles de gouvernance, de cadres juridiques et réglementaires applicables aux projets numériques. Avoir participé à la réalisation d'au moins deux (02) missions portant sur la gouvernance institutionnelle ou juridique de plateformes numériques ou de projets interinstitutionnels au cours des cinq (05) dernières années.</li> <li>• <b>Expert en systèmes d'information et plateformes numériques</b> Être titulaire d'un diplôme (BAC +5 ou équivalent) en Informatique, Data Science (IA), ou Gestion des données à grande Echelle (de l'algorithmique et/ou outils) de l'interopérabilité des systèmes et des bases de données relationnelles et/ou Non Relationnelles. Justifier d'au moins dix (10) ans d'expérience dans la conception, l'architecture et l'intégration de systèmes d'information et de plateformes numériques. Avoir participé à la réalisation d'au moins cinq (05) projets de mise en place ou d'exploitation de plateformes numériques, dont au moins deux (02) missions similaires au cours des cinq (05) dernières années.</li> <li>• <b>Expert en conduite du changement, formation et communication</b> Être titulaire d'un diplôme Bac+5 ou équivalent en communication, management, sociologie, sciences de l'éducation ou sciences sociales. Justifier d'au moins huit (08) ans d'expérience professionnelle dans la conduite du changement organisationnel, la formation des utilisateurs et l'accompagnement des projets de transformation numérique. Avoir participé à la réalisation d'au moins trois (03) missions impliquant des projets de transformation numérique ou de plateformes institutionnelles.</li> <li>• <b>Informaticien programmeurs :</b> Ingénieur (BAC +5) ou diplôme équivalent en informatique/Programmeur, ingénierie ou gestion des technologies de l'information. Dix (10) ans d'expérience dans le développement</li> </ul>



	logiciel et de la sécurité et ayant déjà participé dans l'exécution d'au moins quatre (04) projets dans les études de marchés TIC. <b>NB</b> : Le personnel proposé par le Candidat ne sera évalué que si les justificatifs ci-après ont été produits : copie certifiée du diplôme, curriculum vitae dûment signé et daté par l'expert, attestation de disponibilité, justificatifs des expériences déclarées.
	ii. La formation constitue un élément majeur de cette mission : Oui
	iii. Autres renseignements à fournir dans la proposition technique : RAS
11.10	<i>Impôts : Les prix proposés doivent être libellés Toutes taxes comprises</i>
11.12	L'élément dépenses locales doit être libellé dans la monnaie nationale : Oui (Dans le cadre de la présente consultation, la monnaie de l'offre est définie suivant l'option A (monnaie locale uniquement) de l'article 15.1 du RGAO) Le taux de change pour convertir l'offre du soumissionnaire en monnaie locale ainsi que pour convertir les futurs décomptes en monnaie étrangère, sera celui de la BEAC
11.14	Les propositions doivent demeurer valides <u>90 jours</u> après la date de soumission, soit jusqu'au :
18.2	Les consultants doivent déposer dans les services du MO/MOD ou AC avec les références de l'appel d'offres dans les délais impartis: -Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde ». - Une copie de l'offre financière, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD sous pli scellé avec la mention claire et lisible « <i>Offre témoin</i> » pour servir d'offre témoin destiné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation.
18.3	Le Montant du cautionnement de soumission s'élève à neuf cent mille (900.000) FCFA.
19.1	<b>MODE DE SOUMISSION</b> Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne. Aux fins de la remise des offres, l'adresse du Maître d'Ouvrage à utiliser pour l'envoi des offres est la suivante : Ministère des Postes et des Télécommunications, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, sis 1 <sup>er</sup> étage de l'immeuble abritant les services centraux du Ministère des Postes et des Télécommunications, porte 162. Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 MO pour l'Offre Administrative ;</li> <li>• 15 MO pour l'Offre Technique ;</li> <li>• 5 MO pour l'Offre Financière.</li> </ul> Les formats acceptés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Format PDF pour les documents textuels ;</li> <li>• JPEG pour les images.</li> </ul> Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre. L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS <i>ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage à l'adresse <a href="http://www.marchespublics.cm">http://www.marchespublics.cm</a> ou <a href="http://www.publiccontracts.cm">http://www.publiccontracts.cm</a></i> La copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD accompagnée de l'original de la caution et du récépissé de la CDEC, le tout sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et la copie de l'offre financière, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD sous pli scellé avec la mention claire et lisible « <i>Offre témoin</i> » pour servir d'offre témoin destiné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation, doivent être déposées dans les services du MO/MOD ou AC avec les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.



22.1	<p>Numéro de l'appel d'offres : Appel d'offres n°.....</p> <p>Le Dossier Administratif et les propositions techniques et financières doivent être soumises au plus tard aux adresses, date et heure suivantes :</p> <p><b>DEPOT DES OFFRES</b></p> <p>Date et heure limites de dépôt des offres : le 19 Juin 2026 à 14 heures.</p> <p><b>OUVERTURE DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS ET DES OFFRES TECHNIQUES</b></p> <p>L'ouverture des dossiers administratifs et des offres techniques aura lieu le 19 Juin 2026 à 15 heures, heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINPOSTEL (Immeuble siège de la CAMPOST, 3ème étage, porte 308), en présence des soumissionnaires ou de leur représentant dûment mandatés.</p> <p><b>OUVERTURE DES OFFRES FINANCIERES</b></p> <p>L'ouverture des offres financières des candidats ayant obtenus la note technique minimale requise aura lieu le ..... à 15 heures, heure locale par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINPOSTEL (Immeuble siège de la CAMPOST, 3ème étage, porte 308), en présence soumissionnaires ou de leur représentant dûment mandatés</p> <p>Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valide au moment du dépôt de l'Offre dater de moins de trois (03) mois à compter de la date limite originelle d'ouverture des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.</p> <p>En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.</p> <p>Est déclarée irrecevable et rejetée par la Commission de Passation des Marchés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Toute offre produite en nombre insuffisant ou uniquement en copies,</li> <li>• Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,</li> <li>• Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.</li> <li>• Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;</li> <li>• Les plis non-conformes au mode de soumission ;</li> <li>• Toute offre non conforme aux prescriptions du DAO ;</li> <li>• L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. ;</li> <li>• En cas d'appel d'offres restreint, le défaut de présentation du septième exemplaire de l'offre financière, dans une enveloppe scellée et marquée « offre témoin » pour servir d'offre témoin destiné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.</li> </ul>
26.1	<p><i>Les offres seront évaluées en utilisant les critères ci-après:</i></p> <p><b>1-Critères éliminatoires</b></p>



*Il s'agit notamment de :*

- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative, 48 h après l'ouverture des plis ;
- Absence de la caution de soumission timbrée au taux en vigueur ou chèque banque ou chèque certifié accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
- Absence de l'attestation de capacité financière ;
- Document falsifié ou fausse déclaration ;
- Offre technique comportant le montant de la proposition financière ;
- Offre financière incomplète (absence d'un des tableaux types de la proposition financière);
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière,
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations marchés au cours des trois dernières années ;
- Absence de l'offre financière témoin;
- Non-respect du profil du Chef de mission à savoir :
  - . Diplôme : Ingénieur informaticien (BAC +5 ou master) ;
  - . Nombre d'années d'expérience : Quinze (15) ans ;
  - . . Nombre de projets conduits: Au moins trois (03) projets dans la gestion de projets dans le domaine de de la conduite de projets de systèmes d'information et de plateformes numériques ; analyse et conception des SI ct/ou en gestion de projet ; conception, développement, déploiement et sécurisation des applications/logiciels/progiciels) ; gouvernance numérique et plateformes publiques
  - . Certifications : Titulaire d'au moins deux certifications parmi les certifications suivantes : Project Management Professional (PMP), ISO2700X, CEH, CISA ou NSE ou CMMI et gestion des projets en cours de validité.- Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes.
- Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales
- CCAP et TDR paraphés sur chaque pages et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé» ;
- Note technique inférieure à 75/100 points.

26.1

**2-Critères essentiels**

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront à titre indicatif sur:

- Référence / Expérience du soumissionnaire dans les réalisations similaires.....30 points ;
- Qualifications et compétences du personnel clé pour la mission..... 50 points ;
- Méthodologie, compréhension de la mission et plan de travail .....20 points .

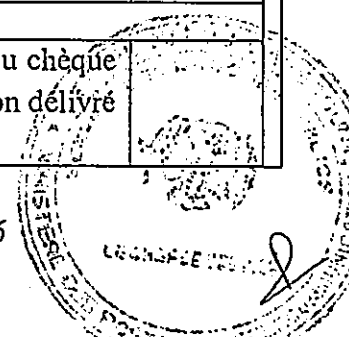
Les soumissions par voie électronique seront évaluées après téléchargement dans les mêmes conditions que les offres physiques.

**Critères et Sous critères de l'évaluation détaillée**

• **Critères éliminatoires**

*Les critères éliminatoires seront évalués en fonction des sous critères ci-après :*

N°	Rubrique	Oui / Non
I-	<b>Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif</b>	
1	Absence de la caution de soumission timbrée au taux en vigueur ou chèque banque ou chèque certifié, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis.	



	NB : Une caution de soumission ou chèque banque ou chèque certifié produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.	
2	Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission)	
<b>II- Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique</b>		
1	Absence de la charte d'intégrité datée et signée	
2	Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales	
3	Non-respect du profil du Chef de mission à savoir; . Diplôme : Ingénieur informaticien, (BAC +5) ou diplôme équivalent . Nombre d'années d'expérience : Quinze (15) ans ; . Nombre de projets conduits : Au moins trois (03) projets dans la gestion de projets dans le domaine de de la conduite de projets de systèmes d'information et de plateformes numériques ; analyse et conception des SI et/ou en gestion de projet ; conception, développement, déploiement et sécurisation des applications/logiciels/progiciels) ; gouvernance numérique et plateformes publiques . Certifications : Titulaire d'au moins deux certifications parmi les certifications suivantes : Project Management Professional (PMP), ISO2700X, CEH, CISA ou NSE ou CMMI et gestion des projets en cours de validité.	
4	Absence de l'attestation de capacité financière de 15.000.000 FCFA	
	Offre technique comportant le montant de la proposition financière	
<b>II- Critères éliminatoires relatifs à l'offre financière</b>		
1	Offre financière incomplète (absence d'un des tableaux types de la proposition financière);	
2	Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière	
3	Absence de l'offre financière témoin	
<b>IV- Critères éliminatoires d'ordre général</b>		
1	Document falsifié ou fausse déclaration	
2	Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations marchés au cours des trois dernières années	
3	Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes	
4	CCAP et TDR paraphé sur chaque page et signé à la dernière page assortie de la mention « lu et approuvé »	
5	Note technique inférieure à 75/100 points	

• **Critères essentiels**

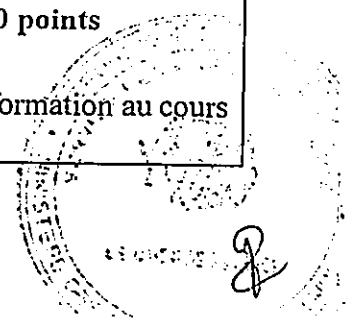
Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels qui porteront sur :

**i. Références**

**30 points**

• **Références générales :**

Au moins deux références réalisées dans le domaine des TIC et systèmes d'information au cours des cinq (05) dernières années .....15 points ;



• Références spécifiques :

Au moins deux (02) références dont l'une dans le domaine de mise en place ou d'exploitation de plateformes numériques, conception, développement et déploiement et sécurisation des applications/logiciels/progiciels réalisées au cours des cinq (05) dernières années ...15 points ;

NB :

*La référence ne sera validée que si elle est accompagnée de la copie de la première et de la dernière page du marché enregistré, assortie du procès-verbal de réception/attestation de service fait y afférent.*

ii. Qualifications et compétence du personnel clé pour la mission 50 points

• Expert en systèmes d'information et plateformes numériques ..... 15 points

Diplôme : Ingénieur (BAC +5) ou Master en Informatique ou Data Science (IA)....3 pt ;

Ancienneté professionnelle : Dix (10) ans d'expérience .....2 pts ;

Expérience générale : Avoir déjà participé dans l'exécution d'au moins deux (02) projets dans la conception, l'architecture et l'intégration de systèmes d'information et de plateformes numériques au cours des cinq (05) dernières années ..... 2 pts/projet (4 pts) ;

Expérience spécifique : Avoir participé à l'exécution d'au moins deux (02) projets de mise en place ou d'exploitation de plateformes numériques, conception, développement et déploiement et sécurisation des applications/logiciels/progiciels au cours des trois (03) dernières années .....(2 pts/projet) 4 pts ;

Certification : Titulaire d'au moins deux certifications parmi les suivantes : (ISO2700X, ISACA, EC-COUNCIL, Cloud, ITIL, COBIT), .....(1pt/certification) 2 pts.

• Expert informaticien/ Analyste/Programmeur .....15 points

Diplôme : Ingénieur (BAC +3) ou diplôme équivalent en informatique/Programmeur....3 pt ;

Ancienneté professionnelle : Dix (10) ans d'expérience .....2 pts

Expérience générale : Avoir déjà participé dans l'exécution d'au moins deux (02) projets du domaine de TIC, sécurité de réseau, des systèmes d'information, de cyber sécurité et de communication électronique au cours des cinq (05) dernières années ..... 2 pts/projet (4 pts)

Expérience spécifique : Avoir participé à l'exécution d'au moins deux (02) projets du domaine de génie logiciel de programmation et développement des plateformes, de conception, développement et déploiement et sécurisation des applications/logiciels/progiciels au cours des trois (03) dernières années .....(2 pts/projet) 4 pts

Certification : Titulaire d'au moins deux certifications parmi les suivantes : (ISO2700X, ISACA, EC-COUNCIL, Cloud, ITIL, COBIT), .....(1pt/certification) 2 pts

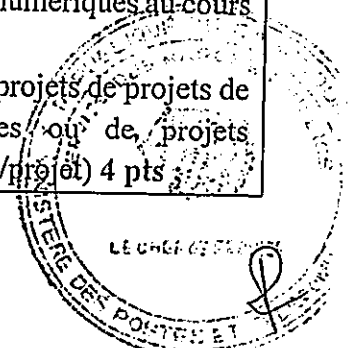
• Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique ..... 10 points

Diplôme : Ingénieur (BAC +5) ou Master en droit public, droit du numérique, administration publique, gouvernance.....1,5 pt .

Ancienneté professionnelle : Dix (10) ans d'expérience .....1,5 pt .

Expérience générale : Avoir déjà participé dans l'exécution d'au moins deux (02) projets dans la conception et la mise en œuvre de cadres institutionnels, juridiques ou de modèles de gouvernance, de cadres juridiques et réglementaires applicables aux projets numériques au cours des cinq (05) dernières années ..... 1.5 pt/projet (3 pts) ;

Expérience spécifique : Avoir participé à l'exécution d'au moins deux (02) projets de gouvernance institutionnelle ou juridique de plateformes numériques ou de projets interinstitutionnels au cours des trois (03) dernières années .....(2 pts/projet) 4 pts ;



- **Expert en conduite du changement, formation et communication .....10 points**  
**Diplôme:** BAC +5 ou Master en communication, management, sociologie, sciences de l'éducation ou sciences sociales .....1,5 pt.  
**Ancienneté professionnelle :** Huit (08) ans d'expérience .....1,5 pt.  
**Expérience générale :** Avoir déjà participé dans l'exécution d'au moins deux (02) projets dans la conduite du changement organisationnel, la formation des utilisateurs et l'accompagnement des projets de transformation numérique au cours des cinq (05) dernières années ... 1,5pts/projet (3 pts) ;  
**Expérience spécifique :** Avoir participé à l'exécution d'au moins deux (02) projets de projets de transformation numérique ou de plateformes institutionnelles au cours des trois (03) dernières années .....(2 pts/projet) 4 pts .

**NB :**

- l'expert ne sera évalué que s'il présente la copie du diplôme certifié, les certifications requises, le CV et l'attestation de disponibilité.
- l'expert en service dans la fonction publique devra présenter une autorisation de son administration.

**iii Compréhension de la mission, méthodologie et plan de travail .....20 points**

Désignation de l'activité	Note
<b>Compréhension de la mission, méthodologie et plan de travail</b>	<b>/20</b>
Qualité de la solution proposée (Adéquation de la solution aux objectifs spécifiques, richesses fonctionnelles additionnelles, qualité de l'architecture technique) (4 pts)	/4
Observations et suggestions sur les termes de référence (les commentaires et suggestions auront pour objectif d'améliorer la qualité de la mission). (4 pts)	0,5 pt/commentaire sur le besoin en personnel /2
	1 pt/commentaire pertinent sur les TDR /2
Approche méthodologique proposée en adéquation avec les TDR (8 pts)	Compréhension des objectifs de la mission (la compréhension des objectifs est jugée très bonne lorsque tous ceux-ci sont énumérés et mis en évidence) /4
	Approche technique et méthodologie d'exécution (cette approche est jugée très bonne lorsqu'elle ne présente aucune ambiguïté) /4
Plan de travail (4 pts)	Planning de réalisation adéquat des prestations (Cohérence entre l'organisation de travail et le planning de réalisation des prestations) /2
	Planning de mobilisation du personnel /2

**NB :** Les appréciations ci-après seront portées par sous-critère :  
 -Mauvais =0 ; moyen =2 ; bon=4.

26.2	La monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie est le franc CFA, la source du taux de change étant la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).
26.3	Le score technique minimum requis est de 75 points/100

	<p>La formule utilisée pour établir les scores financiers est la suivante :  <i>soit <math>Sf = 100 \times Fm/F</math>,</i>  <i>Sf étant le score financier,</i>  <i>Fm la proposition la moins disante</i>  <i>F le montant de la proposition considérée, ou toute autre formule linéaire</i>  Les poids respectifs attribués aux propositions technique et financière sont :  T = 70, et F = 30  <math>Nf = (70 \times St + 30 \times Sf) / 100</math></p>
27.1	Les négociations ont lieu à l'adresse suivante :
28	<p><b>MODE DE SOUMISSION</b>  Le mode de soumission retenu pour cette consultation <i>en ligne</i></p>
29	<p><b>ATTRIBUTION</b>  Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers et ou esthétiques en considérant le cas échéant les rabais proposés.</p>
30	<p>Le taux du cautionnement définitif est de 2 % du montant toutes taxes comprises du marché  Dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché par le Maître d'ouvrage, le cocontractant fournira un cautionnement définitif suivant le modèle joint au Dossier d'appel d'offres. La non production dudit cautionnement dans les délais et conditions de l'article 28 du CCAP expose le soumissionnaire aux sanctions prévues par l'article 37 dudit CCAP</p>
40	<p><b>Principes Ethiques</b>  Les Présidents et Membres de commission, les Soumissionnaires et les autres intervenants de la procédure doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment s'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses.</p> <p>En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante :</p> <p>(i) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte directement ou indirectement un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande, et</p> <p>(ii) est coupable de "corruption" quiconque fournit, sollicite ou accepte plusieurs offres émises par le même soumissionnaire sous des noms des sociétés différentes et/ou sur des numéros d'enregistrement différents.</p> <p>(iii) se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué. Les "Manœuvres frauduleuses" comprennent notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des cotations à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué des avantages de cette dernière.</p>

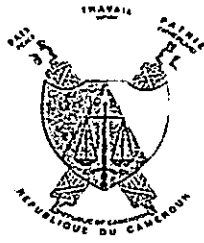


REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



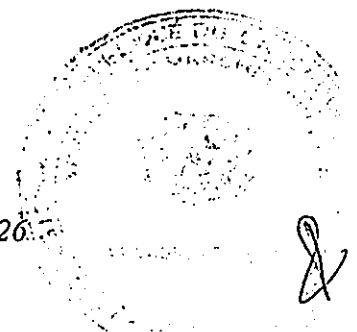
REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

PIECE N° 4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP)







## **TITRE I : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

### **Chapitre I : Généralités**

- Article 1 : Objet de la lettre commande
- Article 2 : Procédure de Passation de la lettre commande
- Article 3 : Définitions et attributions
- Article 4 : Langue, loi et réglementation applicables
- Article 5 : Pièces constitutives de la lettre commande
- Article 6 : Textes généraux applicables
- Article 7 : Communication
- Article 8 : Ordres de service
- Article 9 : Marché pluriannuel ou à tranche
- Article 10 : Matériel et personnel du prestataire

### **Chapitre II : Clauses Financières**

- Article 11 : Montant de la lettre commande
- Article 12 : Lieu et mode de paiement
- Article 13 : Garanties et cautions
- Article 14 : Variation des prix
- Article 15 : Formules de révision des prix
- Article 16 : Formules d'actualisation des prix
- Article 17 : Avances de démarrage
- Article 18 : Règlement des prestations
- Article 19 : Intérêts moratoires
- Article 20 : Pénalités
- Article 21 : Règlement en cas de groupement d'entreprises et de sous-traitance
- Article 22 : Décompte général et définitif/ Facture générale et définitive
- Article 23 : Régime fiscal et douanier
- Article 24 : Timbres et enregistrement des marchés

### **Chapitre III : Exécution des prestations**

- Article 25 : Consistance des prestations
- Article 26 : Délais d'exécution de la lettre commande
- Article 27 : Obligations du Maître d'Ouvrage
- Article 28 : Obligations du prestataire
- Article 29 : Assurances
- Article 30 : Plan d'action
- Article 31 : Sous-traitance

### **Chapitre IV : De la recette**

- Article 32 : Commission de suivi et recette
- Article 33 : Recette des prestations

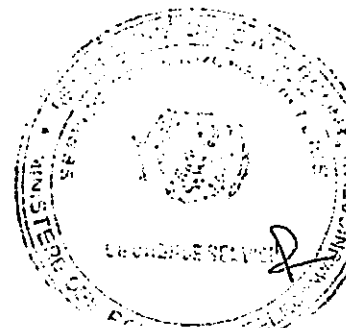
### **Chapitre V : Dispositions diverses**

- Article 34 : Cas de force majeure
- Article 35 : Résiliation de la lettre commande
- Article 36 : Différends et litiges
- Article 37 : Edition et diffusion de la présente lettre commande
- Article 38 et dernier : Entrée en vigueur de la lettre commande

## **TITRE II : TERMES DE REFERENCES**

## **TITRE III : BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES**

## **TITRE IV : DEVIS ESTIMATIF ET QUANTITATIF**



# TITRE I : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## CHAPITRE I. GENERALITES

### Article 1 : Objet de la lettre commande

La présente lettre commande a pour objet la conception, structuration et formalisation d'un modèle de gouvernance, institutionnel et d'exploitation durable de la plateforme nationale CAMAGRO.

### Article 2 : Procédure de passation de la lettre commande

La présente lettre commande est passée après Appel d'Offres National Restreint n°.....

### Article 3 : Définitions générales, attributions et nantissement

Pour l'application des dispositions la présente lettre commande, il est précisé que :

#### 3.1. Définitions générales et attributions

- Le Maître d'Ouvrage est le **Ministre des Postes et télécommunications**. Il signe le marché, ordonne le paiement des prestations, veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies à l'Autorité chargée des marchés publics, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics et au Ministère chargé des Marchés Publics;
- Le **Chef de service du marché** est le **Directeur des Affaires Générales**. Il s'assure de la bonne exécution des obligations contractuelles. Il veille au respect des clauses administratives, techniques et financières et des délais contractuels. Il est responsable de la direction générale de l'exécution des prestations, il arrête toutes les dispositions technico-financières et représente le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué auprès des instances compétentes d'arbitrage des litiges. Il apporte au Maître d'Ouvrage, Maître d'Ouvrage Délégué, une assistance générale à caractère administratif, financier et technique aux stades de la définition, de l'élaboration, de l'exécution et de la réception des prestations objet du marché.
- L'**Ingénieur du marché** est le **Directeur de la Réglementation des Postes et Télécommunications**. Il est accrédité par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, pour le suivi et le contrôle technique et financier de l'exécution du marché sous la supervision du Chef de Service du marché à qui il rend compte. Il apprécie, décide et donne toutes les instructions n'entraînant aucune incidence financière.
- La **Maîtrise d'œuvre** du présent marché est assurée par la **Commission de suivi et de recette technique** telle que définie à l'article 151 alinéa 7 du Code des marchés Publics. A ce titre, elle est chargée de garantir les intérêts du maître d'ouvrage ou du maître d'ouvrage délégué au stade de la direction de l'exécution et de la réception des prestations.
- L'**organisme chargé du contrôle externe des marchés publics** est le **Ministère des Marchés Publics**. Le Ministère des Marchés Publics ou son démembrement déconcentré compétent assure le contrôle de conformité de l'exécution du marché, délivre les visas préalables requis et vise le décompte final (la dernière facture).
- Le prestataire est ..... B.P. .... Yaoundé. Il est chargé de l'exécution des prestations prévues dans le marché.

#### 3.2. Nantissement

Le nantissement est soumis aux règles applicables en la matière, notamment l'article 150 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et ses textes d'application.

En vue de l'application du régime de nantissement en vigueur, sont définis comme :

- L'autorité chargée de l'ordonnancement des paiements et de la liquidation des dépenses est le **Ministre des Postes et Télécommunications** ;
- L'autorité chargée du paiement est le **Payeur** auprès de la **Paierie Spécialisée** du **MINPOSTEL** et du **MINCOM** ;

- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est le **Directeur de la Réglementation des Postes et Télécommunications**.

#### **Article 4 : Langue, lois et règlements applicables**

4.1. La langue utilisée est le Français.

4.2. Le prestataire s'engage à observer les lois et règlements en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si ces traités, lois et règlements en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

#### **Article 5 : Pièces constitutives de la lettre commande**

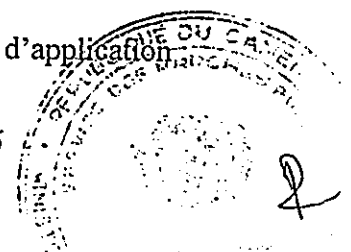
Les pièces contractuelles constitutives de la présente lettre commande sont par ordre de priorité :

1. La lettre de soumission ou l'acte d'engagement ;
2. L'offre du prestataire dûment signée par le prestataire et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP), aux Termes de Références (TDR) aux clauses techniques des prestations, le cas échéant ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Les termes de références (TDR) ou les clauses techniques ;
5. Les éléments propres à la détermination du montant du marché, tels que, par ordre de priorité : le détail ou le devis estimatif ; les bordereaux des prix unitaires ; l'état des prix forfaitaires ; la décomposition des prix forfaitaires et/ou le sous-détail des prix unitaires ;
6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de services et de prestations intellectuelles mis en vigueur par arrêté N° 033 du 13 février 2007 ;
7. Le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux prestations faisant l'objet du marché ;
8. Le projet/programme d'exécution ou plan d'action, etc. ;
9. Tout autre document utile : les Procès-Verbaux (PV) de négociation, les Plans, les Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre Environnemental Social, Hygiène et Sécurité (ESHS), le Code de Conduite ESHS, l'analyse de la valeur du projet le cas échéant, etc.
10. La charte d'intégrité ;
11. La déclaration d'engagement social et environnemental

#### **Article 6 : Textes généraux applicables**

La présente lettre commande est soumise aux textes généraux ci-après :

1. la loi n° 2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun ;
2. la loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres Entités Publiques ;
3. la loi N°2025/012 du 17 décembre 2025 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2026 ;
4. Loi-cadre N° 2011/012 du 6 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun ;
5. Décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics et ses textes modificatifs subséquents ;
6. Décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018 ;
7. Décret n° 2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics dans ses dispositions non contraires au code des marchés publics ;
8. Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et ses textes d'application



9. Décret N°2018/0002/PM du 05 Janvier 2018 fixant les conditions et modalités de passation des marchés publics par voie électronique au Cameroun ;
10. Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de services et de prestations intellectuelles ;
11. Circulaire n°00001/PR/MINMAP du 28 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
12. Circulaire n°00001/PR/MINMAP du 28 avril 2022 relative à l'application du Code des Marchés Publics ;
13. Circulaire n°000014/C/MINMAP/CAB du 23 juillet 2025 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de déconsignation, de restitution et de réalisation des garanties dans les marchés publics;
14. la circulaire n°0001877/C/MINFI du 31 décembre 2025 portant instructions relatives à l'exécution des Lois de Finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du budget de l'Etat et autres entités publiques pour l'exercice 2026;
15. Circulaire n°00002 du 23 février 2026 rappelant certaines dispositions relatives à la dématérialisation des procédures ;
16. D'autres textes spécifiques au domaine concerné par le marché.
17. les normes en vigueur.

#### **Article 7 : Communication**

7.1. Toutes communications au titre de la présente lettre commande sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après :

a. Dans le cas où Le Prestataire est le destinataire : Monsieur le Directeur Général de ..... B.P. .... Yaoundé. Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Maître d'Ouvrage et au chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la Mairie de Yaoundé 1<sup>er</sup>.

b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage est le destinataire: Madame le Ministre des Postes et Télécommunications avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service et à l'Ingénieur, le cas échéant.

7.2. Le Prestataire adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Ouvrage, avec copie au Chef de Service.

#### **Article 8 : Ordres de service**

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

8.1. Dès notification du marché au titulaire, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour signer l'ordre de service de démarrage des prestations. *Cet Ordre de service est notifié au prestataire par le Chef de service du marché dans un délai de sept (7) jours calendaires* Une copie dudit ordre de service est transmise au Ministre en charge des Marchés Publics, à l'Organisme chargé de la Régulation, au Chef de service du marché, à l'Ingénieur du marché, et à l'Organisme Payeur.

8.2. Les ordres de services ayant une incidence sur l'objectif, le montant ou sur les délais du marché, sont signés par le Maître d'Ouvrage ou après son accord écrit, par le Chef de service du marché. et émis dans les conditions suivantes:

a) Lorsqu'un ordre de service est susceptible d'entraîner le dépassement du montant du marché, sa signature est subordonnée aux justificatifs des finances par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ;



- b) en cas de dépassement du montant du marché, les modifications ne peuvent se faire que par voie d'avenant et les prestations supplémentaires ne peuvent être payées qu'après signature de ce dernier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué;
- c) Les ordres de service pour prestations supplémentaires peuvent être signés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et régularisés plus tard par voie d'avenant, tant que leur incidence financière est inférieure à dix pour cent (10) du montant du marché.

Une copie des ordres de service susvisés sera adressée au Chef de service du marché, à l'Ingénieur du marché, à l'Organisme Payeur et au Maître d'œuvre le cas échéant.

En tout état de cause, toute modification touchant aux Termes de Références ou spécifications techniques doit faire l'objet d'une étude préalable sur l'étendue, le coût et les délais du marché.

8.3. Les ordres de service relatifs aux prestations sous-traités sont signés par le maître d'Ouvrage et notifiés par le Chef de service au prestataire, qui a seule qualité pour présenter des réserves.

8.4. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le Chef de service du Marché et notifiés au Prestataire par l'ingénieur avec copie au Ministre en charge des Marchés Publics, à l'Organisme chargé de la Régulation, et à l'Organisme Payeur.

8. 5. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, .et notifiés au Prestataire par le Chef de service, avec copie au Ministre en charge des Marchés Publics, à l'Organisme chargé de la Régulation, à l'Ingénieur du marché, et à l'Organisme Payeur.

8. 6. Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations, pour cause de force majeure, seront signés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et notifiés par le Chef de service au prestataire, avec copie au Ministre en charge des Marchés Publics, à l'Organisme chargé de la Régulation, à l'Ingénieur du marché, et à l'Organisme Payeur.

8.7. Le Prestataire dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le Prestataire d'exécuter les ordres de service reçus.

8.8 En cas de groupement d'entreprises, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seule qualité pour présenter des réserves au nom du groupement qu'il représente.

8.9 Le marché peut comporter des tranches conditionnelles dont l'exécution est subordonnée, pour chacune d'entre elles, à la levée éventuelle de la clause de dénonciation et à la notification au Prestataire, par ordre de service, de la décision du Maître d'Ouvrage de poursuivre l'exécution desdites tranches. Si cet ordre de service n'a pas été notifié au Prestataire dans le délai imparti défini à l'article 25 du présent marché, le Maître d'Ouvrage et le Prestataire sont, à l'expiration de ce délai, déliés de cette obligation pour cette tranche conditionnelle.

8.10 L'ordre de service de démarrage des prestations de la tranche conditionnelle ne peut être notifié qu'après achèvement et réception de la tranche précédente. Toutefois, au cas où la condition suspensive de l'exécution de la tranche conditionnelle tient à la disponibilité de financement, la notification de l'ordre de service de démarrage est donnée dès lors que la preuve de disponibilité de financement est établie.

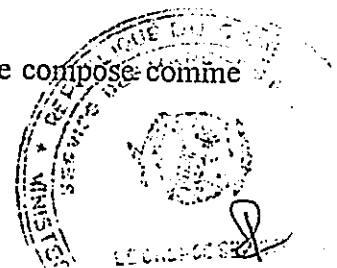
#### Article 9 : Marché pluriannuel ou à tranche

Cette lettre commande n'est ni pluriannuel ni à tranche

#### Article 10 : Matériel et personnel du prestataire

##### 10.1. Personnel de l'entreprise

Le prestataire est tenu d'utiliser le personnel-clé proposé dans l'offre, dont l'équipe se compose comme suit :



N°	Nom	Poste
1		
2		
3		
4		

### 10.2 Remplacement du personnel clé

Toute modification même partielle apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou du Chef de service du marché. En cas de modification, le prestataire le fera remplacer par un personnel de compétence (*qualifications et expérience*) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.

En tout état de cause, les listes du personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément de l'Ingénieur dans les dix (10) jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les prestations. L'Ingénieur disposera de sept (7) jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de refuser son agrément à une personne proposée par le prestataire dont la qualification serait insuffisante.

Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant l'exécution des prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 35 ci-dessous ou d'application de pénalités,

Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage pour approbation préalable.

### 10.3. Retrait du personnel (le cas échéant)

Après agrément écrit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, le Chef de service du marché peut demander au prestataire de retirer une personne faisant partie de ses effectifs, en donnant les motifs de sa requête, le prestataire veillera à ce que cette personne quitte le site dans les dix jours et qu'elle n'ait plus aucun rapport avec le travail dans le cadre du Marché. Si le Maître d'Ouvrage demande le remplacement d'un membre de l'équipe pour faute grave dûment constatée ou pour incompétence, le remplacement se fait aux frais du prestataire dans un délai maximum de quinze (15) jours.

### 10.4 Représentant du prestataire

Dès notification du marché, le prestataire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'Administration pour tout ce qui concerne l'exécution du projet.

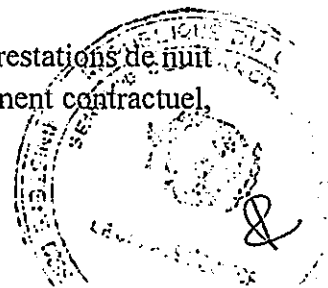
Cette personne chargée de la conduite des prestations, doit disposer de pouvoirs suffisants pour prendre sans délai les décisions nécessaires à la bonne marche du projet.

### 10.5. Législation du travail

Le prestataire devra fournir le logement, l'assistance médicale, la nourriture et les installations sanitaires au personnel vivant dans les bases vie du prestataire, en se conformant aux exigences des Spécifications se rapportant aux Conditions sociales et sanitaires de la main d'œuvre.

Dans les relations avec son personnel et le personnel de ses sous-traitants, qui seront employés ou participeront à l'exécution du Marché, le prestataire devra respecter les fêtes nationales, jours fériés légaux, fêtes religieuses ou autres coutumes, ainsi que toutes les lois et toutes les réglementations locales applicables en matière de droit du travail.

Sauf disposition contraire du Marché, si le prestataire estime nécessaire d'effectuer des prestations de nuit ou pendant les jours fériés afin de respecter les Niveaux de service et le Délai d'achèvement contractuel,



et s'il demande son consentement au Maître d'ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué à cet effet (si un tel consentement est requis), le Maître d'ouvrage ne devra pas lui refuser ce consentement sans motif valable.

Le prestataire aura la responsabilité d'obtenir tous les permis et/ou visas nécessaires de la part des autorités compétentes, afin que toute la main-d'œuvre et tout le personnel devant être employés sur le Site puissent entrer et séjourner en situation régulière au Cameroun.

Le prestataire devra fournir à ses propres frais les moyens nécessaires afin de rapatrier tous les membres de son personnel et du personnel de ses sous-traitants travaillant sur le Site, dans les pays où ils ont été respectivement recrutés pour l'exécution du Marché ; il devra également pourvoir, à ses propres frais, à leur séjour temporaire sur place, entre la date à laquelle ils cesseront d'être employés à l'exécution du Marché et la date programmée pour leur rapatriement.

#### 10.6. Matériel proposé dans l'offre

Le prestataire utilisera le matériel approprié de niveau comparable aux prescriptions du DAO, dans le projet d'exécution pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.

Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué pour approbation préalable.

## CHAPITRE II. CLAUSES FINANCIERES

### Article 11 : Montant de la lettre commande

Le montant de la présente lettre commande, tel qu'il ressort du devis estimatif est de .....  
(.....) Francs CFA, TTC ; soit :

- Montant HTVA : ..... (.....) Francs CFA ;
- Montant de la TVA : ..... (.....) Francs CFA ;
- Montant de l'AIR : ..... (.....) Francs CFA ;
- Net à percevoir : ..... (.....) Francs CFA.

### Article 12 : Lieu et mode de paiement

Tout règlement relatif à un marché public intervient par transfert sur un compte domicilié dans un établissement de crédit de droit camerounais de premier rang agréé par le Ministre des finances, conformément au texte en vigueur.

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues, soit ..... (.....) F.CFA, par virement bancaire au compte N°....., ouvert au nom du prestataire à ..... Agence de .....

### Article 13 : Garanties et cautions

Le prestataire devra fournir les garanties émanant des banques ou organismes financiers agréés par le Ministre chargé des finances ou ayant un correspondant local agréé.

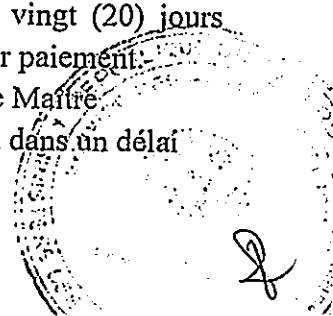
Les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

#### 13.1. Cautionnement définitif

Le cautionnement définitif est fixé à 2 % du montant TTC du marché *augmenté le cas échéant du montant des avenants*.

Il est constitué et transmis au Chef Service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours calendaires à compter de la date de notification du marché et en tout cas, avant le premier paiement.

Le cautionnement définitif sera restitué consécutivement à une main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué à compter de la réception des prestations, ou dans un délai



d'un mois suivant la date de réception des prestations, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué après demande du prestataire.

Les modes de substitution du cautionnement sont prévus à l'article 140 du code des marchés publics.

### 13.2. Cautionnement d'avance de démarrage

Le prestataire de l'administration peut, sur simple demande adressée au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué et sans justificatif, obtenir une avance de démarrage, dont le montant ne peut excéder 20% du montant TTC.

Cette avance de démarrage doit être cautionnée à 100% par une banque camerounaise de 1<sup>er</sup> ordre ou d'une banque internationale ayant une représentation au Cameroun, conformément aux textes en vigueur.

L'avance de démarrage sera remboursée par prélèvement progressif dès que le premier décompte atteint ou dépasse 40% et doit être terminé au plus tard lorsque le montant des travaux atteint 80% de la valeur du marché.

### Article 14 : Variation des prix

Les prix sont fermes et non révisable.

### Article 15 : Formules de révision des prix

Non applicables

### Article 16 : Formules d'actualisation des prix

Non applicables

### Article 17 : Avance de démarrage

17.1. Le Maître d'Ouvrage accordera une avance de démarrage de 20% du montant TTC du marché, sur simple demande du prestataire de l'administration.

17.2. Cette avance de démarrage dont la valeur ne peut excéder vingt pour cent (20%) du montant TTC du marché doit être cautionnée à 100% par un établissement bancaire de droit camerounais ou un organisme financier agréé de premier rang, conformément aux textes en vigueur.

17.3. Le remboursement de l'avance de démarrage commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, exprimé en prix de base, atteint ou dépasse quarante pour cent (40%) du montant initial du marché ou de la tranche concernée et s'achève au plus tard dès le moment où la valeur en prix de base des prestations réalisées atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché.

17.4. Si le marché ne donne pas lieu à versement d'acompte, et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance de démarrage est déduite en seule fois du règlement unique.

17.5. Au fur et à mesure du remboursement de l'avance de démarrage, le Maître d'Ouvrage donnera la mainlevée de la partie de la caution correspondante, sur demande expresse du Prestataire.

*Le versement de l'avance de démarrage intervient postérieurement à la mise en place des cautions exigibles, conformément aux dispositions du code des marchés publics.*

Le prestataire de l'administration utilisera exclusivement l'avance de démarrage pour les dépenses de mobilisation spécialement nécessaires pour les besoins de l'exécution du Marché.

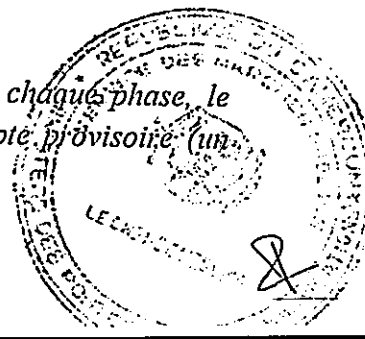
### Article 18 : Règlement des prestations

#### 18.1. Constatation des prestations exécutées

*A la fin de chaque phase, le Prestataire et l'Ingénieur établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours de la phase et pouvant donner droit au paiement.*

#### 18.2. Décompte provisoire

*Au plus tard une (01) semaine après la production et la validation du rapport de chaque phase, le prestataire remettra en sept (07) exemplaires à l'ingénieur, deux projets de décompte provisoire (un*



décompte hors TVA et un décompte du montant des taxes), selon le modèle agréé et établiissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché, depuis le début de celui-ci.

Seul le décompte hors TVA sera réglé au prestataire. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets du CAS FSE et du Ministère des Finances.

Le montant HTVA de l'acompte à payer au prestataire sera mandaté comme suit :

- HTVA - AIR versé directement au compte du prestataire ;
- TVA au taux en vigueur et AIR versé au Trésor Public au titre de taxes dues par le prestataire.

L'ingénieur dispose d'un délai de sept (7) jours pour transmettre au Chef de service du marché, le projet de décompte qu'il a approuvé.

Le Chef de service quant à lui dispose d'un délai de vingt-un (21) jours pour procéder à la liquidation et sa transmission au comptable chargé du paiement avec copie à l'organisme chargé du contrôle externe.

Le délai maximum accordé au comptable assignataire pour le règlement des acomptes est fixé à quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de réception des décomptes transmis par le chef de service du marché, les décomptes qu'il a approuvés.

L'ingénieur disposera d'un délai sept (7) jours ouvrables maxi pour transmettre au chef de service du marché, les décomptes qu'il a approuvés.

Après achèvement des prestations et dans un délai maximum de quinze (15) jours après la date de réception des prestations, le prestataire établira à partir des constats contractuels et adresse au Maître d'ouvrage une demande de solde sous forme de décompte général faisant apparaître la recapitulation des sommes déjà perçues ainsi que du solde à verser qui recapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble ; cette recapitulation constitue le décompte final.

### 18.3. Décompte final – Etat du solde après approbation du rapport final

L'ingénieur dispose d'un délai maximum de quinze (15) jours après la date de réception des prestations, le prestataire établira à partir des constats contractuels et adresse au Maître d'ouvrage, et l'acceptation par ce dernier, dudit rapport dans un délai de quinze (15) jours francs.

Le projet de décompte final, une fois rectifié par l'ingénieur et accepté par le Chef de service du marché devient final. Il sert à l'établissement de l'acompte pour solde du marché.

Le prestataire de l'administration doit dans un délai maximal quinze (15) jours suivant la date de cette notification, renvoyer le décompte final revêtu de sa signature sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de signer.

Dans le cas où le prestataire signe avec réserve ou ne signe pas le décompte final, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le prestataire dans un mémoire recapitulatif de toutes les réclamations dont il revendique le paiement, accompagné des justificatifs nécessaires, et transmis à l'ingénieur dans le même délai que ci-dessus, sous peine de forclusion.

Le règlement du différé intervient alors selon les dispositions du code des marchés publics en vigueur et du CCAg applicable.

## Article 19 : Intérêts moratoires

MINPOSTEL

62

Mai 2026



Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément aux dispositions des articles 166 et 167 du décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

## **Article 20 : Pénalités**

### **A. Pénalités de retard**

20.1. En cas de dépassement du délai contractuel imputable au titulaire du marché, il lui est appliqué après mise en demeure préalable, une pénalité de retard, dont le montant est fixé comme suit :

- a. Un deux millièmes ( $1/2000^{\text{ème}}$ ) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;
- b. Un millième ( $1/1000^{\text{ème}}$ ) du montant TTC du marché de base par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

20.2- Pour les marchés à tranche conditionnelle, les délais et montants à prendre en compte sont ceux de la tranche considérée.

### **B. pénalités spécifiques**

20.3. Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le prestataire est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, notamment :

- Désignation tardive du responsable devant représenter l'entreprise ;
- Elcction tardive du domicile ;
- Remise tardive du cautionnement définitif ;
- Remise tardive des assurances ;
- Remise tardive du projet d'exécution pour autant que le retard soit du fait du Prestataire.
- Autres à préciser par le Maître d'ouvrage (montant ou modalités à définir) ;

20.4. En tout état de cause, le montant cumulé des pénalités ne saurait excéder dix (10) % du montant TTC du marché de base et de ses avenants le cas échéant, sous peine de résiliation.

Toute remise de pénalités ne peut intervenir qu'après avis de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics requis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué.

## **Article 21 : Règlement en cas de groupement d'entreprises et de sous-traitance**

Non applicable

## **Article 22 : Décompte général et définitif**

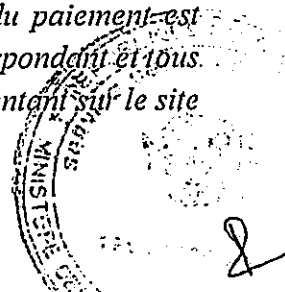
22.1. Le Chef de service du marché ou l'Ingénieur du marché disposent d'un délai de deux (02) semaines pour établir le décompte général et définitif au prestataire. A la fin de la prestation et après validation des rapports, le Chef de service dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le prestataire et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué. Ce décompte comprend :

- Le décompte final ;
- L'acompte pour solde ;
- La récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le prestataire, délie définitivement les parties et met fin au marché et libère le prestataire et le maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué de toutes leurs obligations, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

22.2. Le prestataire dispose d'un délai d'une (01) semaine pour renvoyer le décompte final revêtu de sa signature.

22.3 *La transmission du décompte général et définitif à l'Organisme payeur en vue du paiement est subordonnée au visa préalable du MINMAP. Pour cela, une copie de l'attachement correspondant et tous les décomptes provisoires devront lui être antérieurement transmis ou remis à son représentant sur le site le cas échéant*



Les délais et les modalités de signature ainsi que de gestion des désaccords sont les mêmes que ceux du décompte final.

#### **Article 23 : Régime fiscal et douanier**

Le marché est soumis en matière de fiscalité à la réglementation en vigueur dans la république du Cameroun. Le marché sera conclu tout taxes comprises, conformément à la loi de finances en vigueur et au Code Général des Impôts qui définissent les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés Publics.

La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés;
- des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts;
- des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché:
  - des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA, taxe informatique);
  - des droits et taxes communaux,
  - des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que le prestataire impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse. Sauf mention spécifique contraire figurant au marché, le prestataire devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges lui incombant ainsi qu'à ses sous-traitants.

#### **Article 24 : Timbres et enregistrement des marchés**

Sept (07) exemplaires originaux de la lettre commande seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du prestataire, conformément à la réglementation en vigueur.

### **CHAPITRE III. EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **Article 25 : Consistance des prestations**

La mission confiée au consultant ou au bureau d'études portera sur l'ensemble des activités nécessaires à la conception, à la structuration et à la formalisation d'un modèle de gouvernance, institutionnel et d'exploitation durable de la plateforme nationale CAMAGRO. À ce titre, la mission s'articulera autour des composantes suivantes, qui devront être conduites de manière intégrée et cohérente.

##### 2.1 Diagnostic de la situation existante

Le consultant devra procéder à un diagnostic approfondi de l'état actuel de la plateforme CAMAGRO, couvrant notamment :

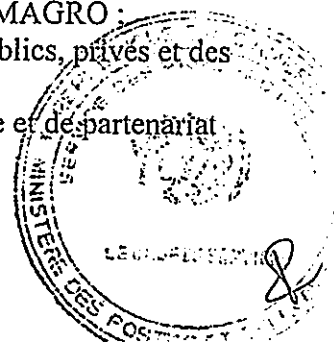
- l'analyse du cadre institutionnel et organisationnel existant ;
- l'évaluation des dispositifs de gouvernance antérieurs ou en vigueur ;
- l'analyse du cadre juridique et réglementaire applicable à la plateforme ;
- l'audit fonctionnel et technique de la plateforme existante ;
- l'identification des forces, faiblesses, opportunités et risques (analyse FFOM) liés à la gouvernance et à l'exploitation de CAMAGRO.

Ce diagnostic devra permettre d'identifier les insuffisances, les contraintes et les leviers d'amélioration nécessaires à la relance durable de la plateforme.

##### 2.2 Analyse et cartographie des parties prenantes

Le consultant devra :

- identifier et cartographier l'ensemble des parties prenantes institutionnelles, techniques, économiques et sociales concernées par la gouvernance et l'exploitation de CAMAGRO ;
- analyser les rôles, responsabilités, intérêts et niveaux d'influence des acteurs publics, privés et des partenaires techniques et financiers ;
- évaluer les mécanismes actuels et potentiels de coordination interinstitutionnelle et de partenariat public-privé.



Cette analyse devra servir de base à la conception d'un modèle de gouvernance inclusif et opérationnel.

### 2.3 Élaboration du modèle de gouvernance de la plateforme CAMAGRO

Sur la base des analyses précédentes, le consultant devra concevoir et proposer un modèle de gouvernance multi-acteurs, comprenant notamment :

- la définition des organes de pilotage, de gestion, de suivi et de redevabilité ;
- la clarification des rôles et responsabilités du MINPOSTEL, des ministères sectoriels concernés, des structures techniques et des partenaires privés ;
- les mécanismes de coordination, de prise de décision, d'arbitrage et de reporting ;
- les modalités de participation et d'implication des acteurs privés et des utilisateurs institutionnels.

Le modèle proposé devra garantir la transparence, l'efficacité, la redevabilité et la durabilité de la plateforme.

### 2.4 Définition du cadre institutionnel et juridique

Le consultant devra définir un cadre institutionnel et juridique formalisé permettant la mise en œuvre effective du modèle de gouvernance retenu, incluant notamment :

- la proposition d'une architecture institutionnelle claire pour la gestion de CAMAGRO ;
- l'élaboration ou l'actualisation des projets d'instruments juridiques et organisationnels nécessaires (convention-cadre, chartes de gouvernance, accords de partenariat, etc.) ;
- l'alignement du cadre proposé avec la réglementation nationale en vigueur et les engagements régionaux et internationaux applicables.

### 2.5 Définition du modèle d'exploitation et de durabilité

Le consultant devra élaborer un modèle d'exploitation déléguée de la plateforme CAMAGRO, intégrant notamment :

- les modalités d'exploitation technique et fonctionnelle de la plateforme ;
- les mécanismes de suivi de la performance à travers des indicateurs clés de performance (KPI) et des engagements de qualité de service (SLA) ;
- les dispositifs de sécurité, de protection des données et de continuité de service ;
- les principes du modèle économique et financier garantissant la durabilité de l'exploitation.

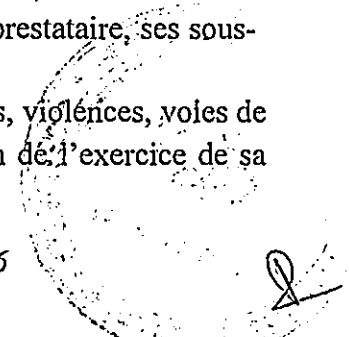
## **Article 26 : Délais d'exécution du marché**

26.1. Le délai d'exécution des prestations objet du présent marché est de trois (3) mois.

26.2. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

## **Article 27 : Obligations du Maître d'Ouvrage**

1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est responsable de la mise à disposition du site ainsi que son accès, de la possession, de l'utilisation et de l'accès à toutes les autres zones raisonnablement nécessaires à la bonne exécution du Marché, Il doit fournir au Prestataire les facilités pour l'accès aux sites des projets. Pour les sites éloignés du siège du Maître d'Ouvrage, les frais de transports pour leur accès sont à la charge du Prestataire.
- 2- Le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué devra obtenir à ses frais les permis, autorisations, agréments et licences auprès des autorités locales, régionales ou nationales ou des services publics compétents, nécessaires à l'exécution du Marché, et qui relèvent de ses obligations.
- 3- Si le prestataire de l'administration en fait la demande, le Maître d'ouvrage ou le *Maître d'Ouvrage Délégué* fera tout son possible pour l'aider à obtenir à temps et avec toute la diligence requise auprès des administrations ou services publics locaux, régionaux, nationaux, les permis, autorisations et licences nécessaires à l'exécution du Marché requis par ces organismes pour le prestataire, ses sous-traitants ou le personnel du prestataire ou de ses sous-traitants selon les cas.
3. Le Maître d'Ouvrage assure au prestataire protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont il peut être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.



## Article 28 : Obligations du prestataire

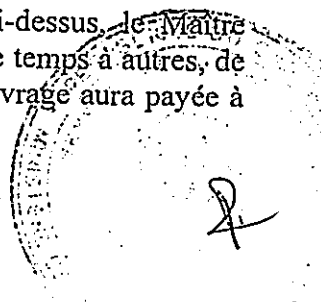
1. Le prestataire a pour mission d'assurer l'exécution des prestations sous le contrôle de l'Ingénieur et de remplir ses obligations de façon diligente, efficace et économique, tels que décrits dans les Termes de Références ou les clauses techniques, et ce conformément au présent marché aux règles et normes en vigueur au Cameroun et aux techniques et pratiques généralement acceptées dans le domaine d'activité concerné par le marché. Il est tenu d'engager tout le personnel utile spécialisé ou non.
2. Le prestataire est responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de la qualité de la bonne exécution des prestations. Il a l'obligation de se conformer à la législation en vigueur au Cameroun concernant le respect de l'environnement. Il devra exécuter toutes les prestations spécifiées dans le TDR et aux textes et directives dudit TDR.
3. Pendant la durée du marché, le prestataire ne s'engage pas directement ou indirectement, dans des activités professionnelles ou contractuelles susceptibles de compromettre son indépendance par rapport aux missions qui lui sont dévolues.
4. En cas de conflit d'intérêt du fait d'un membre de l'équipe de la mission, le prestataire doit le signaler par écrit au Maître d'Ouvrage et doit remplacer l'expert en question, impliqué dans le projet ou le marché.  
Le conflit d'intérêt s'entend de toute situation dans laquelle le prestataire pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un marché passé par le Maître d'Ouvrage auprès de laquelle il est consulté ou toute situation dans laquelle il a des intérêts personnels ou financiers suffisants pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter défavorablement son jugement.
5. Le prestataire est tenu au secret professionnel vis-à-vis des tiers, sur les informations, renseignements et documents recueillis ou portés à sa connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. A ce titre, les documents établis par le prestataire au cours de l'exécution du marché ne peuvent être publiés ou communiqués qu'avec l'accord écrit du Maître d'Ouvrage.
6. Le prestataire est tenu lors du dépôt du rapport final, de restituer tous les documents empruntés au Maître d'Ouvrage.
7. Le prestataire ainsi que ses associés ou ses sous-traitants s'interdisent pendant la durée du marché, et à son issue pendant six (6) mois, de fournir des biens, prestations ou services destinés au Maître d'Ouvrage découlant des prestations ou ayant un rapport étroit avec elles (à l'exception de l'exécution des prestations ou de leur continuation).
8. Le prestataire doit prendre en charge des frais professionnels et de la couverture de tous risques de maladie et d'accident dans le cadre de sa mission.
9. Le prestataire ne peut pas modifier la composition de l'équipe proposée dans son offre technique sans l'accord écrit au Maître d'Ouvrage.

## Article 29 : Assurances

Le titulaire d'un marché est tenu de souscrire auprès d'une ou plusieurs sociétés d'assurances agréées, et dès notification du marché, une police d'assurance couvrant les risques liés à l'exécution des prestations, objets de son marché.

La police d'assurance responsabilité civile vis-à-vis des tiers couvrant les risques de dommages corporels causés à des tiers ou des risques de décès de tiers (y compris le personnel du Maître d'ouvrage), les risques de perte ou des dommages survenant dans le cadre de l'exécution des prestations est requise au titre du présent marché dans un délai de quinze jours (15) à compter de la notification du marché :

Si le prestataire s'abstient de contracter et /ou de maintenir l'assurance visée ci-dessus, le Maître d'Ouvrage pourra contracter ces assurances et les maintenir en vigueur, et déduire de temps à autres, de toute somme due au prestataire en vertu du marché, toute prime que le Maître d'Ouvrage aura payée à



l'assureur, ou recouvrer autrement le montant de la prime ainsi payée sera considéré comme si c'était une dette due par le prestataire.

Le prestataire devra veiller à ce que son ou ses sous-traitants souscrivent et maintiennent en vigueur, dans toute la mesure nécessaire, des polices d'assurance appropriées couvrant leur personnel, leurs véhicules et les prestations exécutées par eux en vertu du marché, à moins que ces sous-traitants ne soient couverts par les polices contractées par le prestataire.

### Article 30 : Plan d'action

Dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les prestations, le prestataire soumettra, en cinq (05) exemplaires, à l'approbation du Chef de service du marché après avis de l'Ingénieur du marché, le plan d'action des prestations, son calendrier d'exécution, son projet de Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et son Plan de Gestion Environnementale, le cas échéant.

Ce programme sera exclusivement présenté selon les modèles fournis.

Deux (2) exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de huit (08) à quinze (15) jours à partir de leur réception avec :

- Soit la mention d'approbation " BON POUR EXECUTION " ;
- Soit la mention de leur rejet accompagnée des motifs dudit rejet.

En cas de rejet, le Prestataire disposera alors de huit (08) jours pour présenter un nouveau projet. Le Chef de Service du marché disposera alors d'un délai de cinq (05) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Les délais d'approbation du programme d'exécution sont suspensifs du délai d'exécution.

L'approbation donnée par le Chef de Service du marché n'atténuera en rien la responsabilité du Prestataire. Cependant les prestations exécutées avant l'approbation du programme ne seront ni constatées ni rémunérées. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel.

Le Prestataire tiendra constamment à jour, un planning des prestations qui tiendra compte de l'avancement réel des prestations. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme contractuel qu'après avoir reçu l'accord du Chef service du Marché. Après approbation du programme d'exécution par le Chef service du Marché, celui-ci le transmettra dans un délai de cinq (05) jours au Maître d'Ouvrage, sans effet suspensif de son exécution.

Toutefois s'il est constaté des modifications importantes dénaturant l'objet du marché ou la consistance des prestations, le Maître d'Ouvrage retournera le programme d'exécution accompagné des réserves à lever dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa date de réception.

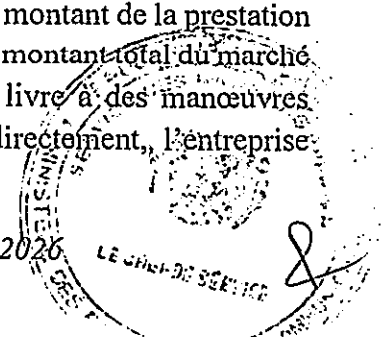
### Article 31 : Sous-traitance

Le présent marché prévoit la possibilité pour le prestataire de faire exécuter, après autorisation expresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, une partie des travaux par des sous-traitants, conformément aux dispositions en vigueur, soit 30 %.

Cette autorisation n'affranchit le prestataire d'aucune de ses obligations contractuelles. Le contrat de sous-traitance doit être conforme aux engagements de l'entreprise principale. Ils exécuteront leur partie des travaux sous la seule et pleine responsabilité du prestataire.

Le montant des travaux pouvant être sous-traités est limité à trente pour cent (30%) du montant du marché et de ses avenants, le cas échéant.

Le paiement du sous-traitant peut être effectué par le Maître d'Ouvrage lorsque le montant de la prestation sous-traitée par une seule entreprise est supérieur ou égal à dix pour cent (10%) du montant total du marché et ses éventuels avenants ou lorsqu'il est établi que l'entreprise principale se livre à des manœuvres dolosives vis-à-vis du sous-traitant. Lorsque le sous-traitant doit être payé directement, l'entreprise



principale est tenue lors de la demande d'autorisation, d'établir que la cession ou le nantissement de créances résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

## CHAPITRE IV. DE LA RECETTE

### Article 32 Commission de suivi et recette

Avant la réception, le cocontractant demande par écrit au Maître d'Ouvrage avec copie à l'ingénieur et à l'organisme payeur l'organisation d'une recette technique

32.1. La réception des prestations se fera par la Commission de Suivi et de Recette Technique mise en place par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué.

32.2. La Commission de suivi et de recette sera composée des membres suivants à titre indicatif :

Président : Le Maître d'Ouvrage ou son représentant

Rapporteur : l'Ingénieur du marché

Membres :

- le Chef de Service du Marché ;
- le Chef de Service des Marchés ;
- le Comptable Matières ;
- toute personne désignée par le Maître d'Ouvrage en raison de sa compétence.

Invité : le cocontractant

Observateur : le représentant du MINMAP

Les membres de la Commission de Suivi et de Recette Technique sont convoqués à la réception par courrier dans un délai (indiquer une date qui ne doit pas dépasser 15 jours) avant la date de réception.

Le prestataire ou le prestataire est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter) par (Quorum à préciser). Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la Commission de réception.

32.3. Les membres de la Commission de Suivi et de Recette Technique sont convoqués à la réception par courrier dans un délai de trois (03) jours avant la date de réception.

Le prestataire ou le prestataire est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter). Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la Commission de réception.

### Article 33 : Recette des prestations

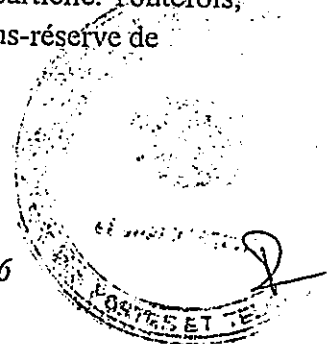
33.1 La Commission de Suivi et de Recette Technique examine le rapport de l'Ingénieur et les rapports du prestataire et procède à la recette des prestations s'il y a lieu.

#### 33.2 Réception partielle

Le prestataire pourra, selon que la nature des prestations l'exige ou pour cas de force majeure, demander des réceptions partielles. Dans ce cas, les réceptions partielles seront assurées par la même Commission de Suivi et de Recette Technique. Un procès-verbal de réception partielle sera rédigé et signé par toutes les parties.

#### 33.3. Prise de possession des prestations

Toute prise de possession des prestations doit être précédée d'une recette technique partielle. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la recette, sous-réserve de l'établissement d'un état des lieux contradictoire.



## CHAPITRE V. DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 34 : Cas de force majeure

La force majeure s'entend par tout événement imprévisible et insurmontable (tels que guerres, émeutes, grèves, embargo, etc...) empêchant le prestataire d'exercer tout ou partie de ses obligations contractuelles. Elle s'étend également aux effets de forces naturelles que le prestataire ne pourrait prévoir ni éviter.

Toutefois, en cas de force majeure provoquée par les forces naturelles et certaines circonstances de nature à dégager la responsabilité du prestataire, celui-ci ne pourra voir sa responsabilité dérogée que s'il a informé le Maître d'Ouvrage de son intention d'invoquer cette force majeure, et ce avant la fin du vingtième (20<sup>ème</sup>) jour qui a succédé à cet événement. Passé ce délai de vingt (20) jours, aucune réclamation ne sera admise.

Aucune partie ne pourra invoquer cet événement pour mettre fin au présent marché ou pour prétendre à des pénalités de retard pour non-exécution des obligations nées du présent marché.

Si le retard provoqué par la force majeure dépasse les six (6) mois, les parties se rencontreront pour examiner d'un commun accord les modalités de poursuite de leur collaboration ou, le cas échéant, les conditions de cessation de leurs rapports contractuels et leur désir de mettre fin au présent marché.

En tout état de cause, il appartient au Maître d'Ouvrage d'apprécier la force majeure sur la base des preuves présentées par le prestataire.

### Article 35 : Résiliation de la lettre commande

35.1 La lettre commande est résiliée de plein droit dans l'un des cas suivants :

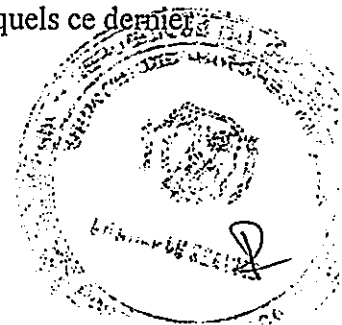
- a) Décès du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut, s'il y a lieu, autoriser que soient acceptées les propositions présentées par les ayant droits pour la continuation des prestations ;
- b) Faillite du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut accepter s'il y a lieu, des propositions qui peuvent être présentées par les créanciers pour la continuation des prestations;
- c) Liquidation judiciaire, si le co-contractant de l'Administration n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise;
- d) En cas de sous-traitance, de co-traitance ou de sous-commande sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage;
- e) Défaillance du prestataire de l'Administration dûment notifiée à ce dernier par le Maître d'Ouvrage par ordre de service valant mise en demeure et après évaluation et constat de la carence ;
- f) Non-respect de la législation ou de la réglementation du travail;
- g) Variation importante des prix dans les conditions définies par le cahier des clauses administratives générales, suite à la modification des conditions économiques ou des quantités initiales du marché;
- h) Manœuvres frauduleuses et corruption dûment constatées.

35.2 Le marché peut également être résilié dans les conditions stipulées dans le CCAG, notamment dans l'un des cas suivants :

- Retard dans les travaux entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant du marché TTC ;
- Ajournement ou interruption prolongée décidée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ;
- Non-paiement persistant des prestations.
- Refus de la reprise des travaux mal exécutés ;

35.3 Le marché peut également être résilié sans tort des titulaires, notamment dans l'un des cas suivants :

- Force majeure et après avis de l'Autorité chargée des marchés publics en l'absence de toute responsabilité du prestataire de l'administration sans préjudice des indemnités auxquels ce dernier peut prétendre ;
- Non-paiement persistant des prestations.
- Motif d'intérêt général.



**Article 36 : Différends et litiges**

Tout litige né de l'exécution d'un marché, doit préalablement faire l'objet d'une tentative de résolution à l'amiable.

Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction camerounaise compétente.

**Article 37 : Edition et diffusion de la présente lettre commande**

Vingt (20) exemplaires du présent marché seront édités et diffusés par les soins du Maître d'Ouvrage.

**Article 38 et dernier : Entrée en vigueur de la lettre commande**

La présente lettre commande ne deviendra définitive qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification au prestataire. /-



REPULIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



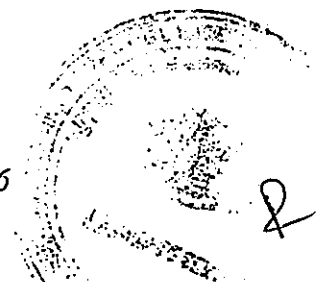
REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

**PIECE N°5 : TERMES DE REFERENCES**



## 1. INTRODUCTION

### 1.1 Contexte et Justification du projet

Le secteur agro-pastoral camerounais, pilier de l'économie nationale, fait face à de nombreux défis telle que : la fragmentation des marchés, les difficultés d'accès à l'information, la faible valorisation des produits locaux, les pertes post-récoltes, et le manque de synergie entre producteurs, transformateurs et acheteurs. Une plateforme numérique d'échange peut contribuer à résoudre ces problèmes en offrant un espace virtuel où les acteurs du secteur peuvent interagir, échanger des informations et réaliser des transactions.

A cet effet, la relance du portail CAMAGRO ([www.camagro.cm](http://www.camagro.cm)), initialement lancé en 2011 et cédé en 2016 au MINPOSTEL, apparaît comme une réponse stratégique pour :

- renforcer l'efficacité des politiques publiques grâce à des données fiables et accessibles et actualisées;
- accroître la transparence et la compétitivité des marchés agricoles ;
- soutenir la souveraineté numérique du Cameroun dans un secteur clé.
- augmenter les interactions entre les acteurs du secteur agropastoral ;
- stimuler et promouvoir l'entrepreneuriat rural via une meilleure connexion entre producteurs, marchés et services ;
- renforcer la transparence des chaînes de valeur agropastorales ;
- accompagner la souveraineté numérique du Cameroun dans un secteur clé.

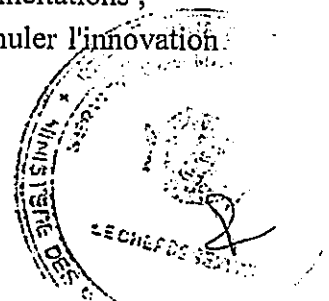
Le projet CAMAGRO vise à mettre en place une plateforme numérique innovante qui centralise les offres et demandes, facilite les transactions et favorise la transparence du marché.

Il s'inscrit dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) et dans les priorités gouvernementales en matière de transformation digitale et de modernisation du secteur rural.

### 1.2 Etat des lieux du secteur agropastoral camerounais

Le secteur agropastoral camerounais, bien qu'étant un moteur de l'économie rurale, et confronté à plusieurs difficultés, présente aussi un potentiel de croissance important. Malgré une contribution significative au PIB et à l'emploi, les rendements sont souvent faibles et la sécurité alimentaire reste un enjeu. Le secteur est marqué par une forte dépendance aux conditions climatiques, notamment dans les zones sahéliennes, et des difficultés d'accès aux financements et aux marchés. Cependant, des initiatives gouvernementales et des projets de développement visent à moderniser le secteur, améliorer la compétitivité des filières agricoles, et renforcer la résilience des communautés rurales. Nous pouvons citer entre autre :

- Programme d'Investissement et de Développement des Marchés Agricoles (PIDMA) ;
- Projet d'Amélioration de la Productivité Agricole (PAPA) ;
- Projet de Développement des Chaînes de Valeurs Agricoles (PDCVA) et Projet de Développement des Chaînes de Valeurs de l'Élevage et des Pêches (PDCVEP) ;
- Programme de Promotion de l'Entrepreneuriat Agropastoral des Jeunes (PEA-Jeunes) ;
- Plan Intégré d'Import-Substitution Agropastoral et Halieutique (PIISAH) ;
- Initiatives de sécurisation foncière ;
- Désenclavement des zones de production ;
- Appui à la transformation et à la commercialisation ;
- Renforcement de l'accès aux services financiers ;
- des Soutien à l'entrepreneuriat le gouvernement encourage activement l'entrepreneuriat agricole chez les jeunes et les femmes, en offrant des formations, des financements et des incitations ;
- Des concours tels que l'Agritech Innovation Challenge sont organisés pour stimuler l'innovation numérique dans le secteur agropastoral ;
- Enfin la Coopération et partenariats.



## 2. OBJECTIFS

### 2.1 Objectif global

L'objectif global est de relancer le projet et de faire de CAMAGRO une plateforme numérique de référence pour les acteurs du secteur agropastoral au Cameroun.

### 2.2 Objectifs spécifiques

La relance du projet CAMAGRO poursuit les objectifs spécifiques suivant:

- Réactiver et moderniser le portail [www.camagro.cm](http://www.camagro.cm);
- Offrir des services numériques à forte valeur ajoutée (annuaire, informations de marché, météo agricole, alertes SMS/USSD, e-commerce) ;
- Garantir une gouvernance institutionnelle claire et un modèle opérationnel durable ;
- Promouvoir l'inclusion numérique des producteurs, en particulier dans les zones rurales à faible connectivité.

## 3. MISSIONS, VISIONS ET OBJECTIFS STRATEGIQUES DE CAMAGRO

### 3.1 Missions de CAMAGRO

Les missions du projet CAMAGRO sont :

- Faciliter les échanges commerciaux agro-pastoraux en connectant producteurs, transformateurs, distributeurs et consommateurs ;
- Digitaliser le secteur agro-pastoral en proposant des services modernes d'information, de transaction et de conseil ;
- Promouvoir l'inclusion économique et sociale, notamment pour les jeunes et les femmes entrepreneurs ;
- Améliorer la sécurité alimentaire et la compétitivité nationale grâce à une meilleure valorisation des produits locaux ;
- Renforcer la gouvernance et la durabilité par une synergie interinstitutionnelle et des partenariats public-privé ;
- Accélérer l'intégration régionale en positionnant le Cameroun comme hub numérique agro-pastoral en Afrique centrale.

### 3.2 Vision

La relance du projet CAMAGRO a pour vision de faire de CAMAGRO une plateforme numérique de référence pour la transformation et la modernisation du secteur agro-pastoral au Cameroun, en reliant les acteurs, en stimulant l'innovation et en contribuant à la sécurité alimentaire et à l'émergence économique du pays.

### 3.3 Objectifs stratégiques (2025-2030)

Pour parvenir à ces missions, quatre axes stratégiques sont proposés à savoir :

#### ➤ Axe 1 : Transformation numérique du secteur agro-pastoral

Développer et maintenir une plateforme numérique fonctionnelle et sécurisée.

Atteindre au moins 500 000 utilisateurs actifs (producteurs, acheteurs, consommateurs) d'ici 2030.

#### ➤ Axe 2 : Développement économique et social

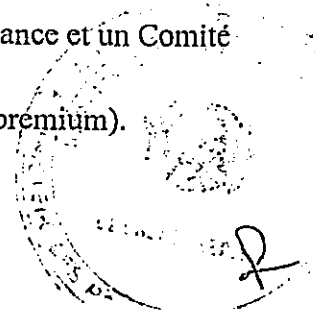
Augmenter de 30 % les revenus des producteurs grâce à la réduction des pertes et à un meilleur accès aux marchés.

Créer au moins 15 000 emplois directs et indirects via les services liés à la plateforme.

#### ➤ Axe 3 : Gouvernance et durabilité

Assurer une gestion collaborative et transparente du projet via une Cellule de Relance et un Comité interministériel.

Mettre en place un modèle économique viable (freemium, partenariats, services premium).



#### ➤ **Axe 4 : Intégration régionale et compétitivité**

Étendre CAMAGRO aux marchés de la CEMAC et de la ZLECAf.

Promouvoir les exportations agricoles camerounaises par la visibilité numérique et la traçabilité des produits.

#### **4. RESULTATS ATTENDUS**

Les résultats attendus pour la relance de ce projet se déclinent comme suit :

- Portail CAMAGRO opérationnel, ergonomique et interopérable ;
- Annuaire dynamique recensant producteurs, acheteurs, et fournisseurs ;
- Mise à disposition d'informations fiables (prix de marché, météo, conseils agricoles).
- Adoption progressive par les acteurs du secteur (au moins 50 000 utilisateurs dans les 2 premières années) ;
- Établissement d'un cadre réglementaire clair et d'un modèle hybride public-privé garantissant la durabilité.

#### **5. APPROCHE METHODOLOGIQUE**

L'approche méthodologique proposée est progressive, participative et numérique :

##### **5.1 Diagnostic et analyse des besoins (phase préparatoire)**

**Objectif :** Comprendre les attentes des acteurs du secteur agro-pastoral (producteurs, éleveurs, coopératives, commerçants, transformateurs, institutions).

**Activités clés :** Réaliser une étude de terrain (enquêtes, focus groups, entretiens), cartographier les acteurs et leurs rôles (producteurs, acheteurs, intermédiaires). Identifier les problèmes actuels : manque de transparence des prix, pertes post-récoltes, absence de marchés organisés, difficultés logistiques. Définir les priorités fonctionnelles de la plateforme (annuaire, e-commerce agricole, info-prix, services financiers, etc.).

**Outils :** Arbre à problèmes / arbre à objectifs, analyse FFOM (Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces).

##### **5.2 Conception de la solution numérique (phase de cadrage)**

**Objectif :** Définir les spécifications fonctionnelles et techniques de CAMAGRO.

**Activités clés :** Rédaction du cahier des charges du Produit Minimum Viable (MVP). Définition de l'architecture technique (hébergement souverain, interopérabilité avec Mobile Money, sécurité des données). Conception des interfaces utilisateurs adaptées (web, mobile Android allégé). Prévoir une intégration progressive de services (e-commerce, traçabilité, certification des produits, paiement en ligne, logistique).

**Outils :** Ateliers participatifs, maquettes (wireframes), prototypage rapide.

##### **5.3 Mise en œuvre progressive (phase pilote et itérative)**

**Objectif :** Tester et ajuster avant un déploiement national.

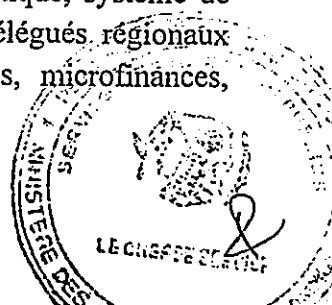
**Activités clés :** Développement agile du MVP avec 2 à 4 fonctionnalités principales (annuaire, infos prix, mise en relation, conseils). Déploiement pilote dans 2-3 zones agro-pastorales (par ex. Ouest, Extrême-Nord, Centre). Formation des acteurs pilotes (coopératives, GIC, PME agro). Collecte des retours utilisateurs et itérations.

**Outils :** Méthodologie Agile/Scrum, suivi SMART (indicateurs mesurables).

##### **5.4 Extension et intégration (phase d'industrialisation)**

**Objectif :** Étendre CAMAGRO à l'échelle nationale et assurer son interconnexion.

**Activités clés :** Intégrer de nouvelles fonctionnalités : e-paiement, modules de logistique, système de certification numérique qui sera déployé dans toutes les régions avec appui des Délégués régionaux MINADER/MINEPIA/MINCOMMERCE. Nouer des partenariats avec les banques, microfinances,



opérateurs télécoms et startups logistiques. Enfin assurer la compatibilité avec les plateformes régionales (ex. CEMAC).

**Outils :** Plan directeur SI sectoriel, API ouvertes, standards d'interopérabilité.

### 5.5 Suivi-évaluation et pérennisation (phase continue)

**Objectif :** Garantir la durabilité et l'impact du projet.

**Activités clés :** Mettre en place un dispositif de suivi-évaluation basé sur des indicateurs SMART : nombre d'utilisateurs actifs, volume d'échanges, revenus générés, réduction des pertes. Évaluer régulièrement les risques (cyber, financiers, adoption). Prévoir des mécanismes de financement durable (abonnements premium, partenariats public-privé, sponsoring). Assurer une gouvernance multi-acteurs (Comité interministériel + représentants privés + organisations de producteurs).

**Outils :** Tableau de bord numérique, reporting trimestriel, audits externes.

### 5.6 Approche Technique

Pour obtenir des meilleurs résultats l'approche technique consiste à réaliser un audit technologique du site existant pour identifier les modules obsolètes, développer un Produit Minimum Viable (MVP) intégrant les fonctionnalités prioritaires telle que:

- L'annuaire des acteurs ;
- Les données de marché en temps réel ;
- Le calendrier de la météo agricole ;
- Un forum communautaire ;
- Une plateforme SMS/USSD pour zones rurales.

Cette approche permet également une amélioration progressive par cycles agiles, sur la base des retours des utilisateurs.

## 6. PERENNITE DU PROJET

La pérennisation du projet CAMAGRO repose sur quatre piliers à savoir:

- Une gouvernance claire ;
- Des infrastructures techniques robustes ;
- Un modèle économique viable ;
- Une forte appropriation sociale.

### 6.1 Pérennité institutionnelle et gouvernance

Le projet repose sur la mise en place d'une structure de gestion permanente qui est constituée de :

- D'une Unité de Gestion du projet GAMAGRO rattachée au MINPOSTEL, mais fonctionnant en synergie avec le MINADER, MINEPIA et MINCOMMERCE ;
- D'un Comité Interministériel de pilotage : pour assurer la cohérence stratégique et arbitrer les grandes orientations.
- L'implication des collectivités territoriales décentralisées (CTD) pour l'appropriation locale.
- Des partenariats public-privé (PPP) pour intégrer durablement les acteurs privés (banques, fintech, startups, opérateurs télécoms).

### 6.2 Pérennité technique et opérationnelle

La durabilité technique et opérationnelle doit s'appuyer sur les éléments fondamentales comme :

- Le développement modulaire et évolutif : la plateforme doit pouvoir accueillir de nouveaux services (paiements, traçabilité, logistique) ;
- L'hébergement souverain et sécurisé : datacenters nationaux (Camtel/ANTIC) afin de garantir la maîtrise des données stratégiques ;
- Une maintenance continue : prévoir un contrat pluriannuel avec une société/consortium local pour mises à jour, sécurité et support technique ;

- La formation des utilisateurs : programmes réguliers de renforcement des capacités pour producteurs, coopératives et PME.

### 6.3 Pérennité sociale et adoption par les acteurs

Cette approche permet une collaboration fiable et transparente entre les différents acteurs il est important que tous soient impliqués dans le processus de relance par une appropriation communautaire qui implique directement les producteurs, les coopératives et les associations dans la gouvernance du projet. Aussi il sera organisé des campagnes de sensibilisation et vulgarisation en langues locales des formations continues des jeunes et femmes entrepreneurs pour favoriser l'utilisation active. Enfin elle prévoit des incitations avec la réduction sur les coûts de transport/logistique pour les utilisateurs actifs de la plateforme.

### 6.4 Pérennité stratégique et alignement avec les politiques publiques

Il s'agit d'élaborer une stratégie à long terme qui permettra sa durabilité et de renforcer la collaboration avec plusieurs acteurs. Cette stratégie consiste à :

- inscrire CAMAGRO dans la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) et dans la Stratégie de Transformation Digitale du Cameroun.
- Veiller à la compatibilité avec les cadres régionaux et continentaux (CEMAC, ZLECAf, Agenda 2063).
- Prévoir un mécanisme de suivi-évaluation avec des indicateurs de performance (nombre d'utilisateurs, volume de transactions, emplois créés, taux de satisfaction).

## 7. SPECIFICATION TECHNIQUE DU PROJET

CAMAGRO doit être une plateforme modulaire, sécurisée, inclusive et évolutive, combinant web, mobile et USSD, hébergée localement mais interopérable avec des solutions régionales et internationales.

### 7.1 Architecture technique de la plateforme

L'architecture constitue l'ossature même de CAMAGRO. Elle doit être pensée de manière modulaire, sécurisée et évolutive afin de répondre aux besoins croissants du secteur agro-pastoral. Une telle structure permettra d'intégrer progressivement de nouvelles fonctionnalités tout en garantissant la performance et la souveraineté numérique.

#### 7.1.1 Type d'architecture

Le type d'architecture proposé est une architecture robuste, elle doit être :

- Une plateforme modulaire et scalable (microservices), permettant l'ajout progressif de nouvelles fonctionnalités.
- Une architecture cloud hybride : hébergement sur datacenters souverains (Camtel/ANTIC), avec possibilité de backup cloud sécurisé.
- Interopérabilité : APIs ouvertes pour intégrer des solutions tierces (paiement mobile, traçabilité, logistique).

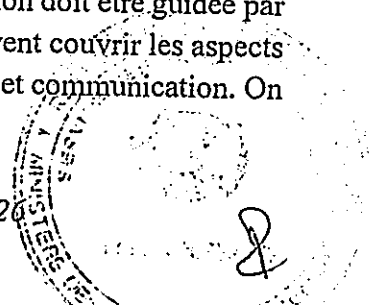
#### 7.1.2 Accès multi-supports :

La plateforme de CAMAGRO doit être accessible à travers plusieurs types de support par :

- Application Web responsive (navigateur, ordinateur, tablette).
- Application Mobile Android (version légère adaptée aux zones rurales, faible consommation de données).
- USSD/SMS pour les zones à faible connectivité.

### 7.2 Modules fonctionnels principaux

Les modules représentent les services concrets offerts aux utilisateurs. Leur conception doit être guidée par les besoins réels des producteurs, éleveurs, transformateurs et commerçants. Ils doivent couvrir les aspects essentiels du marché agro-pastoral : information, transactions, paiements, logistique et communication. On distingue comme les modules suivant :



- Module Annuaire : qui est la base de données des producteurs, coopératives, acheteurs, transformateurs ;
- Module Marché numérique (e-marketplace) : c'est l'offre et la demande de produits agricoles et pastoraux, avec fixation transparente des prix ;
- Module Information de marché : fait mise à jour quotidienne des prix, volumes disponibles, tendances (connecté aux bourses agricoles) ;
- Module Conseil et extension agricole : ce sont les contenus techniques (vidéos, fiches pratiques), alertes météo et sanitaires ;
- Module Paiement & Financement : fait l'intégration des paiement Mobile Money, Orange Money, banques et microfinances ;
- Module Logistique : permet la mise en relation producteurs-transporteurs, suivi des livraisons ;
- Module Traçabilité et certification : codes QR, blockchain pour la qualité et l'origine des produits ;
- Module Communication : forums, chat entre acheteurs et vendeurs, messagerie intégrée.

### 7.3 Spécifications techniques de développement

Les choix technologiques sont déterminants pour la robustesse et la durabilité de la plateforme. Ils doivent privilégier des standards ouverts, des technologies éprouvées et facilement maintenables par des compétences locales, tout en assurant la sécurité, l'évolutivité et la rapidité d'exécution. Les différentes caractéristiques techniques pour notre plateforme sont :

- Langages & Frameworks recommandés ;
- Backend : Node.js, Java Spring Boot (scalabilité);
- Frontend Web : React / Angular ;
- Mobile : Flutter (multi-plateforme) ou Android natif ;
- Base de données : PostgreSQL (structurée) + MongoDB (non structurée, pour flexibilité) ;
- Sécurité : Authentification multi-facteurs (MFA) ;
- Chiffrement SSL/TLS ;
- Sauvegardes automatiques et plan de reprise après sinistre (DRP) ;
- Performance & optimisation : Système de cache (Redis) pour rapidité ;
- CDN (Content Delivery Network) pour accélérer les accès depuis les zones rurales.

### 7.4 Accessibilité et inclusion numérique

La réussite de CAMAGRO dépendra de sa capacité à être accessible au plus grand nombre, y compris dans les zones rurales à faible connectivité. L'inclusion numérique est donc une exigence avec :

- Une interface multilingue (français, anglais, langues locales) ;
- Un mode hors ligne (stockage temporaire et synchronisation dès connexion) ;
- Une version USSD/SMS pour accès sans internet ;
- Une interface simple, ergonomique, adaptée aux utilisateurs peu alphabétisés (icônes, audio-guidage).

### 7.5 Infrastructure & hébergement

Pour garantir la disponibilité et la sécurité des données, CAMAGRO doit s'appuyer sur une infrastructure fiable, souveraine et conforme aux normes internationales. L'hébergement dans des datacenters locaux est essentiel pour renforcer la confiance et assurer la résilience du système. Elle doit comporter :

- Datacenters nationaux (Camtel/ANTIC) pour leur souveraineté numérique ;
- Redondance et sauvegarde géographique (sites secondaires) ;
- Garantie haute disponibilité (uptime > 99,5 %) ;
- Plan de cybersécurité conforme aux recommandations de l'ANTIC.



## 7.6 Gouvernance technique & exploitation

Une gouvernance technique claire et une exploitation efficace sont indispensables pour assurer la continuité du service. Cela implique la mise en place d'une cellule technique dédiée, des partenariats stratégiques avec les startups locales, et un dispositif de maintenance et de supervision garantissant la durabilité du projet.

- Une cellule technique CAMAGRO : constitué des développeurs, des ingénieurs réseaux, des spécialistes cybersécurité et des gestionnaires de données.
- Maintenance et support : établir des contrats avec une startup locale avec la supervision du MINPOSTEL et de l'ANTIC.
- Évolutivité : ajout de nouvelles fonctionnalités chaque année (traçabilité blockchain, export sous-régional, IA pour prévisions).

## 8. LES RISQUES ET LES CONTRAINTES

Les risques et contraintes constituent un volet essentiel pour ce projet car ils permettent d'anticiper les obstacles et de prévoir des mesures d'atténuation. Les principaux risques et contraintes de ce projet touchent à la gouvernance, la technique, le financement, l'adoption, la cybersécurité, l'inclusion sociale et la pérennité technologique. Chaque risque est accompagné d'une mesure d'atténuation dans le plan de mise en œuvre.

### 8.1 Contraintes Institutionnelles et de Gouvernance

Le projet implique plusieurs ministères (MINPOSTEL, MINADER, MINEPIA, MINCOMMERCE) et institutions partenaires (ANTIC, CAMTEL, chambres consulaires). Il faut une bonne coordination car, une mauvaise coordination peut entraîner des lenteurs décisionnelles et des chevauchements de responsabilités. Une gouvernance claire et un comité interministériel de pilotage sont indispensables pour assurer la cohérence et l'efficacité du projet.

### 8.2 Contraintes techniques et infrastructurelles

Certaines zones rurales disposent d'une faible connectivité internet, d'un accès limité à l'électricité et d'un faible équipement numérique, pour palier à cela, la plateforme doit être conçue de manière inclusive (applications légères, USSD/SMS, hébergement local résilient) pour éviter une fracture numérique et assurer une adoption massive.

### 8.3 Risques financiers et budgétaires

Le financement initial du projet repose sur les contributions des ministères et des partenaires techniques et financiers (PTF). Un retard dans le décaissement ou une insuffisance budgétaire pourrait ralentir le développement du MVP et son extension. La mise en place d'un modèle économique hybride (freemium, services premium, partenariats privés) est une mesure clé pour assurer la durabilité financière.

### 8.4 Risques liés à l'adoption par les utilisateurs

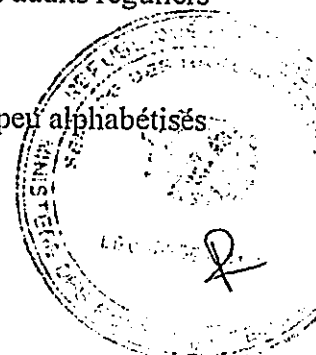
Les producteurs et éleveurs, principaux bénéficiaires, peuvent se montrer réticents à adopter un outil numérique par manque de formation, de confiance ou d'habitude. A cet effet, des campagnes de sensibilisation, des formations adaptées en langues locales et l'implication des organisations de producteurs sont nécessaires pour stimuler l'appropriation.

### 8.5 Risques de cybersécurité et de protection des données

Etant une plateforme numérique nationale manipulant des données sensibles (prix, volumes, transactions) est exposée aux menaces de piratage, fraude ou perte de données. Pour cela le recours aux normes de cybersécurité (ANTIC), le chiffrement des données, l'authentification multi-facteurs et des audits réguliers sont essentiels pour renforcer la confiance des utilisateurs.

### 8.6 Contraintes socio-culturelles et linguistiques

Le Cameroun est marqué par une diversité linguistique et culturelle. Certains producteurs peu alphabétisés peuvent avoir des difficultés à utiliser une plateforme numérique standardisée.



La solution doit être multilingue, ergonomique, et proposer des options audio-visuelles pour assurer une large inclusivité.

### 8.7 Risques liés à la pérennité et à l'évolution technologique

Sans mise à jour régulière, la plateforme pourrait devenir obsolète face aux innovations rapides dans le domaine numérique. Une cellule technique permanente doit être créée pour assurer les mises à jour, la maintenance et l'évolution continue du système.

## 9. PARTENAIRES ET FINANCEMENT DU PROJET CAMAGRO

Les partenaires et le financement de projet CAMAGRO sont un point clé, car la réussite et la pérennité du projet dépendront de la synergie entre les acteurs publics, privés et partenaires techniques/financiers. Les différents partenariats intervenant sont :

### 9.1 Partenaires institutionnels (secteur public)

Le secteur public qui assure la légitimité, la régulation et la coordination du projet est constitué de :

- Du MINPOSTEL : maître d'ouvrage du projet, responsable de la gouvernance numérique, de la coordination et de la supervision technique.
- Du MINADER et MINEPIA : ils apportent l'expertise sectorielle, les contenus agro-pastoraux, et assurent la mobilisation des producteurs et éleveurs.
- Le MINCOMMERCE : responsable de l'intégration des acteurs commerciaux, de la régulation du marché et de la promotion des exportations.
- ANTIC & CAMTEL : garants de la cybersécurité, de l'hébergement souverain et de la connectivité.
- Collectivités territoriales décentralisées (CTD) : appuient la mise en œuvre locale et l'appropriation communautaire.

### 9.2 Partenaires privés et stratégiques

Le secteur privé apporte l'innovation, l'agilité et les financements complémentaires, il est donc important qu'il soit impliqué dans le projet. Nous avons :

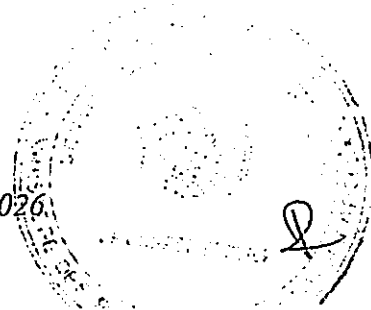
- Des opérateurs de télécommunications (Camtel, MTN, Orange) : ils devront assurer l'intégration des services Mobile Money, la couverture réseau, et les USSD/SMS.
- Les banques et microfinances : leur implication permettra le développement de services financiers agricoles (crédit, assurance récolte, micro-paiement).
- Les Startups numériques : assureront le développement et la maintenance de la plateforme, l'innovation et services complémentaires.
- Les entreprises logistiques : apporteront des appuis dans la distribution, le transport et la chaîne de valeur.
- Les Chambres consulaires (CCIMA, Chambre d'Agriculture) : faciliteront l'adoption par les acteurs économiques.

### 9.3 Partenaires techniques et financiers (PTF)

Les PTF sont essentiels pour le cofinancement, la crédibilité internationale et le transfert de bonnes pratiques. Il s'agit de :

- Banque Mondiale, BAD, FAO, FIDA, PNUD, Union Européenne : appui financier, expertise technique et accompagnement dans la phase pilote.
- Coopérations bilatérales (France, Allemagne, Chine) : transfert de technologies et financement ciblé.
- Organisations régionales (CEMAC, ZLECAf) : intégration régionale et interconnexion avec d'autres plateformes

### 9.4 Stratégie de financement



Mettre en place une stratégie de financement avec la combinaison État + PTF + privé permet de sécuriser le financement initial tout en construisant un modèle économique viable. Cette stratégie comprend trois (03) phases :

- La Phase de démarrage (court terme, 12-18 mois) :
  - Budget estimé : 50 à 80 millions FCFA.
  - Financement : contributions coordonnées des ministères (MINPOSTEL, MINADER, MINEPIA, MINCOMMERCE) + appui CAMTEL et ANTIC (infrastructures).
- La Phase de déploiement et d'industrialisation (moyen terme, 3-5 ans) :
  - Budget estimé : ~3 milliards FCFA.
  - Financement : cofinancement État du Cameroun + bailleurs (BAD, FAO, BM) + PPP avec opérateurs télécoms et banques.
- La Phase de pérennisation (long terme) :

Recettes issues des services premium, des partenariats privés et d'un fonds d'innovation agro-numérique dédié.

## 10. PLANIFICATION INDICATIVE DE LA RELANCE DU PROJET

La planification indicative donne une vision claire du calendrier et des grandes étapes de mise en œuvre du projet. Cette planification est arrêtée sur trois grandes phases comme suit :

### 10.1 Phase 1 : Remobilisation et cadrage stratégique (*Durée estimée : 6-8 semaines*)

Cette phase initiale est cruciale pour établir des fondations solides et alignées avec les leçons tirées de l'état des lieux du projet.

- 1. Activation d'une Cellule de Relance de Haut Niveau :
  - Action : Le MINPOSTEL formalisera par Décision Ministérielle la création d'une cellule de relance restreinte mais décisionnelle. Cette cellule sera placée sous l'autorité directe de Madame le Ministre.
  - Composition : Elle intégrera un Chef de Projet et des experts pluridisciplinaires (gestion de projet public, technologies numériques agricoles, juridique) issus de MINPOSTEL, CAMTEL, ANTIC, MINADER, MINEPIA, MINCOMMERCE, ainsi que l'initiateur du projet.
  - Objectif SMART : Décision signée et publiée sous 2 semaines. Liste nominative des membres et matrice RACI (responsabilités) validées sous 3 semaines.
- 2. Atelier de Cadrage Stratégique et Participatif :
  - Action : Le MINPOSTEL organisera un atelier intensif avec les parties prenantes clés.
  - Objectif : Redéfinir la vision actualisée de CAMAGRO, identifier les objectifs prioritaires et établir un document de cadrage préliminaire. Ce document tiendra compte des évolutions depuis 2018, des besoins actuels du secteur et des impératifs du Décret 2018/4992/PM.
  - Objectif SMART : Rapports des ateliers validés sous 6 semaines. Nouvelle vision et objectifs rédigés et validés par la Cellule sous 8 semaines.
- 3. Lancement urgent de l'Actualisation de l'Étude de Faisabilité :
  - Action : Le MINPOSTEL mandatera une expertise indépendante.
  - Objectif : Réévaluer la faisabilité technique, économique, sociale et environnementale du projet, en se concentrant sur les opportunités technologiques actuelles et les modèles économiques viables.
  - Objectif SMART : Cahier des charges de l'étude de faisabilité ciblée rédigé sous 4 semaines. Sélection du cabinet/expert pour l'étude sous 6 semaines.



- **4. Analyse de Conformité et Plan d'Action Réglementaire :**
  - **Action :** Une évaluation précise de la conformité du projet avec le Décret 2018/4992/PM sera menée.
  - **Objectif :** Élaborer un plan d'action immédiat pour adresser toutes les non-conformités identifiées.
  - **Objectif SMART :** Rapport de conformité juridique produit sous 5 semaines.

#### 10.2 Phase 2 : Conception et Planification Détaillée (*Durée estimée : 8-10 semaines*)

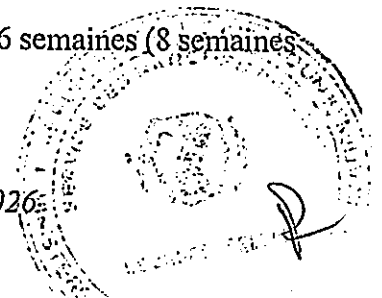
Cette phase traduira les orientations stratégiques en actions précises et allouera les ressources nécessaires.

- **1. Définition et Conception du Produit Minimum Viable (MVP) :**
  - **Action :** Basée sur le cadrage initial et les premiers éléments de l'étude de faisabilité actualisée, la Cellule de Relance concevra et développera un Preuve de Concept (POC) applicatif.
  - **Objectif :** Offrir 2 à 4 fonctionnalités à forte valeur ajoutée pour les agriculteurs (ex: annuaire, informations de marché, conseils agricoles de base, mise en relation simplifiée).
  - **Objectif SMART :** Document de spécifications fonctionnelles du MVP validé par la Cellule et les ministères partenaires sous 12 semaines (à partir du début de la Phase 1).
- **2. Élaboration du Dossier de Maturation Actualisé et Conforme :**
  - **Action :** Le MINPOSTEL, via la Cellule, intégrera les résultats de l'étude de faisabilité actualisée et assurera la pleine conformité avec le Décret 2018.
  - **Objectif :** Ce dossier constituera le plan d'action détaillé du projet et sera la base des discussions de financement.
  - **Objectif SMART :** Dossier de maturation finalisé et validé par la Cellule sous 16 semaines. Présentation aux décideurs sous 18 semaines.
- **3. Actualisation des Conventions et Projets de Conventions :**
  - **Action :** Le MINPOSTEL conduira les négociations et finalisera les accords de collaboration avec les chambres consulaires, MINCOMMERCE, MINADER et MINEPIA.
  - **Objectif :** Définir clairement les rôles, les responsabilités et les contributions de chaque partie prenante.
  - **Objectif SMART :** Au moins 3 conventions de partenariat actualisées et signées sous 18 semaines.
- **4. Constitution de l'Équipe Projet et Allocation des Ressources :**
  - **Action :** Le MINPOSTEL, en synergie avec les autres ministères, mettra en place l'équipe de gestion du projet dédiée et identifiera les ressources financières, humaines et techniques nécessaires.
  - **Objectif :** Assurer la pleine capacité opérationnelle pour la phase MVP.
  - **Objectif SMART :** Équipe projet MVP constituée et ressources allouées sous 18 semaines.

#### 10.3 Phase 3 : Développement, Déploiement Pilote et Communication (*Démarrage progressif*)

Cette phase marque le lancement opérationnel du projet et la démonstration concrète de sa valeur ajoutée.

- **1. Développement agile du Produit Minimum Viable (MVP) :**
  - **Action :** Le MINPOSTEL, via une agence digitale qualifiée (sélectionnée par convention), mettra en œuvre le développement du MVP selon une approche agile.
  - **Objectif :** Assurer des cycles courts et des tests utilisateurs fréquents pour des ajustements rapides et une qualité optimale.
  - **Objectif SMART :** Version bêta du MVP prête pour le pilote sous 26 semaines (8 semaines après la fin de la Phase 2).



- **2. Déploiement Pilote Cible :**
  - Action : Lancement du Produit Minimum Viable (MVP) auprès de 2 à 3 communautés d'agriculteurs pilotes ciblées.
  - Objectif : Recueillir des retours concrets et valider l'adéquation de la solution aux besoins du terrain.
  - Objectif SMART : MVP déployé et accessible à 100% dans les zones pilotes sous 28 semaines. Taux de satisfaction des utilisateurs > 70% (mesuré sous 30 semaines).
- **3. Communication Intensive et Transparente :**
  - Action : Le MINPOSTEL informera régulièrement les parties prenantes des progrès, des défis et des résultats du déploiement pilote.
  - Objectif : Rétablir et consolider la confiance et l'engagement de tous les acteurs.
  - Objectif SMART : Organisation d'au moins 1 événement de valorisation des résultats du pilote sous 32 semaines.
- **4. Collecte de Feedback et Itérations :**
  - Action : Utiliser les retours des utilisateurs du pilote.
  - Objectif : Améliorer continuellement le MVP et planifier les développements futurs du projet.
  - Objectif SMART : Rapport d'analyse des feedbacks et plan d'itérations futur validé sous 32 semaines.

## 11. PLAN DE COMMUNICATION DU PROJET CAMAGRO

Un plan de communication est essentiel pour mobiliser les parties prenantes et assurer l'adoption de la plateforme.

### 11.1 Objectifs de communication

Les objectifs sont bien définis et couvrent les principaux enjeux (visibilité, adhésion des bénéficiaires, valorisation des actions gouvernementales et création de confiance). Toutefois, il faudra veiller à les traduire en indicateurs mesurables (nombre de producteurs sensibilisés, taux d'adhésion à la plateforme, volume de transactions générées grâce à la communication).

- Faire connaître CAMAGRO auprès des acteurs agro-pastoraux et du grand public.
- Promouvoir l'adhésion et l'appropriation de la plateforme par les producteurs, éleveurs et commerçants.
- Valoriser l'action du Gouvernement et des partenaires dans la modernisation du secteur.
- Construire une image de confiance et de transparence autour de CAMAGRO.

### 11.2 Cibles prioritaires

La segmentation en trois niveaux (primaires, secondaires, tertiaires) est pertinente. Elle permet de différencier les messages et les canaux. Cependant, une attention particulière doit être portée aux cibles primaires (producteurs, éleveurs, commerçants), car leur adoption conditionne la réussite de la plateforme. Les radios rurales et les coopératives doivent être les relais prioritaires.

- Primaires : producteurs, éleveurs, coopératives, commerçants, transformateurs.
- Secondaires : institutions publiques (MINPOSTEL, MINADER, MINEPIA, MINCOMMERCE, CTD).
- Tertiaires : partenaires privés (opérateurs télécoms, banques, startups, logisticiens), PTF (BAD, FAO, BM), grand public et médias.

### 11.3 Messages clés

Les messages proposés sont clairs, positifs et mobilisateurs. Ils mettent en avant la proximité, la modernisation et la transparence. Il faudra toutefois les adapter au langage des cibles : un message simple

et concret pour les producteurs ruraux, et un message plus institutionnel et technique pour les partenaires financiers et privés

#### 11.4 Canaux et outils de communication

Le plan combine bien les outils modernes (site web, réseaux sociaux) et traditionnels (radios, foires agricoles). C'est une force, car cela garantit une large couverture. Toutefois, il faudra veiller à ce que les outils numériques (site web, application, réseaux sociaux) soient constamment alimentés et animés pour éviter une perte de crédibilité. Les radios rurales devront jouer un rôle central, car elles sont le canal le plus accessible en milieu agricole. Les différents canaux prévus pour ça sont :

- Institutionnels : communiqués officiels, conférences de presse, ateliers régionaux.
- Numériques : site web CAMAGRO, réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp, Twitter, YouTube).
- Communautaires : radios rurales, émissions agricoles TV, sensibilisation en langues locales.
- Événementiels : foires agricoles, salons numériques, caravane de vulgarisation.

#### 11.5 Phases de communication

Pour ce projet, le plan de communication a été élaboré sur une répartition en trois phases (lancement, déploiement, pérennisation), une répartition logique et alignée avec la planification du projet. L'accent sur le lancement (sensibilisation massive) et le déploiement (témoignages, success stories) est particulièrement pertinent. Toutefois, la phase de pérennisation devra intégrer des actions de communication régulières, sinon l'intérêt risque de s'essouffler.

- Phase de lancement (0-6 mois) :
  - Campagne nationale de sensibilisation (radios, TV, réseaux sociaux).
  - Présentation officielle par le MINPOSTEL et ministères partenaires.
- Phase de déploiement (6-18 mois) :
  - Mobilisation régionale (ateliers, caravanes, démonstrations de la plateforme).
  - Mise en avant des success stories d'utilisateurs pilotes.
- Phase de pérennisation (au-delà de 18 mois) :
  - Campagnes régulières de mise à jour (nouvelles fonctionnalités).
  - Renforcement de l'image de marque et extension sous-régionale.

#### 11.6 Suivi et évaluation

Le suivi proposé (inscriptions, satisfaction, volume de transactions) est utile pour mesurer l'impact de la communication. Un dispositif de reporting trimestriel est prévu avec des outils simples (tableau Excel, rapport narratif court) pour évaluer l'efficacité des campagnes. De plus, un budget spécifique à la communication devra être prévu pour assurer la régularité des actions.

Les indicateurs clés qui permettent d'effectuer ce suivi sont:

- Nombre de producteurs inscrits sur CAMAGRO.
- Taux de satisfaction des utilisateurs.
- Nombre de campagnes médiatiques réalisées.
- Volume des transactions effectuées via la plateforme.

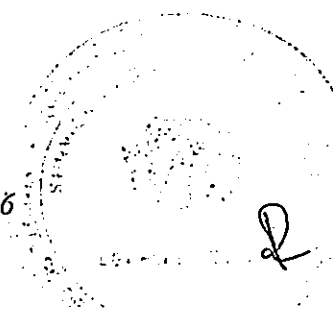
Le plan de communication de la relance de CAMAGRO comporte des points forts qui sont la segmentation des cibles, la diversité des canaux et la clarté des messages. Les points à renforcer concernent :

- La traduction des objectifs en indicateurs mesurables.
- L'adaptation du langage des messages selon les cibles.
- La mise en place d'un reporting régulier et d'un budget dédié.

## 12. MODELE ÉCONOMIQUE DU PROJET CAMAGRO

Le modèle économique proposé pour ce projet s'étend sur deux volets :

- Budget prévisionnel (par phases et postes de dépenses)



- Plan de financement (sources publiques, privées, PTF et recettes propres)

### 12.1 Budget prévisionnel

Le budget est estimatif et sert de base à la planification. Il se décline par phases du projet et par postes de dépenses afin de donner une vision claire de l'effort financier nécessaire.

- **Phase 1 : Remobilisation et cadrage stratégique (0 – 6 mois)**
  - Gouvernance et coordination : 20 millions FCFA (cellule de relance, ateliers, missions).
  - Études et expertises (mise à jour de la faisabilité, conformité réglementaire) : 15 millions FCFA.
  - Communication initiale (sensibilisation nationale) : 10 millions FCFA.
  - Sous-total Phase 1 : 45 millions FCFA
- **Phase 2 : Conception et planification détaillée (6 – 12 mois)**
  - Définition et conception du MVP : 25 millions FCFA.
  - Élaboration du dossier de maturation : 10 millions FCFA.
  - Conventions et partenariats institutionnels : 5 millions FCFA.
  - Constitution équipe projet et logistique : 15 millions FCFA.
  - Communication et mobilisation : 10 millions FCFA.
  - Sous-total Phase 2 : 65 millions FCFA
- **Phase 3 : Développement, pilote et communication (12 – 24 mois)**
  - Développement MVP (web, mobile, USSD/SMS) : 80 millions FCFA.
  - Hébergement souverain et cybersécurité (datacenters CAMTEL/ANTIC) : 30 millions FCFA.
  - Formation des acteurs pilotes (producteurs, coopératives) : 20 millions FCFA.
  - Communication intensive (radios rurales, TV, foires agricoles) : 25 millions FCFA.
  - Suivi-évaluation pilote : 10 millions FCFA.
  - Sous-total Phase 3 : 165 millions FCFA
- **Phase 4 : Déploiement national et extension régionale (2 – 5 ans)**
  - Extension nationale de la plateforme : 500 millions FCFA.
  - Nouveaux modules (traçabilité, certification, e-finance, e-logistique) : 700 millions FCFA.
  - Campagnes nationales et sous-régionales : 150 millions FCFA.
  - Suivi-évaluation et maintenance annuelle : 200 millions FCFA.
  - Sous-total Phase 4 : 1,55 milliard FCFA

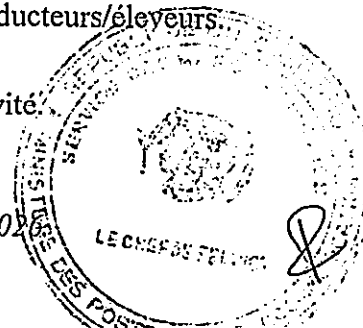
Ce budget total prévisionnel sur 5 ans est de 1,825 milliard FCFA et pourra être ajusté selon les études de faisabilité et les partenariats mobilisés

### 12.2 Plan de financement

Le financement de CAMAGRO repose sur un modèle hybride combinant les contributions publiques, les apports des PTF, les partenariats privés et la génération de recettes propres à moyen terme. Les sources de financement envisagées sont :

- Secteur public à travers les contributions des institutions gouvernementales suivantes :
  - Le MINPOSTEL : pilotage, coordination, communication nationale.
  - Le MINADER et MINEPIA : contenus sectoriels, mobilisation des producteurs/éleveurs.
  - Le MINCOMMERCE : intégration marché, promotion exportations.
  - ANTIC & CAMTEL : hébergement souverain, cybersécurité, connectivité.

Ces contributions garantissent la légitimité et le démarrage du projet.



- Partenaires techniques et financiers (PTF) à travers :
  - BAD, Banque Mondiale, FAO, FIDA, PNUD, UE : cofinancement du MVP, formation, extension nationale.
  - Coopérations bilatérales (France, Allemagne, Chine) : transfert de technologies, financement ciblé (cybersécurité, traçabilité).

Les PTF apportent crédibilité et expertise internationale, mais nécessitent une bonne gouvernance locale pour libérer les financements.

- Partenaires privés les contributions viennent :
  - Des opérateurs télécoms (Camtel, MTN, Orange) : intégration Mobile Money, SMS/USSD, connectivité subventionnée.
  - Des banques et microfinances : produits financiers agricoles (microcrédit, assurance récolte).
  - Des Startups numériques locales : innovation et développement technique.
  - Des entreprises logistiques : partenariats pour transport et distribution.

Le secteur privé est clé pour l'innovation et la viabilité économique.

- Recettes propres (moyen et long terme) à travers :
  - Abonnements premium pour gros producteurs/exportateurs.
  - Services de certification et traçabilité des produits.
  - Publicité ciblée (entreprises d'intrants, engrais, matériel agricole).
  - Partenariats stratégiques et sponsoring (salons, foires).
  - Ces recettes assureront la pérennisation du projet après la phase de subvention.

### 13. DISPOSITIF DE SUIVI-ÉVALUATION DU PROJET CAMAGRO

#### 13.1 Objectifs du suivi-évaluation

Le suivi-évaluation vise à garantir la transparence, mesurer les progrès et ajuster la mise en œuvre du projet. Il constitue également un outil de redevabilité vis-à-vis du Gouvernement, des partenaires et des bénéficiaires. Ces objectifs sont :

- Assurer le suivi régulier de la mise en œuvre du projet.
- Mesurer les résultats atteints par rapport aux objectifs fixés.
- Identifier les contraintes et proposer des mesures correctives.
- Documenter les bonnes pratiques et capitaliser les acquis.

#### 13.2 Indicateurs clés de performance (KPI)

Les indicateurs doivent être SMART (Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes et Temporels). Ils couvrent les volets institutionnels, techniques et socio-économiques. Nous avons :

- Les indicateurs institutionnels
  - Nombre de réunions du comité de pilotage tenues.
  - Nombre de partenariats institutionnels formalisés.
- Les indicateurs techniques
  - Nombre de modules développés (MVP puis extension).
  - Taux de disponibilité de la plateforme (% uptime).
  - Nombre de mises à jour/évolutions apportées.

#### Les indicateurs de communication et adoption

- Nombre de producteurs/éleveurs inscrits.
- Nombre de coopératives et PME agro-pastorales connectées.
- Taux d'utilisation active de la plateforme (mensuel).



### ➤ Les indicateurs économiques et sociaux

- Volume de transactions réalisées via CAMAGRO.
- Pourcentage de producteurs ayant amélioré leurs revenus grâce à la plateforme.
- Taux de satisfaction des utilisateurs (%).

### 13.3 Outils et mécanismes de suivi

Des outils simples, mais réguliers, garantissent la fiabilité du suivi. Il s'agit des outils suivants :

- Tableaux de bord trimestriels (Excel/Power BI).
- Rapports narratifs et financiers semestriels.
- Enquêtes de satisfaction annuelles auprès des utilisateurs.
- Missions conjointes de terrain avec les ministères sectoriels (MINADER, MINEPIA, MINCOMMERCE).

### 13.4 Dispositif institutionnel du suivi-évaluation

La gouvernance du Suivi et évaluation doit être claire pour éviter les chevauchements.

- Comité de pilotage (présidé par MINPOSTEL) doit valider des rapports et les grandes orientations.
- Cellule de coordination CAMAGRO collecte et traite des données, élaboration des rapports.
- Partenaires techniques/financiers (PTF) assurent l'accompagnement méthodologique et vérification externe.
- Bénéficiaires (coopératives, producteurs, commerçants) permet les retours d'expérience et indicateurs de terrain.

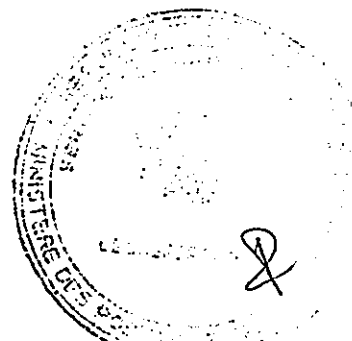
## 14. CONCLUSION

Le projet CAMAGRO représente une initiative structurante et novatrice pour la transformation digitale du secteur agro-pastoral au Cameroun. Par son approche inclusive et multisectorielle, il ambitionne de rapprocher les producteurs, éleveurs, commerçants et consommateurs à travers une plateforme numérique moderne, sécurisée et adaptée aux réalités locales.

En mobilisant le MINPOSTEL en synergie avec le MINADER, le MINEPIA et le MINCOMMERCE, ainsi que des partenaires privés, techniques et financiers, CAMAGRO s'inscrit dans une logique de partenariat public-privé au service du développement rural et de la sécurité alimentaire.

Le dispositif de suivi-évaluation proposé permettra de garantir une mise en œuvre efficace, transparente et mesurable. De plus, la planification en phases, le modèle économique durable et le plan de communication associé assureront sa pérennité et son appropriation nationale.

En définitive, CAMAGRO se veut non seulement un outil de modernisation du secteur agro-pastoral, mais également un levier stratégique pour l'économie numérique et la souveraineté alimentaire du Cameroun. Sa réussite dépendra de la synergie entre les acteurs, de l'engagement financier et technique des partenaires, et surtout de l'adhésion des producteurs eux-mêmes.



REPULIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



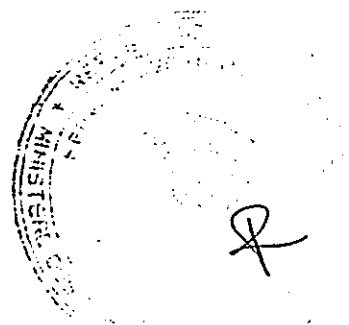
REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

PIECE N° 6 : PROPOSITION TECHNIQUE TABLEAU TYPE



## SOMMAIRE

- 6.A. Lettre de soumission de la proposition technique
- 6.B. Références du Candidat
- 6.C. Observations et suggestions du Candidat sur les termes de référence et sur les données, services et installations devant être fournis par l'Autorité Contractante
- 6.D. Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission
- 6.E. Composition de l'équipe et responsabilités de ses membres
- 6.F. Modèle de Curriculum Vitae (CV) pour le personnel spécialisé proposé
- 6.G. Calendrier du personnel spécialisé
- 6.H. Calendrier des activités (programme de travail)



## 6.A. Lettre de soumission de la proposition technique

[Lieu, date]

À : *Madame le Ministre des Postes et Télécommunications*

Monsieur,

Nous, soussignés, à titre de cocontractant, avons l'honneur, conformément à votre Dossier d'Appel d'Offres N°..... du ..... relatif à ....., de vous soumettre ci-joint, notre proposition technique pour la prestation objet dudit DAO.

Au cas où cette proposition retiendrait votre attention, nous sommes entièrement disposés, sur la base du personnel proposé à entamer des négociations pour la meilleure conduite du projet.

Aussi, prenons-nous un ferme engagement pour le respect scrupuleux du contenu de ladite proposition technique, sous réserve des modifications éventuelles qui résulteraient des négociations du contrat.

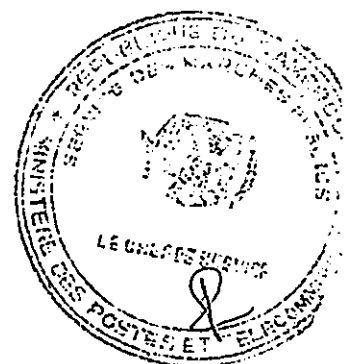
Veillez agréer, Monsieur, l'expression de notre parfaite considération./-

Signature du représentant habilité :

Nom et titre du signataire :

Nom du Candidat :

Adresse :



## 6.B. Références du Candidat

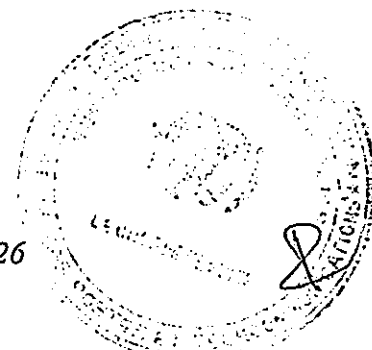
Services rendus pendant les *cinq (05)* dernières années qui illustrent le mieux vos qualifications.

À l'aide du formulaire ci-dessous, indiquez les renseignements demandés pour chaque mission pertinente que votre société/organisme a obtenue par contrat, soit en tant que seule société, soit comme l'un des principaux partenaires d'un groupement.

Nom de la Mission :	Pays :
Lieu :	Personnel spécialisé fourni par votre société/organisme (profils) :
Nom du Client:	Nombre d'employés ayant participé à la Mission :
Adresse :	Nombre de mois de travail ; durée de la Mission :
Délai :	
Date de démarrage : (mois/année)      Date d'achèvement : (mois/année)	Valeur approximative des services (en francs CFA HT) :
Nom des prestataires associés/partenaires éventuels:	Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les prestataires associés :
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :	
Descriptif du projet :	
Description des services effectivement rendus par votre personnel :	

Nom du candidat : \_\_\_\_\_

*Produire justificatifs*



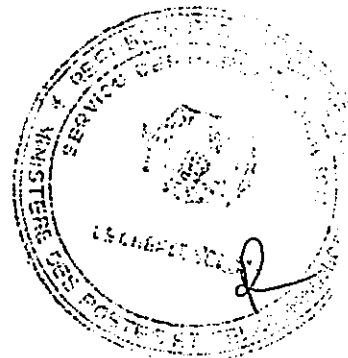
**6.C. Observations et suggestions du consultant sur les termes de référence et sur les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'ouvrage**

Sur les termes de référence :

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.

Sur les données, services et installations devant être fournis par le Maître d'ouvrage :

- 1.
- 2.
- 3.
- 4.
- 5.



**6.D. Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposés pour accomplir la mission**

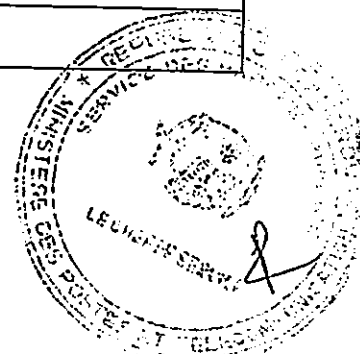
**6.E. Composition de l'équipe et responsabilités de ses membres**

**1. Personnel technique/de gestion**

Nom	Poste	Attributions

**2. Personnel d'appui (siège et local)**

Nom	Poste	Attributions



## 6.F. Modèle de Curriculum Vitae (CV) du personnel spécialisé proposé

Poste : .....

Nom du Candidat : .....

Nom de l'employé : .....

Profession : .....

Diplômes : .....

Date de naissance : .....

Nombre d'années d'emploi par le Candidat : .....

Nationalité : .....

Affiliation à des associations/groupements professionnels : .....

Attributions spécifiques : .....

### Principales qualifications :

*[En une demi-page environ, donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer le niveau des responsabilités exercées par lui/elle lors de missions antérieures, en en précisant la date et le lieu.]* .....

### Formation :

*[En un quart de page environ, résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus.]*

### Pièces Annexes :

- Copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé et éventuellement une attestation de l'ordre du corps de métier

- Attestation de disponibilité

### Expérience professionnelle :

*[En deux pages environ, dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieu de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et, le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références.]* .....

### Connaissances informatiques :

*[Indiquer, le niveau de connaissance]* .....

### Langues :

*[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent, en ce qui concerne la langue lue/écrite/ parlée.]*

### Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Date : .....

*[Signature de l'employé et du représentant habilité du consultant]      Jour/mois/année*

Nom de l'employé : .....

Nom du représentant habilité : .....



### 6.G. Calendrier du personnel spécialisé

Nom	Poste	Rapports à fournir/activités	Mois (sous forme de diagramme à barres)												Nombre de mois			
			1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12				
																	Sous-total(1)	
																		Sous-total(2)
																		Sous-total(3)
																		Sous-total(4)

Temps plein : \_\_\_\_\_ Temps partiel : \_\_\_\_\_

Rapports à fournir : \_\_\_\_\_

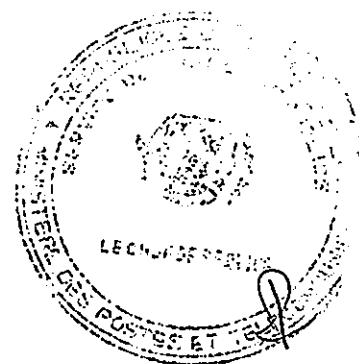
Durée des activités : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_  
(Représentant habilité)

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_



## 6.H. Calendrier des activités (programme de travail)

### A. Préciser la nature de l'activité

	[Mois à compter du début de la mission]												
	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>	7 <sup>e</sup>	8 <sup>e</sup>	9 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>	11 <sup>e</sup>	12 <sup>e</sup>	
Activité (tâche)													
_____													
_____													
_____													
_____													

### B. Achèvement et soumission des rapports

Rapports	Date
1. Rapport initial	
2. Rapport d'avancement a. Premier rapport d'avancement b. Deuxième rapport d'avancement	
3. Projet de Rapport final	
4. Rapport final	



REPULIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

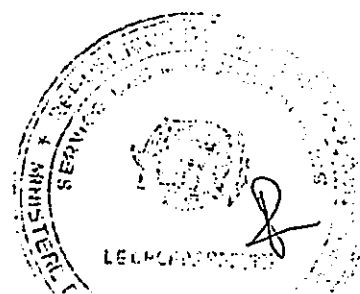
DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

**PIECE N° 7 : LA PROPOSITION FINANCIERE (TABLEAUX TYPES)**



## Récapitulatif des tableaux types

7. A.	Lettre de soumission de la proposition financière
7.B	Etat récapitulatif des coûts
7.C	Ventilation des coûts par activité
7.D	Coût Unitaire du Personnel Clef
7.E	Coût Unitaire du Personnel d'Exécution
7.F	Ventilation de la rémunération par activité
7.G	Frais remboursables par activité
7.H	Frais divers <i>pour les marchés à paiement par prix unitaires pour les marchés à paiement par prix unitaires</i>
7.I	Cadre du Bordereau des prix unitaires
7.J	Cadre du détail estimatif



## 7. A Lettre de soumission de la proposition financière

*[Lieu, date]*

À : *[Nom et adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué]*

Madame/Monsieur,

Nous, soussignés, avons l'honneur de vous proposer nos services, à titre de prestataire, pour *[titre des services]* conformément à votre Avis d'Appel d'Offres n° *[à indiquer]* en date du *[date]* et à notre Proposition (nos Propositions technique et financière).

Vous trouverez ci-joint notre Proposition financière qui s'élève à *[montant en lettres et en chiffres ainsi que le(s) lot(s) et la clef de répartition francs CFA/devise, le cas échéant]*. Ce montant net d'impôts, de droits et de taxes, que nous avons estimé par ailleurs à *[montant(s) en lettres et en chiffres]*.

Notre Proposition financière a pour nous force obligatoire, sous réserve des modifications résultant de la négociation du Contrat, jusqu'à l'expiration du délai de validité de la Proposition, c'est-à-dire jusqu'au *[date]*.

Nous savons que vous n'êtes tenue/tenu d'accepter aucune des propositions reçues.

Veillez agréer, Madame/Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Signature du représentant habilité :

Nom et titre du signataire :

Nom du Candidat : Adresse



### 7.B. État récapitulatif des coûts

Coûts	Monnaie(s) <sup>(7)</sup>	Montant(s)
Sous-total		
Impôts, droits, taxes, et autres charges fiscales		
Montant total de la Proposition financière		

### 7. C. Ventilation des coûts par activité

Activité no : _____	Activité no : _____	Description : _____
Composantes du prix	Monnaie(s)	Montant(s)

### 7.D. Coûts unitaires du personnel clé

Noms et prénoms	Qualification/ fonction	Coût horaire	Coût journalier	Coût Mensuel

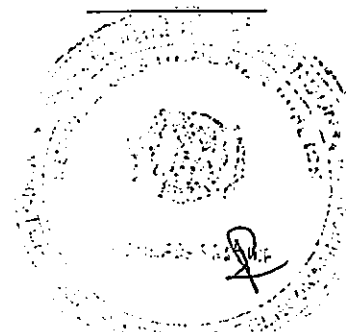
### 7.E. Coûts unitaires du personnel d'exécution

Noms et prénoms	Qualification/ fonction	Coût horaire	Coût journalier	Coût Mensuel

### 7. F. Ventilation de la rémunération par activité

Activité no : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

Noms	Poste	Apport	Rémunération taux de change	Montant
Personnel permanent				
Personnel local				
Consultants extérieurs				



**7. F. Frais remboursables par activité**

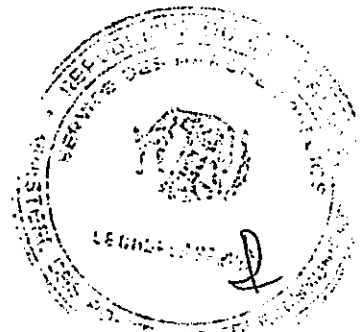
Activité no : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

No	Description	Unité	Quantité	Prix unitaire	Montant total
1.	Voyages aériens	par voyage par voyage par jour			
2.	internationaux				
3.	Frais de voyage divers				
4.	Indemnité de subsistance				
5.	Frais de transport locaux Loyers de bureaux/logement/ services de bureau				

**7. H. Frais divers**

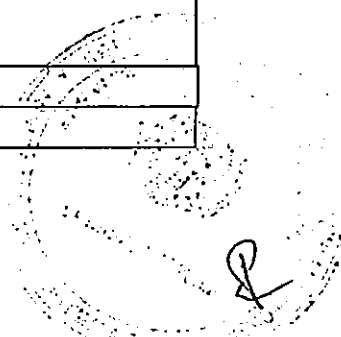
Activité no : \_\_\_\_\_ Nom : \_\_\_\_\_

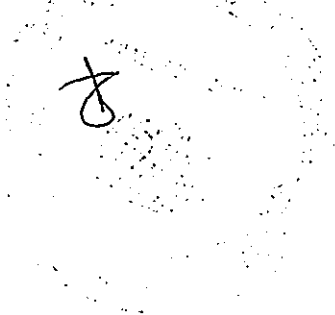
No	Description	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Montant total
1.	Frais de communications entre _____ et _____				
2.	_____				
3.	(téléphone, fax, e-mail)				
4.	Rédaction, reproduction de rapports Matériel : véhicules, ordinateurs, etc. Logiciels				



## 7.I. Cadre du bordereau de prix unitaires

N°	Désignation	Unité	C. Unitaire	
			En chiffre	En lettre
<b>Phase 1 : Audit technologique du site existant</b>				
1	Chef de mission	H/J		
2	Expert en systèmes d'information et plateformes numériques	H/J		
3	Informaticien Analyste/Programmeur	H/J		
4	Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique	H/J		
5	Expert en conduite du changement, formation et communication	H/J		
<b>Phase 2 : Diagnostic et analyse des besoins (phase préparatoire)</b>				
6	Chef de mission	H/J		
7	Expert en systèmes d'information et plateformes numériques	H/J		
8	Informaticien Analyste/Programmeur	H/J		
9	Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique	H/J		
10	Expert en conduite du changement, formation et communication	H/J		
11	Frais divers (fournitures de bureau, communication, appui logistique, rafraichissants,...)	FF		
<b>Phase 3 : Conception de la solution numérique (phase de cadrage)</b>				
12	Chef de mission	H/J		
13	Expert en systèmes d'information et plateformes numériques	H/J		
14	Informaticien Analyste/Programmeur	H/J		
15	Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique	H/J		
16	Expert en conduite du changement, formation et communication	H/J		
17	Frais divers (fournitures de bureau, communication, appui logistique, rafraichissants,...)	FF		
<b>Phase 4 : Mise en œuvre progressive (phase pilote et itérative)</b>				
18	Chef de mission	H/J		
19	Expert en systèmes d'information et plateformes numériques	H/J		
20	Informaticien Analyste/Programmeur	H/J		
21	Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique	H/J		
22	Expert en conduite du changement, formation et communication	H/J		
<b>Phase 5 : Extension et intégration (phase d'industrialisation)</b>				
23	Chef de mission	H/J		

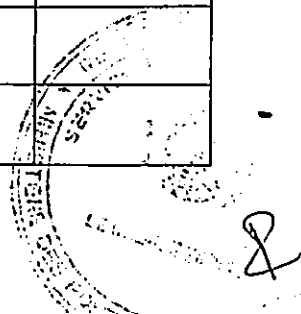




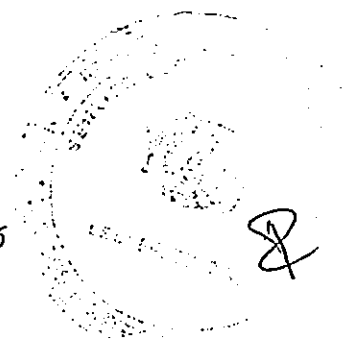
24	Expert en systèmes d'information et plateformes numériques	H/J		
25	Informaticien Analyste/Programmeur	H/J		
26	Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique	H/J		
27	Expert en conduite du changement, formation et communication	H/J		
28	Frais divers (fournitures de bureau, communication, appui logistique, rattachés,...)	FF		
Phase 6 : Production et traduction des documents				
29	Production des rapports	FF		
30	Traduction des rapports	FF		

**7.J. Cadre du détail estimatif**

N°	Désignation	Unité	C. Unitaire	Qté	C. total
<b>Phase 1 : Audit technologique du site existant</b>					
1	Chef de mission	H/J		03	
2	Expert en systèmes d'information et plateformes numériques	H/J		03	
3	Informaticien Analyste/Programmeur	H/J		03	
4	Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique	H/J		04	
5	Expert en conduite du changement, formation et communication	H/J		03	
<b>Sous Total Phase 1</b>					
<b>Phase 2 : Diagnostic et analyse des besoins (phase préparatoire)</b>					
6	Chef de mission	H/J		05	
7	Expert en systèmes d'information et plateformes numériques	H/J		05	
8	Informaticien Analyste/Programmeur	H/J		05	
9	Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique	H/J		07	
10	Expert en conduite du changement, formation et communication	H/J		05	
11	Frais divers (fournitures de bureau, communication, appui logistique, rafraichissants,...)	FF		1	
<b>Sous Total Phase 2</b>					
<b>Phase 3 : Conception de la solution numérique (phase de cadrage)</b>					
12	Chef de mission	H/J		07	
13	Expert en systèmes d'information et plateformes numériques	H/J		08	
14	Informaticien Analyste/Programmeur	H/J		09	
15	Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique	H/J		10	
16	Expert en conduite du changement, formation et communication	H/J		07	
17	Frais divers (fournitures de bureau, communication, appui logistique, rafraichissants,...)	FF		1	
<b>Sous Total Phase 3</b>					<b>10 951 800</b>
<b>Phase 4 : Mise en œuvre progressive (phase pilote et itérative)</b>					
18	Chef de mission	H/J		05	
19	Expert en systèmes d'information et plateformes numériques	H/J		05	
20	Informaticien Analyste/Programmeur	H/J		06	
21	Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique	H/J		07	
22	Expert en conduite du changement, formation et communication	H/J		05	



Sous Total Phase 4					
<b>Phase 5 : Extension et intégration (phase d'industrialisation)</b>					
23	Chef de mission	H/J		05	
24	Expert en systèmes d'information et plateformes numériques	H/J		04	
25	Informaticien Analyste/Programmeur	H/J		04	
26	Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique	H/J		06	
27	Expert en conduite du changement, formation et communication	H/J		04	
28	Frais divers (fournitures de bureau, communication, appui logistique, rafraichissants,...)	FF		1	
<b>Sous Total Phase 5</b>					
<b>Phase 6 : Production et traduction des documents</b>					
29	Production des rapports	FF		1	
30	Traduction des rapports	FF		1	
<b>Sous Total Phase 6</b>					
<b>TOTAL GENERAL HTVA</b>					
<b>TVA 19,25%</b>					
<b>TOTAL TTC (HT+TVA)</b>					



REPULIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

-----  
MINISTERE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

-----  
SECRETARIAT GENERAL

-----  
DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



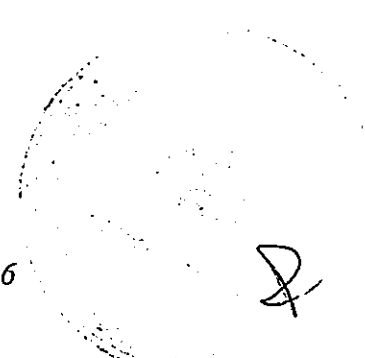
REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

-----  
MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

-----  
GENERAL SECRETARIAT

-----  
DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

## PIECE N° 8: MODELE DE MARCHÉ





LETTRE COMMANDE N° \_\_\_\_\_ /LC/MPT/SG/DAG/2026 .....  
MAITRE D'OUVRAGE : LE MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

TITULAIRE: \_\_\_\_\_

OBJET : .....

LIEUX DE REALISATION : .....

MONTANTS :

	<i>En Chiffres (F CFA)</i>	<i>En Lettres (F CFA)</i>
<i>Montant HT</i>		
<i>Montant TVA (19.25%)</i>		
<i>Montant TTC</i>		
<i>Montant IR (2.2%)</i>		
<i>Net à Mandater (HT-IR)</i>		

DELAI D'EXECUTION :

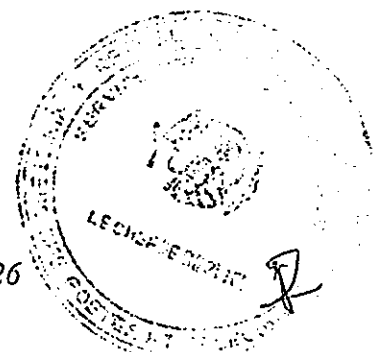
FINANCEMENT : BIP, Exercice 2026

SOUSCRITE LE : \_\_\_\_\_

SIGNEE LE : \_\_\_\_\_

NOTIFIEE LE : \_\_\_\_\_

ENREGISTREE LE : \_\_\_\_\_



*ENTRE*

*La République du Cameroun, représentée par le Ministre des Postes et Télécommunications (MINPOSTEL), ci-après désigné :  
« LE MAITRE D'OUVRAGE »*

*D'UNE PART,*

*Et,  
Le Prestataire*

\_\_\_\_\_  
*Représenté par \_\_\_\_\_, Son Directeur Général dénommé ci-après « Le  
Prestataire »*

*D'AUTRE PART,*

*IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT*



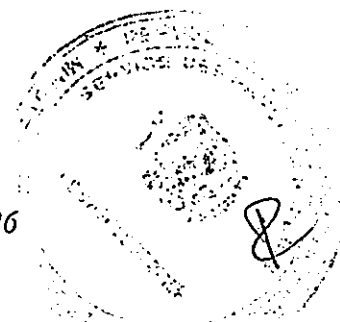
## SOMMAIRE DU MARCHE

TITRE I : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

TITRE II : TERMES DE REFERENCES

TITRE III : BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

TITRE IV : DETAIL ESTIMATIF



PAGE \_\_ ET DERNIÈRE DE LA LETTRE COMMANDE N° \_\_\_\_\_/LC/MPT/SG/DAG/2026  
.....

MAITRE D'OUVRAGE : LE MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

TITULAIRE: \_\_\_\_\_

OBJET : .....

LIEUX DE REALISATION : .....

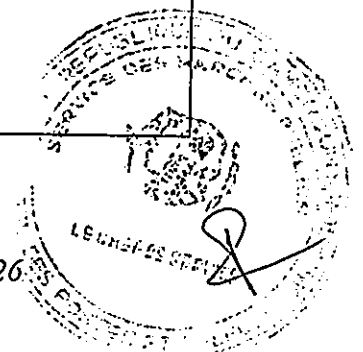
MONTANT :

	<i>En Chiffres (F CFA)</i>	<i>En Lettres (F CFA)</i>
<i>Montant HT</i>		
<i>Montant TVA (19.25%)</i>		
<i>Montant TTC</i>		
<i>Montant IR (2.2%)</i>		
<i>Net à Mandater (HT-IR)</i>		

DELAI D'EXECUTION : .....

FINANCEMENT : .....

le Cocontractant « Lu et accepté »  Yaoundé le .....
Le Ministre des Postes et Télécommunications    Yaoundé le .....
ENREGISTREMENT



REPULIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

**PIECE N° 9 : MODELES DES PIECES A UTILISER PAR LE  
SOUSSIONNAIRE**

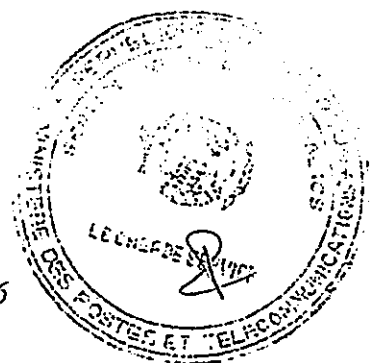


Table de matière

Annexe N°1 : Modèle de déclaration d'intention de soumissionner

Annexe N°2 : Modèle d'intention de soumissionner

Annexe N°3 : Modèle de caution de soumission

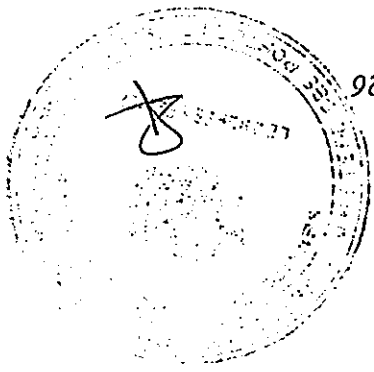
Annexe N°4 : Modèle de cautionnement définitif

Annexe n° 6 : Modèle de caution d'avance de démarrage

Annexe N°7 : Cadre du planning d'exécution ;

Annexe N°8 : Déclaration sur l'honneur de non abandon de chantier et de non défaillance.

Annexe N°9 : Modèle d'attestation de capacité financière.



Annexe n° 1 : Modèle de déclaration d'intention de soumissionner

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

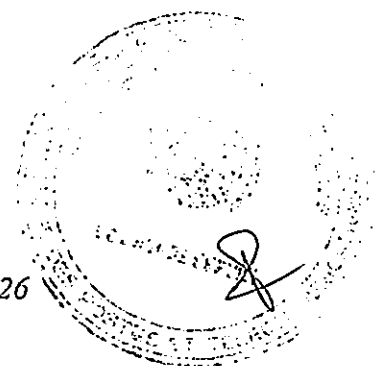
Fonction :

En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier d'Appel d'Offres National N° \_\_\_\_\_ [indiquer la nature de la prestation].

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature, nom et cachet du soumissionnaire



Annexe N° 2 : Modèle de soumission

Je, Soussigné..... (Indiquer le nom et la qualité du signataire)

Représentant la société, l'entreprise ou le groupement<sup>(8)</sup>» .....dont le siège social est à ..... inscrit au registre du commerce de ..... Sous le n°.....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au Dossier d'Appel d'Offres y compris le (s) additif(s), [rappeler le numéro et l'objet de l'appel d'Offres]

- Après m'être personnellement rendu compte de la situation des lieux et avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et la difficulté des travaux à effectuer.
- Remets, revêtus de ma signature, le bordereau des prix unitaires ainsi que le devis estimatif établissant les prix que j'ai établi moi-même pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le lot n° \_\_\_\_\_ à
- ----- [en chiffres et en lettres] francs Cfa Hors TVA, et à -----francs CFA Toutes Taxes Comprises. [en chiffres et en lettres]
- M'engage à livrer les fournitures dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.
- Les rabais et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants (en cas de possibilité d'attribution de plusieurs lots).
- Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par lui au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° ..... Ouvert au nom de .....auprès de la banque ----- Agence de-----

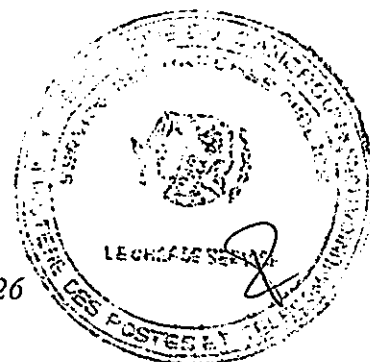
Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à ..... le .....  
Signature de .....  
En qualité de .....

dûment autorisé à signer les soumissions

Pour et au nom de<sup>(9)</sup> .....

(8) Supprimer la mention inutile  
(9) Annexer la lettre de pouvoirs



### Annexe N° 3 : Modèle de caution de soumission

Adressée à *Madame le Ministre des Postes et Télécommunications, Yaoundé, « Le Maître d'Ouvrage »*

Attendu que l'entreprise..... ci-dessous désignée « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du .....Pour .....ci-dessous désignée « l'offre » et, pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalent à [indiquer le montant] Francs CFA.

Nous.....[nom et adresse de la banque], représentée par .....[noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque » déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire, retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;  
Où

Si le soumissionnaire s'étant vu notifier l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage pendant la période de validité :

- manque à fournir ou refuse de signer le marché alors qu'il est requis de le faire ;
- manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître D'Ouvrage notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle (s) condition (s) a (ont) joué.

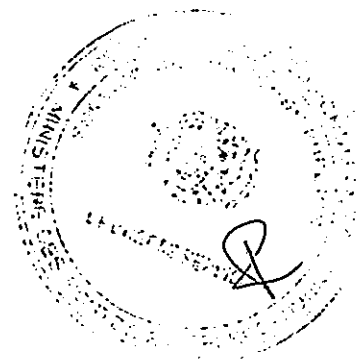
La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses sites.

Signé et authentifié par la banque

à....., le .....

(Signature de la banque)



Annexe N° 4 : Modèle de cautionnement définitif

Banque :

Référence de la Caution : N° .....

Adressée à *Madame le Ministre des Postes et Télécommunications, Yaoundé, Cameroun*, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que ..... [nom et adresse de l'entreprise] ci-dessous désigné (Indiquer la nature des travaux)

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que l'entrepreneur remettra au Maître d'Ouvrage un cautionnement définitif, d'un montant égal à 5 % du montant de la tranche du marché correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché.

Attendu que nous avons convenu de donner à l'entrepreneur ce cautionnement,

Nous.....[nom et adresse de la banque] représentée par .....[noms des signataires], nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de .....[en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification à l'entrepreneur, par le Maître d'Ouvrage, de l'approbation du marché. Elle sera libérée dans un délai de [indiquer le délai] à compter de la date de réception provisoire des travaux.

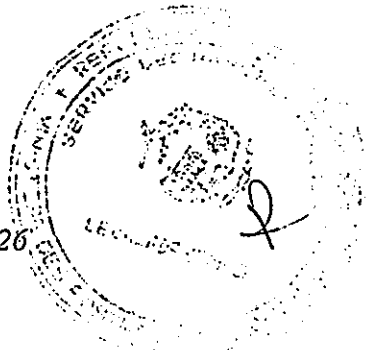
Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute démarche de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

à....., le .....  
(Signature de la banque)



Annexe n° 5 : Modèle de caution d'avance de démarrage

Banque: référence, adresse.....

Nous soussignés (banque, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de :..... [le titulaire], au profit du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué [Adresse du Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué] («Le bénéficiaire»)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que ..... [le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché ..... du..... relatif aux prestations [indiquer l'objet des prestations, les références de l'Appel d'Offres et le lot, éventuellement], de la somme totale maximum correspondant à l'avance de [vingt (20)%] du montant Toutes Taxes Comprises du marché n°....., payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit:..... francs CFA

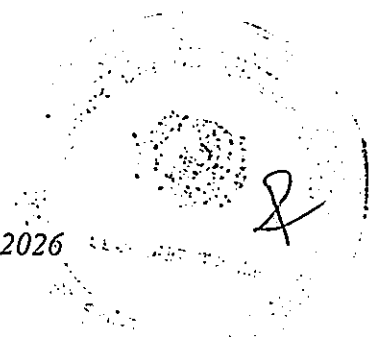
La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès virement des parts respectives de cette avance sur les comptes de ..... [le titulaire] ouverts auprès de la banque ..... sous le n°.....

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque à....., le.....

[signature de la banque]





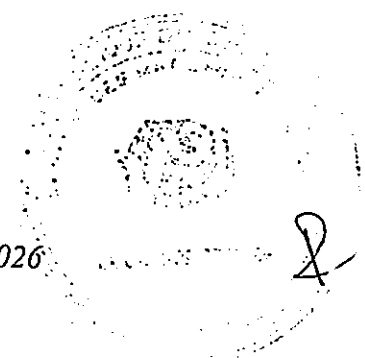
Annexe N° 6 : Cadre du planning d'exécution  
(à concevoir par le soumissionnaire)

Annexe N°7 : Déclaration sur l'honneur de non abandon de chantier et de non défaillance.

Je soussigné....., Directeur Général de l'entreprise....., immatriculée sous le registre de commerce N°..... du .....dont le siège social est à.....,

Atteste par la présente que :

- mon entreprise n'a jamais abandonné l'exécution d'un marché accours des trois (03) dernières années ;
- ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes annuellement établie par le Ministère des Marché Publics
- n'a pas un marché en cours de résiliation au MINPOSTEL.



Annexe N°8:      Modèle d'attestation de capacité financière.

*ATTESTATION DE SOLVABILITE*

Nous, soussignés, \_\_\_\_\_ (nom de la banque), Société Anonyme au capital de \_\_\_\_\_ (FCFA) dont le siège social est \_\_\_\_\_, BP. \_\_\_\_\_.

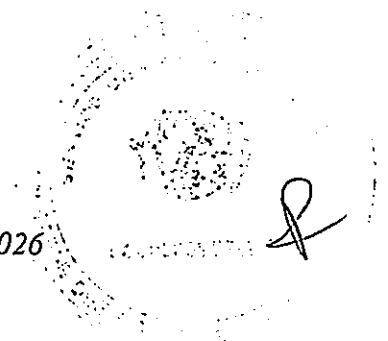
Attestons que la Société \_\_\_\_\_ BP. \_\_\_\_\_ entretient le compte N° \_\_\_\_\_ ouvert dans les livres de notre agence de \_\_\_\_\_. Les dirigeants de cette entreprise jouissent d'une bonne réputation commerciale. Les engagements portés au nom de la Société ont toujours été scrupuleusement respectés jusqu'à ce jour, et nous estimons que cette Société a une capacité de financement de \_\_\_\_\_ FCFA (en lettres).

En foi de quoi la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_



## PIÈCE N°10. CHARTE D'INTEGRITE



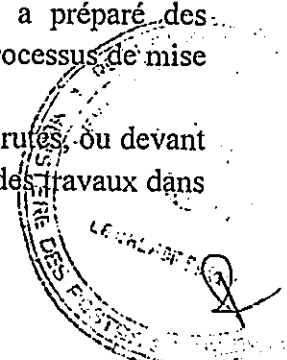
## CHARTRE D'INTEGRITE

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : \_\_\_\_\_  
LE « SOUMISSIONNAIRE »

A

MONSIEUR LE « MAITRE D'OUVRAGE »

1. Nous reconnaissons et attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :
  - 1.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, judiciaire, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultat d'une procédure de même nature ;
  - 1.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée pour délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre ;
  - 1.3) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre ;
  - 1.4) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement des impôts selon les dispositions légales ;
  - 1.5) figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies et tout autre Partenaire Technique et Financier, dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ou d'un accord cadre ;
  - 1.6) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché ou de l'accord-cadre.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
  - 2.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlées par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargé des marchés publics et résolu sa satisfaction ;
  - 2.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre de services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargé des marchés publics et résolu à sa satisfaction ;
  - 2.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage;
  - 2.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
  - 2.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures ou d'un accord-cadre :
    - i) avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plan, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considérée ;
    - ii) être nous-mêmes ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutées, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision où le contrôle des travaux dans le cadre du Marché ou de l'accord-cadre.



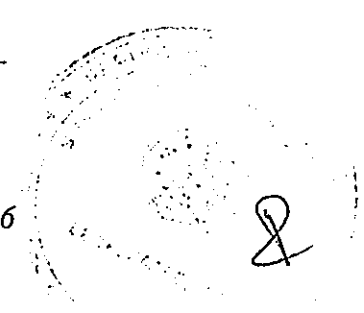
3. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une personnalité juridique et d'une autonomie financière et que nous sommes gérés selon les règles de la comptabilité Publique ou privée respectivement, que nous ne sommes pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué concerné, sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des Marchés Publics.
4. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'Autorité chargée des Marchés Publics, tout changement de situation au regard des points 1 à 3 qui précèdent.
5. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché ou de l'accord-cadre :
  - 5.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
  - 5.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) contraires à nos obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
  - 5.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.
  - 5.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de violation de ses obligations légales contractuelles ou professionnelles.
  - 5.5) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché ou de l'accord-cadre au détriment du Maître d'Ouvrage et notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou de libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
6. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché ou de l'accord cadre et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP ou par tout autre corps de contrôle de l'Etat
7. Faute pour nous, un des membres de notre groupement et de nos sous-traitants, de nous conformer aux règles régissant la présente charte, nous reconnaissons que nous nous exposons aux sanctions prévues par les lois et règlement en vigueur.

Signature :

Nom : \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de : \_\_\_\_\_

En date du \_\_\_\_\_

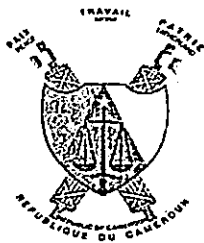


REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTRE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



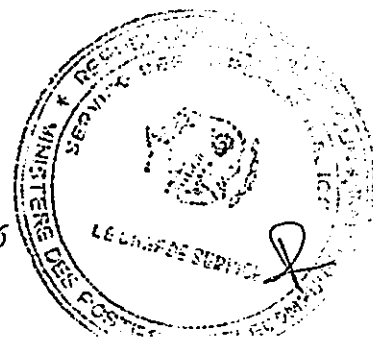
REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

## PIÈCE N°11. ENGAGEMENT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL



INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : \_\_\_\_\_

LE « SOUMISSIONNAIRE »

A MONSIEUR LE « Maître d'Ouvrage »

MONSIEUR LE « Maître d'Ouvrage »

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

- 1) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par les membres de notre groupement, l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement en cohérence avec les lois et règlement applicables au Cameroun.
- 2) En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.
- 3) Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP.

Signature :

Nom : \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de :

\_\_\_\_\_ En date du \_\_\_\_\_

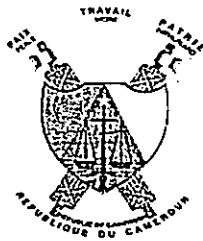


REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



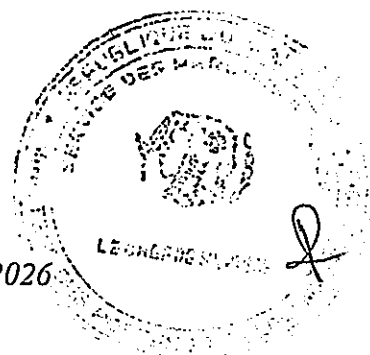
REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

**PIÈCE N°12. VISA DE MATURITE OU JUSTIFICATIFS DES  
ETUDES PREALABLES**



## JUSTIFICATIF DES ETUDES PREALABLES

1. Ce projet a - t - il fait l'objet d'une étude préalable :

2. Si oui la joindre et indiquer :

2.1. La date ; 2025

2.2. Le nom du Maître d'Œuvre public ou privé ;

2.3. Les références du marché, si maîtrise d'œuvre privée ;

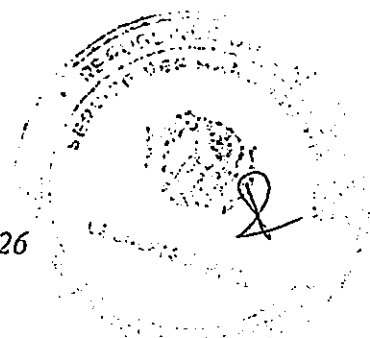
2.4. La description des études : TDR, Spécifications techniques.

3. Les quantités de détail estimatif sont-elles compatibles avec l'enveloppe financière disponible?

Au cas où les quantités ne sont pas compatibles avec le montant disponible, la Commission des Marchés devra exiger l'actualisation de l'étude préalable avant le lancement de la consultation:

4. Le Maître d'Ouvrage peut également fournir un calcul justificatif des quantités du DAO (pour des prestations de moindre envergure notamment).

*N.B : Le Président de la Commission des Marchés peut avant de se prononcer, solliciter l'avis d'un expert sur la qualité des études réalisées.*



REPULIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



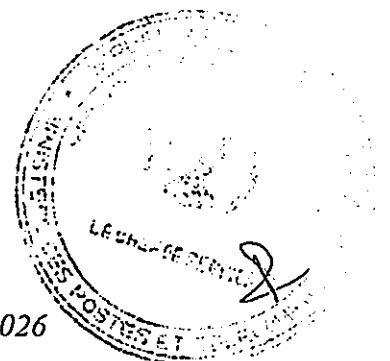
REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

**PIECES N°13 : LISTES DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET  
ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES A EMETTRE DES  
CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS**



**LISTES DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS AUTORISES  
A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS**

**I) BANQUES**

- ✓ AFRILAND FIRST BANK
- ✓ BANQUE ATLANTIQUE CAMEROUN
- ✓ BANQUE CAMEROUNAISE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
- ✓ BANQUE GABONAISE POUR LE FINANCEMENT INTERNATIONAL (BGFI BANK)
- ✓ BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BICEC)
- ✓ BANK OF AFRICA CAMEROON (BOA)
- ✓ CITIBANK CAMEROON (CITIGROUP)
- ✓ COMMERCIAL BANK OF CAMEROON (CBC)
- ✓ ECOBANK CAMEROON
- ✓ NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC)
- ✓ SOCIETE COMMERCIALE DE BANQUE - CAMEROUN (SCB CAMEROUN)
- ✓ SOCIETE GENERALE CAMEROUN (SGC)
- ✓ STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON
- ✓ UNION BANK OF CAMEROON (UBC)
- ✓ UNITED BANK FOR AFRICA (UBA)
- ✓ CREDIT COMMUNAUTAIRE D'AFRIQUE-BANK

**II) COMPAGNIES D'ASSURANCES**

- ✓ ACTIVA ASSURANCE.
- ✓ ASSURANCES ET REASSURANCE AFRICAINE (AREA)
- ✓ ATLANTIQUE ASSURANCES
- ✓ BENEFICIAL GENERAL ASSURANCE
- ✓ CHANAS ASSURANCE.
- ✓ CPA S.A
- ✓ PROASSUR S.A.
- ✓ SAAR SA
- ✓ NSIA ASSURANCES
- ✓ SAHAM ASSURANCES SA
- ✓ ZENITHE INSURANCE
- ✓ ROYAL ONYX INSURANCE



REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

-----  
MINISTERE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

-----  
SECRETARIAT GENERAL

-----  
DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

-----  
MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

-----  
GENERAL SECRETARIAT

-----  
DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

**PIECES N°14 : PROCEDURE DE SOUMISSION EN LIGNE**



## PROCEDURE DE SOUMISSION EN LIGNE

*Pour soumissionner en ligne, le prestataire doit suivre les trois étapes ci-après :*

### Etape 1 : Enregistrement de l'Entreprise dans la Plateforme COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchepublics.cm> ou <https://www.publicscontrats.m>;
- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires » et renseigner minutieusement le formulaire de demande ;
- Imprimer le formulaire de demande renseigné et généré par le système ;
- Faire signer le formulaire de demande par le chef de structure et y apposer le cachet de l'entreprise ;
- Déposer le formulaire dûment renseigné et formalisé au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
  - i) Photocopie d'une Attestation de non Faillite (datant de moins de 3 mois) ;
  - ii) Photocopie du registre de commerce ;
  - iii) Photocopie de la domiciliation bancaire,
  - iv) Photocopie de l'Attestation de conformité fiscale (datant de moins de 3 mois).

### Etapes 2 : Acquisition du Certificat Electronique

- Retirer le formulaire de demande de certificat disponible au MINMAP ou le télécharger sur le site de l'ANTIC à l'adresse <https://www.camgovca.cm> dans la rubrique « Demande de certificats(Entreprise) » ;
- Remplir le formulaire et le déposer au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
  - i) Reçu de paiement des frais d'acquisition de certificat Electronique d'un montant de 50.000 FCFA à verser dans le compte de l'ANTIC auprès de SCB Cameroun sous le numéro 10002 00031 12493593150 94 ;
  - ii) Une photocopie de la CNI du demandeur du certificat.
- S'enrôler auprès de l'opérateur MINMAP et récupérer le récépissé de la demande de certificat ;
- Se connecter à l'adresse <https://www.camgovca.cm/fr/operation-certificats.html> et télécharger dans le support amovible (vierge) le certificat Electronique à partir des informations (Numéro de référence et code d'autorisation) contenues dans le récépissé (Bien conserver le mot de passe pour les connexions à COLEPS).

### Etapes 3 : Enregistrement du certificat Electronique dans COLEPS

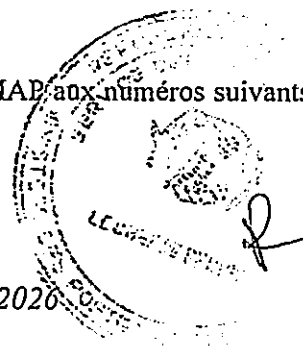
- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrats.cm>;
- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires », puis la rubrique « Enregistrement nouveau certificat Supplémentaire » ;
- identifier l'entreprise à partir du numéro de registre de Commerce, puis ajouter le certificat après avoir minutieusement renseigné le formulaire.

### Etapes 4 : Soumission en ligne

- Se connecter à la plateforme avec son certificat ;
- Identifier l'appel d'offre qui vous intéresse et cliquer sur le numéro de cet avis d'appel d'offre pour afficher les détails ;
- Cliquer ensuite sur le bouton soumissionner et renseigner le formulaire qui apparait en chargeant vos offres (administrative technique, et financière) aux emplacements correspondants. Bien vouloir respecter la taille des fichiers (05Mo offre administrative, 15 Mo offre technique et 05 Mo offre financière). Des logiciels de compressions peuvent être utilisés ;
- Cliquer sur le bouton envoyer pour terminer la procédure.

Pour toute assistance technique, bien vouloir contacter les services compétents du MINMAP aux numéros suivants 2 22 23 81 55/2 22 23 56 69 / 677 00 61 10

NB : la validité du certificat est de 1 an



REPULIQUE DU CAMEROUN  
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES POSTES ET  
TELECOMMUNICATIONS

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES AFFAIRES  
GENERALES



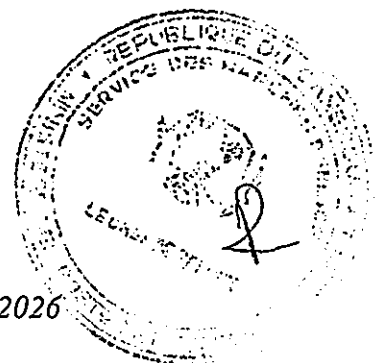
REPUBLIC OF CAMEROON  
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF POSTS AND  
TELECOMMUNICATIONS

GENERAL SECRETARIAT

DEPARTMENT OF GENERAL  
AFFAIRS

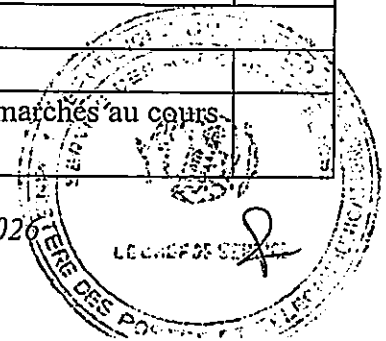
PIECES N°14 : GRILLE D'EVALUATION





## GRILLE D'EVALUATION

N°	RUBRIQUE	Oui / Non
<b>A</b>	<b>CRITERES ELIMINATOIRES</b>	
<b>I- Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif</b>		
1	Absence de la caution de soumission timbrée au taux en vigueur ou chèque banque ou chèque certifié, accompagné du récépissé de consignation délivré par la CDEC à l'ouverture des plis. NB : Une caution de soumission ou chèque banque ou chèque certifié produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.	
2	Non-production au-delà du délai de 48h d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission)	
<b>II- Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique</b>		
1	Absence de la charte d'intégrité datée et signée	
2	Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales	
3	Non-respect du profil du Chef de mission à savoir; . Diplôme : Ingénieur informaticien (BAC +5 ou master) ; . Nombre d'années d'expérience : Quinze (15) ans ; . Nombre de projets conduits : Au moins trois (03) projets dans la gestion de projets dans le domaine de de la conduite de projets de systèmes d'information et de plateformes numériques ; analyse et conception des SI et/ou en gestion de projet ; conception, développement, déploiement et sécurisation des applications/logiciels/progiciels) ; gouvernance numérique et plateformes publiques . Certifications : Titulaire d'au moins deux certifications parmi les certifications suivantes : Project Management Professional (PMP), ISO2700X, CEH, CISA ou NSE ou CMMI et gestion des projets en cours de validité.	
4	Absence de l'attestation de capacité financière d'un montant de 15.000.000 FCFA	
5	Offre technique comportant le montant de la proposition financière	
<b>II- Critères éliminatoires relatifs à l'offre financière</b>		
1	Offre financière incomplète (absence d'un des tableaux types de la proposition financière);	
2	Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière	
3	Absence de l'offre financière témoin	
<b>IV- Critères éliminatoires d'ordre général</b>		
1	Document falsifié ou fausse déclaration	
2	Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des prestations marchés au cours des trois dernières années	



3	Non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes	
4	CCAP et TDR paraphé sur chaque page et signé à la dernière page assortie de la mention « lu et approuvé »	
5	Note technique inférieure à 75/100 points	
B	<b>CRITERES ESSENTIELS</b>	

i. Références

30 points

Les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des cinq (05) dernières années (fournir les preuves de la réalisation des missions similaires) :

• Références générales :

Au moins deux références réalisées dans le domaine des TIC et systèmes d'information au cours des cinq (05) dernières années .....15 points ;

• Références spécifiques :

Au moins deux (02) références dont l'une dans le domaine de mise en place ou d'exploitation de plateformes numériques, conception, développement et déploiement et sécurisation des applications/logiciels/progiciels réalisées au cours des cinq (05) dernières années ...15 points .

**NB :**

*La référence ne sera validée que si elle est accompagnée de la copie de la première et de la dernière page du marché enregistré, assortie du procès-verbal de réception/attestation de service fait y afférent.*

ii. Qualifications et compétence du personnel clé pour la mission

50 points

• Expert en systèmes d'information et plateformes numériques ..... 15 points

Diplôme : Ingénieur (BAC +5) ou Master en Informatique ou Data Science (IA)...3 pt ;

Ancienneté professionnelle : Dix (10) ans d'expérience .....2 pts ;

Expérience générale : Avoir déjà participé dans l'exécution d'au moins deux (02) projets dans la conception, l'architecture et l'intégration de systèmes d'information et de plateformes numériques au cours des cinq (05) dernières années ..... 2 pts/projet (4 pts) ;

Expérience spécifique : Avoir participé à l'exécution d'au moins deux (02) projets de mise en place ou d'exploitation de plateformes numériques, conception, développement et déploiement et sécurisation des applications/logiciels/progiciels au cours des trois (03) dernières années .....(2 pts/projet) 4 pts ;

Certification : Titulaire d'au moins deux certifications parmi les suivantes : (ISO2700X, ISACA, EC-COUNCIL, Cloud, ITIL, COBIT), .....(1pt/certification) 2 pts.

• Expert informaticien/ Analyste/Programmeur .....15 points

Diplôme : Ingénieur (BAC +3) ou diplôme équivalent en informatique/Programmeur...3 pt ;

Ancienneté professionnelle : Dix (10) ans d'expérience .....2 pts

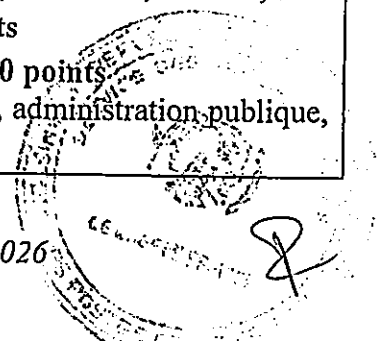
Expérience générale : Avoir déjà participé dans l'exécution d'au moins deux (02) projets du domaine de TIC, sécurité de réseau, des systèmes d'information, de cyber sécurité et de communication électronique au cours des cinq (05) dernières années ..... 2 pts/projet (4 pts)

Expérience spécifique : Avoir participé à l'exécution d'au moins deux (02) projets du domaine de génie logiciel de programmation et développement des plateformes, de conception, développement et déploiement et sécurisation des applications/logiciels/progiciels au cours des trois (03) dernières années .....(2 pts/projet) 4 pts

Certification : Titulaire d'au moins deux certifications parmi les suivantes : (ISO2700X, ISACA, EC-COUNCIL, Cloud, ITIL, COBIT), .....(1pt/certification) 2 pts

• Expert senior en gouvernance institutionnelle et cadre juridique ..... 10 points

Diplôme : Ingénieur (BAC +5) ou Master en droit public, droit du numérique, administration publique, gouvernance.....1,5 pt .



Ancienneté professionnelle : Dix (10) ans d'expérience .....1,5 pt .

Expérience générale : Avoir déjà participé dans l'exécution d'au moins deux (02) projets dans la conception et la mise en œuvre de cadres institutionnels, juridiques ou de modèles de gouvernance, de cadres juridiques et réglementaires applicables aux projets numériques au cours des cinq (05) dernières années ..... 1.5 pt/projet (3 pts) ;

Expérience spécifique : Avoir participé à l'exécution d'au moins deux (02) projets de projets de gouvernance institutionnelle ou juridique de plateformes numériques ou de projets interinstitutionnels au cours des trois (03) dernières années .....(2 pts/projet) 4 pts ;

• **Expert en conduite du changement, formation et communication .....10 points**

Diplôme : BAC +5 ou Master en communication, management, sociologie, sciences de l'éducation ou sciences sociales .....1,5 pt .

Ancienneté professionnelle : Huit (08) ans d'expérience .....1,5 pt .

Expérience générale : Avoir déjà participé dans l'exécution d'au moins deux (02) projets dans la conduite du changement organisationnel, la formation des utilisateurs et l'accompagnement des projets de transformation numérique au cours des cinq (05) dernières années ...1,5pts/projet (3 pts) ;

Expérience spécifique : Avoir participé à l'exécution d'au moins deux (02) projets de des projets de transformation numérique ou de plateformes institutionnelles au cours des trois (03) dernières années .....(2 pts/projet) 4 pts .

**NB** : l'expert ne sera évalué que s'il présente la copie du diplôme certifiée, les certifications requises, le CV et l'attestation de disponibilité.

- l'expert en service dans la fonction publique devra présenter une autorisation de son administration.

### iii. Compréhension de la mission, méthodologie et plan de travail .....20 points

Désignation de l'activité	Note	
<b>Compréhension de la mission, méthodologie et plan de travail</b>	<b>/20</b>	
Qualité de la solution proposée (Adéquation de la solution aux objectifs spécifiques, richesses fonctionnelles additionnelles, qualité de l'architecture technique) (4 pts)	/4	
Observations et suggestions sur les termes de référence (les commentaires et suggestions auront pour objectif d'améliorer la qualité de la mission). (4 pts)	0,5 pt/commentaire sur le besoin en personnel	/2
	1 pt/commentaire pertinent sur les TDR	/2
Approche méthodologique proposée en adéquation avec les TDR (8 pts)	Compréhension des objectifs de la mission (la compréhension des objectifs est jugée très bonne lorsque tous ceux-ci sont énumérés et mis en évidence)	/4
	Approche technique et méthodologie d'exécution (cette approche est jugée très bonne lorsqu'elle ne présente aucune ambiguïté)	/4
Plan de travail (4 pts)	Planning de réalisation adéquat des prestations (Cohérence entre l'organisation de travail et le planning de réalisation des prestations)	/2
	Planning de mobilisation du personnel	/2

**NB** : Les appréciations ci-après seront portées par sous-critère :

-Mauvais =0 ; moyen =2 ; bon=4.

